

M. Bush  
en campagne

M. George Bush devait annoncer mercredi 12 février à Washington ce qui ne constituait plus l'ombre d'une surprise : sa candidature à l'investiture républicaine en vue de l'élection présidentielle de novembre prochain. Seul un grave problème de santé aurait pu, comme il l'a dit lui-même, le dissuader de se lancer à nouveau dans la course.

Il était apparu en mai dernier qu'une hyperthyroïdie, occasionnant des troubles cardiaques, aurait pu constituer l'un de ces « empêchements majeurs » à un second mandat. Les difficultés éprouvées à l'époque par le président ont cessé après qu'il eut subi un traitement à base de rayonnements ionisants. Il y eut ensuite l'affaire du « malaise » d'origine alimentaire, spectaculairement relayé par la télévision. Le 8 janvier, lors de son voyage au Japon, il ne s'agissait que d'alertes sans gravité, tout au moins les a-t-on finalement présentées comme telles.

RIEN n'empêche donc plus M. Bush, qui porte allègrement et même sportivement ses soixante-sept ans, de demander officiellement à ses « amis » du Grand Old Party de lui confier à nouveau leurs destinées. L'objectif suprême est évidemment de permettre aux républicains, minoritaires au Sénat et à la Chambre des représentants, de garder la Maison Blanche pendant quatre années supplémentaires.

La prochaine étape sera la « convention » républicaine de Houston cet été. M. Bush n'a pour l'instant qu'un seul concurrent avoué en la personne de M. Patrick Buchanan, un éditeur catholique d'extrême droite. Contrairement aux idées reçues, M. Bush se situe en effet plutôt dans l'aile modérée du GOP, et une place inquiétante est laissée à tous les extrémistes. On appelle ceux-là, outre-Atlantique, les « gens qui sont à la droite de Gengis Khan ». Il y en a beaucoup...

M. Buchanan ne mérite peut-être pas l'adjectif d'homme qui lui est accordé par les médias américains. Mais il n'est certainement pas ignominieux de tenter sa chance face à un président en exercice. M. Buchanan défend le slogan « l'Amérique d'abord ». Il a parfois d'étranges débordeurs de langage, qui tiennent davantage à la revanche sociale qu'il veut prendre sur l'environnement difficile de son enfance qu'à une pensée délibérément raciste. La suite montrera en tout cas si sa dérive est aussi grave qu'on le dit dans les organes libéraux de la côte Est.

TOUT porte à croire, au moment où s'engage, assez mollement d'ailleurs, cette campagne présidentielle, que M. Bush l'emportera à la mi-août, à Houston, sa ville d'adoption qui plus est, sur M. Buchanan. La première manche sera alors jouée. Restera le plus difficile. Aucun adversaire sérieux ne s'est encore réveillé dans le camp démocrate, mais il peut y avoir des surprises. Ni le gouverneur de l'Arkansas William Clinton, ni le sénateur du Nebraska Robert Kerrey, ni même celui de l'Iowa Tom Harkin, n'ont encore vraiment fait la différence. M. Bush devrait normalement, s'il est en bonne santé et ne fait pas d'erreur, être réélu le 3 novembre prochain. Mais les choses sérieuses ne font que commencer...

(Lire page 3  
l'article d'ALAIN FRACHON.)

M0147 - 0213 0 - 6.00 F



## Le projet de programmation militaire

M. Joxe veut privilégier  
le renseignement spatial

La programmation militaire 1993-1997, soumise en mai au Parlement, marquera - pour la première fois en France - une décléation des dépenses de défense. Mais elle donnera une forte priorité aux crédits consacrés à l'espace. De retour des Etats-Unis, où il a pu mesurer l'effort gigantesque au profit d'un bouclier spatial qui risque de « déclasser » la dissuasion nucléaire, M. Pierre Joxe retient plutôt l'idée d'un usage de l'espace à des fins de renseignement et de gestion des crises.

## La paix des étoiles

COLORADO-SPRINGS

de notre envoyé spécial

Au cours de la visite de six jours qu'il vient de faire aux Etats-Unis, M. Pierre Joxe a accédé au cœur de la défense américaine, le NORAD (North America Aerospace Defense), chargé - depuis les PC enterrés au sein même d'une caverne creusée dans les flancs des montagnes qui dominent la ville de Colorado-Springs - de surveiller

l'espace au-dessus du continent américano-canadien. Sept mille objets en orbite y sont suivis en permanence, depuis un satellite jusqu'aux multiples débris qui dérivent dans l'espace.

Tout lancement intempestif de missiles à la surface du globe serait détecté. Dans le Colorado, les Etats-Unis préparent la guerre ou la paix de demain.

JACQUES ISNARD

Lire la suite page 11

## Au cours des dernières années

Des produits sanguins ont  
été importés illégalement

Plusieurs centres français de transfusion sanguine ont importé illégalement ces dernières années du plasma humain et des dérivés sanguins. Parallèlement, le Centre national de transfusion sanguine (CNTS) importait jusqu'à près de 20 % de la consommation nationale annuelle de plasma. Ces révélations ruinent les idées reçues « d'autosuffisance nationale » en matière de sang. Elles surviennent alors qu'une plainte contre X pour faux vient d'être déposée par le docteur Michel Garretta, ancien directeur du CNTS, et par son successeur.

par Jean-Yves Nau  
et Franck Nouchi

A l'été du centre départemental de transfusion sanguine du Val-de-Marne, daté du 18 janvier 1991, le document diffusé ces jours derniers de manière anonyme se présente comme un courrier adressé au docteur Michel Garretta - alors directeur général du CNTS - par le docteur Najib Duedari, directeur du CTS du Val-de-Marne.

« Comme convenu, le plasma sera acheté directement de Rio à Paris, y lit-on. Peux-tu me dire :

1. Faut-il retaster les lots pour le VIH? Notre correspondant brésilien ne m'a pas caché la fréquence du VIH chez ces donneurs (ni la relative fiabilité de ses tests de contrôle). Il est sûr que cela alourdirait le coût et donc diminuerait le bénéfice.

2. Existe-t-il un risque au niveau des médias s'ils apprennent l'importation de ces plasmas et leur utilisation en France? D'ailleurs peuvent-ils être au courant de la transaction? »

Sous la signature du docteur Duedari, figurent deux lignes manuscrites signées du docteur Garretta répondant par la négative aux questions soulevées.

Lire la suite page 10

## EDUCATION ♦ CAMPUS

Langues vivantes  
à l'école primaire

M. Lionel Jospin devrait annoncer, mercredi 19 février, au conseil des ministres, des mesures pour développer l'enseignement des langues vivantes. Il en dévoile les grandes lignes dans l'entretien qu'il a accordé au Monde.

Le ministre de l'éducation nationale souhaite généraliser progressivement l'enseignement des langues à l'école primaire, expérimenté depuis trois ans dans un établissement sur quatre.

En outre, tous les élèves, sans exception, antérieurement à l'apprentissage d'une deuxième langue vivante en classe de quatrième de collège, affirme M. Jospin, dans le but de calmer les craintes suscitées par un rapport récent du Conseil national des programmes (CNP).

Le marché des langues vivantes « Les dérapages contrôlés de l'enseignement précoc » « Langues O » à l'étranger.

Lire pages 17 à 20

## Médias russes, libres mais pauvres

## 1. - Une presse en mal de papier

La loi sur les médias de Russie est entrée en vigueur le 6 février. Elle interdit la censure et n'impose aucune restriction à la recherche, à l'obtention, à la fabrication et à la diffusion de l'information, selon l'agence Itar-Tass. Seuls ses fondateurs ou les tribunaux peuvent décider de la fermeture d'un média de masse. Mais l'économie va aussi avoir son mot à dire.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« La situation est absurde », fulmine Anastasia Kouprianova. La rédactrice en chef du mensuel féminin Krestianka peut pourtant se targuer d'un lectorat à faire rêver tout éditeur de l'Ouest. Le doublement du prix avait fait fondre ses fidèles de 22 millions à 13 millions entre 1990 et 1991.

Comme la plupart des journaux ex-soviétiques, Krestianka dépend essentiellement de ses abonnés. Les lecteurs s'inscrivent à la poste, en septembre pour l'année suivante, et règlent leur dû à Soïouzpechat, l'organisme qui détient le monopole de la distribution de presse. « Mais nous sommes tombés dans un piège économique », explique Anastasia Kouprianova, chaque numéro nous fait maintenant perdre de l'argent. » Car depuis l'automne,

Soïouzpechat a multiplié ses tarifs par trois ou plus, et depuis la libération des prix début janvier 1992, celui du papier augmente chaque semaine ou presque. Les imprimeries décentralisées de Kiev et de Tachkent ont tellement haussé leurs prétentions que Krestianka n'est plus imprimée qu'à Moscou. Il y a déjà beau temps que le magazine est privé du papier finlandais d'autrefois, de meilleure qualité. Va-t-il devoir aussi renoncer aux photos couleur, dont le prix est multiplié par plus de cinquante? « Nous n'avons de quoi tenir que jusqu'en mai, si rien ne change. »

« A ce rythme, nous n'aurons plus d'argent le 20 mars », explique en écho Maxime Chikine, chef du service étranger de la Komsomolskaïa Pravda.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Lire la suite page 22

## Woody Allen, l'Européen



Première mondiale en France pour le dernier film de Woody Allen. Ombres et brouillard. En noir et blanc, c'est une comédie sur fond de chasse à l'étranger et de montée du racisme.

Lire pages 32 et 33 l'article de JACQUES SICLIER et les propos du chef opérateur, Carlo Di Palma, recueillis par DANIELE HEYMANN

## Le calvaire des Bourequat

Comment trois Français se sont retrouvés  
pour dix-huit ans embastillés au Maroc

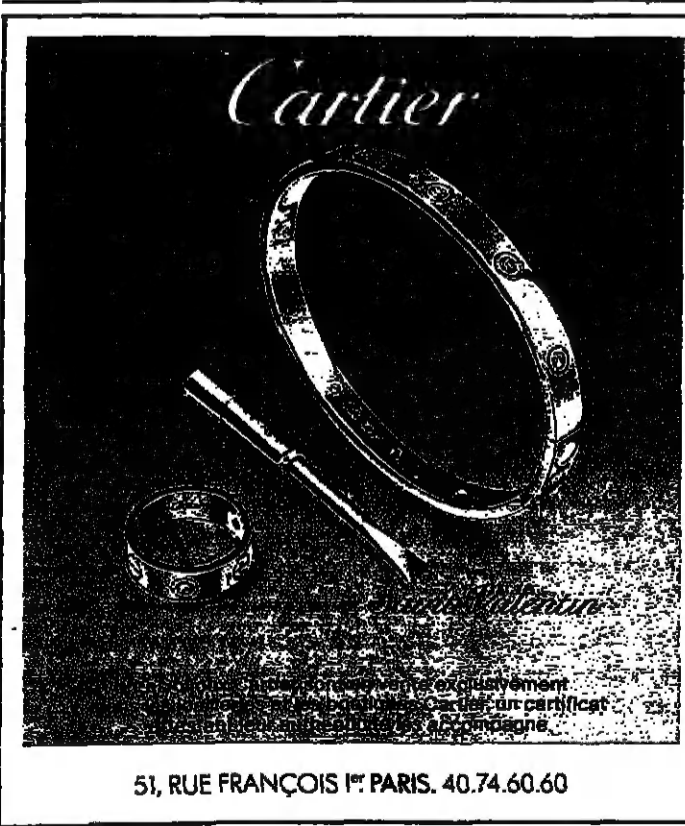
par Agathe Logeant

L'homme a une soixantaine d'années, des cheveux blancs et un beau bureau au siège de la défense nationale, à Rabat. Il est procureur militaire. Devant lui, trois minces dossiers sont posés. Il les ouvre, les re ferme, gène. Trois hommes se tiennent assis, comme ils peuvent, face à lui. Deux ne peuvent marcher sans soutien. Ils ont le regard perdu, inquiet, délavé de ceux qui ont été longtemps torturés et longuement détenus. L'homme aux cheveux blancs, enfin, se décide à parler, sans oser regarder ses interlocuteurs dans les yeux : « Aucune charge suffisante ou inculpation susceptible de vous faire déférer devant le tribunal militaire n'est retenue contre vous. Vous êtes libres. » Voilà ce que racontent les

trois frères Bourequat, de ce 30 décembre 1991 : pour eux, c'est une « garde à vue » de dix-huit ans qui vient de prendre fin.

Libres? Libres d'aller où? Pour voir qui, après ces dix-huit années d'escamotage? Ils ne portent que les survêtements qu'on leur a donnés, n'ont pas un sou, et plus vraiment de carnet d'adresses. De 9 heures du matin à 7 heures du soir, ils vont rester sur ce banc de l'antichambre du procureur militaire. Du fourgon qui les a conduits ici, ils ont pu apercevoir des bribes d'une rue, avec son odeur, sa lumière. Ils se sont étonnés des jupes des femmes « plus longues qu'autrefois, de leur démarche différente ». La rue, la ville, la liberté font peur. Ce pourrait être un piège.

Lire la suite page 4



51, RUE FRANÇOIS I<sup>er</sup> PARIS. 40.74.60.60

## JEUX OLYMPIQUES

- Patinage artistique : le dialogue amoureux par JÉRÔME FENOGLIO
- Ski alpin : l'épreuve en trop par ALAIN GIRAUD
- Combiné nordique : la confiance de Fabrice Guy par PHILIPPE BROUSSARD
- Ski acrobatique : la génération rock des bosses
- Biathlon : des femmes et des carabines
- Une sono de 400 000 watts

pages 12 et 13

« Sur la vif »  
et le sommaire complet  
se trouvent en page 28

« Le Monde des carrières » page 14  
« Le Monde immobilier » pages 15 et 16



## DÉBATS

Afrique

## Pour sauver la Somalie

par Mwayila Tshiyembe et Dominique Bangoura

VOICI près d'un an que la Somalie, après avoir été soustraite de la tyrannie du président Siyad Barre par la force des armes de ses opposants, est livrée à elle-même. En l'absence d'un pouvoir de fait ou de droit, capable de garantir la sécurité des personnes et des biens et l'intégrité du territoire national, c'est à la communauté internationale, spécialement à l'ONU, à l'OUA et à la Ligue arabe que revient le devoir de sauver le peuple somalien en danger.

Dans ce contexte, l'intervention humanitaire traduirait la matérialité de cette obligation, comme l'ont vaillamment démontré les forces de l'ECOMOG (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) au Libéria, sous l'impulsion du Nigéria, en dépit des difficultés de toute sorte. Autrement dit, à la différence d'une force d'interposition dont l'intervention implique un accord préalable des belligérants, selon la coutume onusienne, l'intervention humanitaire, vu l'urgence de la menace qui pèse sur la population, peut se passer de cet accord dès lors qu'il se révèle impossible à obtenir des factions rebelles.

Dans cette perspective, la force de paix se voit assigner une double mission : d'abord, elle doit rétablir la paix, moyennant une action de police armée contre les factions ; ensuite elle doit maintenir la paix, dans le dessein de rendre opérationnelle l'action humanitaire proprement dite, à savoir : évacuation des blessés, installation des antennes de soins primaires, distribution des vivres, hébergement des sans-abri, mise en route des infrastructures vitales telles que l'eau, l'électricité, les axes routiers et ferroviaires, les ports.

Il va de soi que la mission de rétablissement de la paix implique l'évaluation et l'acceptation de la menace, dans un pays livré à l'anarchie des forces rebelles. Le consentement des États à l'envoi de leurs troupes ouvre une ère nouvelle dans l'histoire des forces de maintien de la paix à but humanitaire, car l'usage de la force au seul motif d'appliquer le droit de sauvegarde la vie des êtres humains, au prix de la vie des contingents du champ d'action, constitue une œuvre de civilisation. C'est dire que le renouveau du droit international humanitaire de l'après-Yalta inaugure une fonction nouvelle confiée aux armées nationales.

## Les chances d'une force de paix

À la lumière de tout ce qui précède, quels sont les pays membres de l'OUA qui, en dépit des difficultés économiques et financières, sont capables de relever ce défi ?

Eu égard à leur sens du devoir et à leur capacité de projection de puissance, le Nigéria (parmi les États de l'Afrique noire) et l'Égypte (parmi les États du monde arabe) ont la qualité nécessaire pour être à la hauteur de l'enjeu. À condition, bien entendu, que le président en exercice de l'OUA et son secrétaire général, en concertation avec le secrétaire général des Nations unies et le secrétaire général de la Ligue arabe, adressent une requête officielle à ces deux pays. Au stade ultime, ce choix peut être entériné par le Conseil de sécurité des Nations unies, s'il y a lieu, pour lui conférer une force de loi internationale.

À long terme, en revanche, une réflexion en profondeur s'impose

tant au niveau régional que sous-régional, en vue de jeter les bases d'une force africaine de maintien de la paix, car actuellement l'ampleur de la débâcle de l'État postcolonial a atteint un point tel que, débarrassés des pesanteurs de la compétition Est-Ouest, le vent de liberté qui souffle sur les pays de l'Est a fini par être le catalyseur d'un réveil démocratique en Afrique. Des forums aux conférences nationales, les frontières de la tyrannie reculent chaque jour sur le sol africain. Pourtant, nul ne sait avec exactitude de quoi sera fait demain, d'autant plus que le présent, comme dans le cas de la Somalie, plonge le pays dans un vide politique total.

Dans cet ordre d'idées, la phase transitoire qui sépare les ruines de l'État postcolonial du socle encore vacillant de l'État démocratique et républicain, représente une période-clé d'une conflictualité multiforme, d'ordre politique, économique, social et culturel, formalisée ici par la guerre civile, dont personne ne sait mesurer l'ampleur à ce jour, sur ce front dégaré par le désengagement Est-Ouest et l'effondrement de la monarchie.

Étant donné la possibilité de voir ces drames se répéter dans le futur, une force de maintien de la paix souple, bien équipée et bien entraînée devra être constituée selon la théorie de localisation des forces, d'après laquelle le siège de la force africaine de paix se trouve dans l'armée nationale de chacun des États concernés. Et cela à double titre : recrutement et commandement.

Du point de vue du recrutement, les armées nationales des États concernés mettront à la disposition de l'OUA (OUA, organisations sous-régionales), un

contingent des forces de maintien de la paix, choisis parmi leurs troupes d'élite. Toutefois, à l'exception des périodes de mobilisation pour la cause africaine, les soldats du contingent, ainsi que leurs chefs, poursuivront leur carrière dans leurs unités opérationnelles locales.

Quant au commandement, il sera unifié et confié à un officier supérieur dont un délégué choisi par chaque pays supervisera le contingent national. Néanmoins, le commandement unifié devra avoir la haute main sur la coordination des manœuvres communes sur les territoires des États membres, l'harmonisation des politiques d'emploi des forces et des armements mis à la disposition de l'Afrique, l'échange d'informations militaires et stages de recyclage en matière de droit international humanitaire dans les écoles militaires des États parties.

Selon la gravité de la situation, l'emploi de cette force permanente par les autorités de l'OUA de la sous-région, selon le cas, sera rapide, efficace et à moindre coût.

En attendant que cet appel soit entendu, nous sollicitons la mobilisation de l'OUA, des Nations unies, de la Ligue arabe et de l'opinion internationale en vue de sauver le peuple somalien, car le temps presse.

Mwayila Tshiyembe est professeur à l'université de Lubumbashi (Zaire), directeur de l'Institut panafricain de géopolitique ; Dominique Bangoura est docteur en science politique, secrétaire général de l'Institut africain d'études stratégiques de Libreville (Gabon).

Bibliographie

## Alain Peyrefitte et la Chine éternelle

UN CHOC DE CULTURES  
TOME I. LA VISION  
DES CHINOIS

Fayard, 520 p., 135 francs.

Il y a deux livres distincts dans le nouvel ouvrage d'Alain Peyrefitte sur la Chine. Le principal est un extraordinaire recueil de textes ayant trait à ce qui constituait déjà la trame de l'Empire immobile : la tentative infructueuse de lord Macartney, en 1792, d'établir avec Pékin, au nom de Sa Très Gracieuse Majesté, des relations qui soient conformes à ce que les puissances occidentales concevaient alors en matière de rapports internationaux, et non pas au principe de la suzeraineté que le Céleste Empire imposait à toute nation désireuse de la fréquenter. Ce que l'académicien-ancien ministre résume par une formule choc constituant la trame générale d'une trilogie : Un choc de cultures.

Il s'agit de la totalité, pour la première fois rassemblée à l'intention du public (qui il soit chinois ou étranger), des Mémoires impériaux ayant circulé entre l'empereur Qianlong et ses mandarins tout au long de cette première crise entre l'Occident et la Chine. Les 520 pages de ce livre — qui sera suivi de deux tomes présentant les documents anglais et les rapports des jésuites sur le même sujet — ont été traduites par une solide équipe de sinologues qui, pour la première fois dans un ouvrage de M. Peyrefitte sur la Chine, sont remerciés nommément. C'est dire si le chef d'entreprise est conscient de ce qu'il leur doit.

## Une certaine logique

Du style même des écrits impériaux, des laconiques commandements inscrits du pinceau du fils du Ciel se dégage une insaisissable comparaison avec les méthodes de gouvernement des deux empereurs communistes, Mao Zedong et Deng Xiaoping. Même type de rétribution aux fonctionnaires méritants, « boutons de troisième ou sixième rang », « petites ou grandes paires de boucles », équivalent des colli-fichets communistes ; même propension des mandarins à enjoliver la réalité afin de ne pas déplaire ; même obsession des rites sacro-saints, de la préminence de la forme sur le fond ; même méfiance viscérale envers tout ce qui provient de l'étranger ; même goût du secret dès lors que l'on juge « la patrie » (c'est-à-dire le pouvoir) en danger. Y compris une opération d'opacification avant la lettre, envisagée par la bureaucratie impériale pour saboter le bateau de l'envoyé des Barbares, et à laquelle l'empereur met le holà.

Malheureusement, cet essai n'a pas été écrit. À la place, M. Peyrefitte fournit, sous la forme d'un long avant-propos, l'autre livre que recèle ce volume, une lecture des textes dépourvue de la moindre distanciation, qui tend à montrer que l'empire chinois, ayant de tout temps été, ne peut que continuer à être. On connaît le préjugé qui sous-tend cette assertion : gardons-nous de brusquer la Chine sur la question de la démocratie.

elle évoluera à son propre rythme, et quand bien même n'évoluerait-elle pas que les Occidentaux n'ont aucun droit à tenter de la faire bouger. Sous-entendu : les Chinois qui sollicitent de l'Occident un appui en ce sens se rendent coupables d'une trahison culturelle.

Que M. Peyrefitte soit en mesure de donner de précieux aperçus sur l'état d'avancement de l'empire à un moment donné est bien sûr une bonne chose. Il n'en reste pas moins que son objectif est de justifier la thèse qui l'a conduit à prendre fait et cause, nonobstant certaines clauses de style, pour les auteurs de la répression du printemps de Pékin de 1989, en vertu d'une certitude qui lui fait demander : « Pourquoi [les Chinois] adopteraient-ils nos modèles ? Ont-ils jamais été exposés au dehors, sans le relâchement à leur convenance ? »

C'est au nom de cette logique qu'un individu comme Wei Jingsheng, le premier dissident chinois à avoir publiquement réclamé une démocratisation effective du régime, est toujours en prison. Or cette logique n'est autre que celle d'une bureaucratie mandarinale qui a de tout temps pratiqué la falsification de l'histoire.

L'histoire, en Chine, est écrite depuis l'origine dans le but d'asseoir le pouvoir. Elle repose sur un axiome : les Barbares finissent par reconnaître la supériorité du Céleste Empire et s'y assimilent. C'est une négation absolue et définitive de réalités (militaires, économiques) qui ont contribué à régir les relations des autres civilisations. Cette conception du monde vise à nier l'apport de cultures extérieures. Il est significatif, de ce point de vue, que M. Peyrefitte soit fasciné par Qianlong, précepteur de Barbares assimilés, au service d'un ordre éternel.

Qianlong fut un des plus grands empereurs de la dynastie mandchoue, la dernière à régner sur la Chine. Son règne est une sorte d'épopée, du fait de la propulsion qu'il eut à parcourir son empire en gratifiant ses sujets d'inscriptions en caractères chinois, prouvant sa maîtrise de la langue la plus raffinée de l'époque. Il nourrissait pourtant des pensées secrètes, comme en témoignent son tombeau, près de Pékin, couvert de bas-reliefs et de statues bouddhiques en sautoir, au milieu desquels ne figure pas un seul caractère chinois. Si ce n'était pas là une déclaration d'identité non chinoise, destinée à la puissance céleste et s'inscrivant en faux contre le mythe han que l'histoire avait amené à perpeuer, alors qu'était-ce ?

En dépit de cet accessoire avant-propos, il faut lire la Vision des Chinois. Par ce biais seulement le public peut espérer convaincre l'université de donner les moyens de produire à son intention — et non à destination des seuls spécialistes — des ouvrages lisibles faisant progresser la connaissance de ce monde à part qu'est la Chine, sans qu'il soit besoin de s'en remettre à tel ou tel médiateur aux vues partiales.

FRANCIS DERON

## COURRIER

## Le déménagement de La Documentation française

Le Monde du 31 janvier a publié la liste des administrations concernées par les plus récentes décisions gouvernementales en matière de délocalisation. Dans un certain nombre de cas, le Monde précise : « délocalisation partielle ». Cette indication n'est pas fournie en ce qui concerne La Documentation française.

Je vous serais donc obligé de préciser à vos lecteurs que la mesure décidée visant au transfert de 74 emplois à Aubervilliers ne concerne qu'une partie des services installés à Paris.

Il est important que les usagers de La Documentation française sachent que la très grande majorité des services recevant du public, ou dont l'activité implique des contacts fréquents avec des administrations installées à Paris, resteront implantés dans cette ville, et tout spécialement les services suivants : librairie, bibliothèque, centres documentaires, services éditoriaux.

JEAN JENGER  
directeur  
de La Documentation française

M<sup>me</sup> Garaud et le RPR

M<sup>me</sup> Marie-France Garaud, ancien conseiller du président Pompidou et de M. Chirac, nous a adressé la lettre suivante :

Dans l'encadré paru dans le Monde du 23 janvier, page 7, M. Passeron attribue à mon influence l'investiture accordée par le RPR à Edgar Faure lors de l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale, en 1978. Or Edgar Faure n'avait nul besoin de mon soutien puisqu'il était, en tant que RPR, président sortant de cette Assemblée. C'est donc tout naturellement à ce titre que le mouvement gaulliste avait renouvelé sa confiance à l'un des siens pour une nouvelle mandature. En revanche, et pour lui faire pièce, M. Chaban-Delmas avait, lui, sollicité et obtenu l'investiture de l'UDF.

Je n'aurais pas douté que cette légère intervention des faits soit plus imputable à une perte de mémoire qu'à la malignité si M. Passeron, en fin d'article, ne se livrait contre M. Chirac lui-même à une « agression stupide », risquant ainsi de le faire passer pour irresponsable. M. Chirac était alors

président du RPR, et il est absurde de prétendre qu'une investiture de cette importance ait pu être accordée sans son accord formel.

[Edgar Faure était effectivement, comme le rappelle M<sup>me</sup> Garaud, président sortant de l'Assemblée nationale, mais il ne s'était inscrit au groupe RPR que le 21 mars 1978, jusqu'alors appartenant à l'UDF. C'est-à-dire qu'il n'était pas élu au RPR lors des élections législatives du 19 mars. Quant à M. Chaban-Delmas, il n'avait ni « sollicité » ni « obtenu » l'investiture de l'UDF, bien que se présentant à la tête de la liste.]

L'expression « agression stupide » a été utilisée par M. Chirac ultérieurement pour qualifier le comportement occulte de ses conseillers privés. M<sup>me</sup> Garaud et M. Juliette, à l'époque, ont été désignés par M. Chirac à des fonctions de journalistes. M<sup>me</sup> Garaud, en 1986 : « J'ai suivi Marie-France Garaud ou sachant que c'était une erreur ».

C'est d'ailleurs à cette occasion qu'Alexandre Sanguinetti a inventé l'expression « la bande des quatre » pour désigner « deux inspirateurs, M<sup>me</sup> Garaud et M. Juliette, et deux exécutants, MM. Pasqua et Guéhen », constituant l'entourage de M. Chirac.

Le 13 avril 1978, le nom de M<sup>me</sup> Garaud disparaissait de l'organigramme du RPR, et elle quittait définitivement M. Chirac après les élections européennes de 1979. — A.P.]

## Les illusions du drapeau rouge

J'ai lu avec une certaine stupéfaction la correspondance de Raymond Jean dans le Monde du 22 janvier déplorant la disparition du drapeau rouge de l'URSS frappé de la faulx et du marteau. Celle-ci ruinerait l'espoir des déshérités.

Mais le drapeau rouge n'a-t-il pas justement donné de faux espoirs à tous ces gens en les berçant d'illusions ? C'est un peu comme si on déplorait la disparition d'un phare qui faisait croire à des marins perdus en mer qu'ils allaient enfin atteindre le havre qu'ils cherchaient désespérément depuis longtemps et qui les amenait en fait sur des récifs et des écueils où ils s'échouaient lamentablement.

Car enfin, le drapeau rouge, qu'a-t-il couvert ? Un totalitarisme politique, un lamentable échec économique, la faillite d'un pays dont on ne sait comment il va pouvoir sortir de la ruine où l'ont plongé soixante-dix ans de drapeau rouge.

GABRIEL TERRIN  
(Beaucourt)

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

- « Les éditeurs du Monde »
- « Association Hubert-Beuve-Méry »
- Société anonyme des lecteurs du Monde
- Le Monde-Entreprises
- M. Jacques Lesourme, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde » 11, r. M.-Gautier 94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Téléc : (1) 49-60-30-10

Tél : 261.311 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP 201 MON 01

**Le Monde**

Jacques Lesourme, président

Michel Cros, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue du Colonel-Pierre-Arès 75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-73

Téléc : MONDPUB 634 128 F

Tél : 46-62-98-73 - Société filiale de la SARL Le Monde et de Médias et Régies Europe SA.

**Le Monde**

TELEMATIQUE

Composax 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

ABONNEMENTS

Tarif	FRANCE	SUR-RELI. LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS (tarif normal-CEE)
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 630 F	2 065 F	2 940 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

La nouvelle est man

Une rupture

L'arrestation d'un... de drogue crée de



ÉTATS-UNIS : la campagne présidentielle

## La nouvelle génération de candidats démocrates est marquée par le souvenir du Vietnam

Les « manifs » sur les campus sont de l'histoire ancienne, de même que les défilés devant la Maison Blanche ou les drapeaux brûlés sur le pavé. Dans un pays où l'opération « Tempête du désert » semble avoir déjà sombré dans l'oubli, la guerre du Vietnam ne devrait pas être au menu de la campagne présidentielle. Pourtant, elle est bien là, comme une ombre taraudant la mémoire des uns et des autres, ranimant sombres souvenirs et lignes de fracture.

WASHINGTON

de notre correspondant

D'abord, un constat : pour la première fois, la génération du Vietnam entre dans la bataille présidentielle, arène jusqu'ici réservée à la génération de la deuxième guerre mondiale. Si George Bush, sexagénaire, s'est battu contre les Japonais dans le Pacifique, aux commandes d'un bombardier, trois des principaux candidats démocrates, qui ont entre quarante-cinq et cinquante ans, appartiennent à cette génération du conflit vietnamien. Deux d'entre eux, MM. Tom Harkin et Bob Kerrey, y ont participé - à

des titres divers - et un troisième, M. Bill Clinton, a échappé de justesse à la conscription. La campagne est marquée par la polémique.

M. Clinton (quarante-cinq ans), gouverneur de l'Arkansas, avait déféré pronostics et précédents en sortant indemne d'une campagne de rumeurs sur ses infidélités conjugales - campagne certes lancée par un magazine qui a ressuscité plusieurs fois Elvis Presley mais qui n'en avait pas moins été reprise par toute la presse nationale. A en croire des sondages unanimes, c'est la réputation de la presse dans l'opinion, déjà médiocre, qui en est ressortie malmenée, plus que l'image du candidat. Celui-ci caracolait toujours en tête de tous les autres postulants démocrates.

Seulement, à peine sorti de l'épreuve, le voilà la cible de nouvelles révélations censées semer le doute sur son « caractère ». Cette fois, c'est le *Wall Street Journal* qui rappelle que, lorsqu'il était étudiant, il avait échappé à la conscription en bénéficiant, en 1969, d'un sursis à condition de suivre un cours d'officiers de réserve. Ce qu'il ne fit pas : M. Clinton venait d'obtenir une bourse pour aller étudier à Oxford, en Grande-Bretagne. Le candidat en convient mais relève que quelques mois plus tard il

réalisa son sursis pour se trouver à nouveau immédiatement mobilisable ; il échappa finalement à la guerre, ayant tiré un « bon » numéro alors que la mobilisation se faisait par tirage au sort. Incontestablement, M. Clinton a

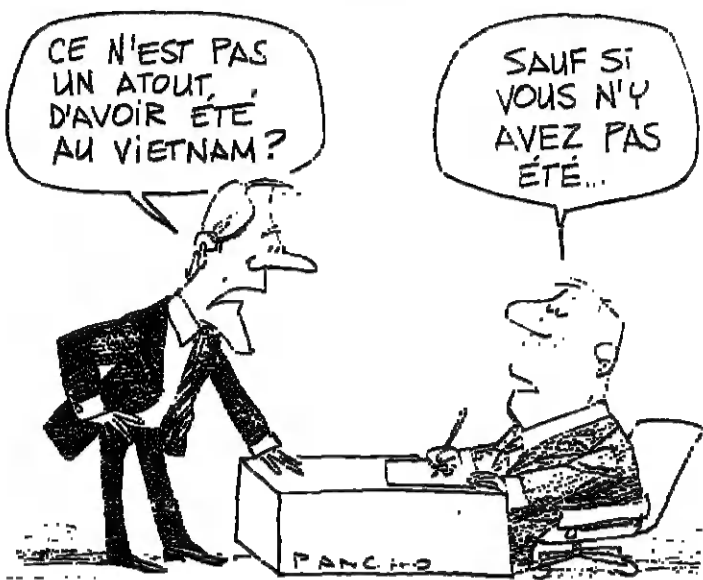
été affecté par cette dernière affaire. Certains de ses concurrents démocrates - MM. Harkin et Kerrey - s'en sont amplement servi contre lui. Sa cote dans les sondages s'est tassée ; parce qu'il paraît être vulnérable lorsqu'il

doit répondre de son passé, son « niveau d'éligibilité », disent les spécialistes, a baissé. Dans les pronostics pour les élections primaires du New Hampshire le 18 février, il est aujourd'hui rattrapé, sinon devancé, par M. Paul Tsongas.

### Un passé militaire embelli

Pour autant, ni le sénateur de l'Iowa Tom Harkin - pilote de chasse au tout début de la guerre du Vietnam - ni le sénateur du Nebraska Bob Kerrey - officier dans un commando d'élite, grand blessé de guerre - ne paraissent avoir profité des malheurs de Bill Clinton. Tom Harkin est soupçonné d'avoir un peu embelli son passé militaire asiatique. Mais Bob Kerrey, titulaire d'une des plus hautes décorations militaires, Bob Kerrey au profil de héros, Bob Kerrey qui apparaît en tenue de plongeur des commandos de marine sur les « spots » de sa campagne, Kerrey ne « décolle » pas. Explication d'un politologue cité par le *Washington Post* : « Le passé de Kerrey ranime le pénible souvenir d'une guerre impopulaire. » Toujours le Vietnam.

ALAIN FRACHON



## Une rupture de canalisation bien malvenue...

LOS ANGELES

correspondance

L'égout de San-Diego a choisi de se briser à 900 mètres de la côte, entre la réserve naturelle de Point-Loma et les luxueuses villas de San-Diego. A une dizaine de mètres de profondeur seulement, il déverse depuis une semaine plus de 400 millions de litres d'eaux usées par jour et 50 tonnes de déchets sous les yeux - et le nez - des Américains venus admirer depuis ce promontoire, d'un côté la baie de San-Diego, de l'autre les migrations des baleines grises, ou encore les voliers de la Coupe de l'Amérique qui croisent au large. Mais les longues-vues se tournent surtout vers le gros bouillon auréolé de mouettes qui signale, sur la sur-

face de la mer, le point de rupture de la canalisation. Le président Bush, de passage vendredi dernier dans une clinique de San-Diego pour expliquer son nouveau plan de promotion des assurances-maladie, n'est pas arrivé au meilleur moment pour ce qu'une « presse » a appelé un « tour de piste ».

Le « service public », lui non plus, n'est pas en bonne santé. Des ingénieurs avaient attiré l'attention des autorités en 1991 sur les faiblesses d'un pipeline construit en 1963. La municipalité avait même été récemment condamnée par l'Etat fédéral à payer une amende de 3 millions de dollars, car elle ne respectait pas la législation de 1972 sur l'épuration des eaux. Dans une Californie qui vient de dépasser les 30 millions

d'habitants, les plages, en particulier celle de Los Angeles, sont périodiquement polluées par les égouts. Mais un incident de cette ampleur est une première. Les écologistes qui avaient joué les Cassandra ont été puissamment relayés par la presse et les chaînes de télévision pour exprimer une émotion d'autant plus forte que le traumatisme de l'Exxon-Valdez en Alaska est encore tout proche.

### Un dossier sensible

M. George Bush, qui s'est servi de l'arme écologique dans sa bataille contre M. Dukakis en 1988 en montrant du doigt la saleté du port de Boston n'a donc pas hésité un instant pour aider son ami le gouverneur répu-

blicain Pete Wilson et débiter 10 millions de dollars afin de réparer l'égout. Il ne faut surtout pas, dans un Etat déterminé pour sa réflexion, que la baie de San-Diego devienne son « Boston Harbor ». Il reste que Pete Wilson, en tant qu'ancien maire de San-Diego, ne peut échapper à ses responsabilités : il avait demandé une dérogation pour prolonger la canalisation vers le large plutôt que de construire une seconde station d'épuration comme l'exige la loi. L'argent de la réparation est donc disponible pour le plus grand soulagement du contribuable local. Mais il faudra au moins huit semaines pour colmater la brèche, si le temps instable le permet. Les biologistes ne sont pas d'accord sur les conséquences de cette pollu-

tion, les uns estimant qu'elle se dissipera en quelques mois, les autres jugeant que la faune et la flore riches et fragiles à cet endroit de la côte, en pâtiront.

Le bilan politique de cet accident est moins controversé : le dossier écologique, dans une zone sensible voisine du Mexique, pour le moins laxiste dans sa protection de l'environnement, vient rejoindre celui, prioritaire, de l'emploi. Le gouverneur Wilson l'a d'ailleurs bien compris en proposant cette semaine un projet de loi destiné à préserver la forêt déclinée de Californie, une initiative aussitôt qualifiée de « magouille » par les démocrates. Ces derniers avaient proposé un texte similaire en juin 1991. Le gouverneur y avait mis son veto.

RÉGIS NAVARRE

NICOLE BONNET

## SALVADOR

## L'arrestation d'un Français dans une affaire de drogue crée des remous diplomatiques

Depuis le 26 octobre dernier, le Français Michel Laennec, accusé d'avoir participé à la plus grosse transaction de drogue jamais effectuée au Salvador, est maintenu en détention sans preuve solide, ce qui provoque des remous diplomatiques.

SAN-SALVADOR

de notre envoyé spécial

De sa prison d'une banlieue de San-Salvador, où il reçoit notamment la visite hebdomadaire de l'ambassadeur de France, lequel se défend de vouloir « protéger un trafiquant de drogue », M. Michel Laennec, âgé de trente-trois ans, d'origine française, fils d'un agent consulaire français installé dans le pays depuis 1954 et de l'héritière d'une des plus riches familles du Salvador, il dément toute participation de l'agence maritime Aeromar, détenue à 75 % par sa famille, dans le transport des 3 tonnes de cocaïne, cachées dans un conteneur arrivé de Colombie par bateau et débarquées dans le port salvadorien d'Acajutla en octobre dernier. « C'est nous, dit-il, qui avons dénoncé la présence possible de drogue dans le conteneur après avoir été avertis par un fax de l'armateur mexicain, la TSM, que nous représentions au Salvador. »

Quelques heures plus tard, la brigade des stupéfiants, apparemment informée par une autre source, arrêtait M. Laennec, son chauffeur, deux agents maritimes et le vice-président d'Aeromar, Miguel Angel Flores. Un sixième homme était interpellé à l'aéroport de San-Salvador au moment où il s'appretait à prendre un vol à destination du

Nicaragua. M. Luis Flores, Chilien naturalisé Nicaraguayen, fut présenté comme « un ancien militant du Front sandiniste et le représentant du cartel de Medellín en Amérique centrale ».

Le ministère public continue d'affirmer que les employés d'Aeromar ont signalé la présence de la drogue « quand ils se sont rendu compte qu'ils étaient repérés ». « C'est un subterfuge », insiste l'accusation qui n'a cependant apporté aucun élément convaincant pour confirmer cette hypothèse. En revanche, deux employés du magistrat chargé du dossier ont été pris la main dans la sac, alors qu'ils vendaient 3 kilos de cocaïne prélevés avant l'incinération des 3 tonnes saisies.

Sous la pression des familles, de certains amis influents et des associations internationales d'armateurs et d'agences maritimes, la Cour suprême a nommé des rapporteurs qui se sont prononcés, il y a plus d'un mois, en faveur de la libération des détenus, estimant qu'il n'y avait « aucun indice raisonnable permettant de les impliquer dans cette affaire ». Les autorités judiciaires, qui avaient cinq jours pour se plier à cette recommandation ou présenter de nouvelles pièces justifiant la détention, ont choisi le silence.

Ce maintien des « suspects » en prison bien au-delà des délais prévus par la loi permet toutes les spéculations : en affirmant que les « coupables » ont été arrêtés, chercherait-on à protéger des gens très puissants au sein du gouvernement et de l'armée sans lesquels il serait, de toutes les façons, impossible de faire entrer 3 tonnes de cocaïne au Salvador ? Il est de notoriété publique que des militaires haut gradés contrôlent les trafics les plus lucratifs. De source américaine, on confirme que quatre

officiers ont été expulsés de l'armée au cours des deux dernières années pour trafic de stupéfiants et que les 3 tonnes saisies à Acajutla « n'étaient sûrement pas un ballon d'essai ».

Selon des confidences recueillies dans leur entourage respectif, le président Alfredo Cristiani et l'ambassadeur des Etats-Unis, M. William Walker, seraient convaincus de l'existence d'un complot au sein d'Aeromar, mais connaîtraient aussi les noms des vrais commanditaires. « Les Etats-Unis ont préféré ne pas faire de vagues pour l'instant, affirme une personnalité politique bien informée sur cette affaire. En payant pour d'autres, Laennec est victime de la raison d'Etat. » Un nouveau « coup de destin » pour ce fils de grande famille, kidnappé pendant trois mois en 1980 au Guatemala par des truands qui lui avaient coupé une phalange avant d'obtenir une « forte » rançon.

BERTRAND DE LA GRANGE

■ ARGENTINE : le missile Condor II désarmé. - Le missile Condor II, développé en collaboration avec l'Egypte et indirectement financé par l'Irak, est « définitivement désarmé », a annoncé, mardi 11 février, le gouvernement argentin, juste avant que le président Carlos Menem n'entame une tournée en Europe, qui le mènera successivement à Strasbourg, à Bruxelles et à Paris (du 17 au 19 février). L'armée de l'air a officiellement transféré le contrôle du projet Condor II à une nouvelle agence spatiale civile. Les Etats-Unis avaient demandé à l'Argentine de ne plus poursuivre ce projet à des fins militaires. - (AFP)

## L'AFRIQUE DU SUD PLUS VITE ET SANS ESCALE.

South African Airways est la seule compagnie à vous offrir des vols sans escale et les vols les plus rapides vers l'Afrique du Sud. Paris-Johannesburg non-stop le mardi. Un deuxième vol direct le dimanche. Profitez également des autres avantages exclusifs offerts par SAA :

tarifs préférentiels pour l'hébergement et la location de voitures en Afrique du Sud, tarifs spéciaux sur le réseau intérieur, correspondances vers toute l'Afrique Australe. SAA. Élu « meilleure compagnie vers l'Afrique » pour la troisième année consécutive par les lecteurs du prestigieux *Travel Magazine*.

Paris-Orly	Mardi	SA 229	Départ	19h25	Dimanche	SA 263	Départ	19h15
Johannesburg	Mercredi	Arrivée	07h20	Lundi	Arrivée	10h50		

**SAA**  
SOUTH AFRICAN AIRWAYS

Paris : 12, rue de la Paix, 75002 Tél. : (1) 49 27 05 50  
Lyon : 15, rue de la République, 69001 Tél. : 72 00 03 03



## AFRIQUE

## Maroc : le calvaire des Bourequat

Suite de la première page

Des trois frères, il paraît le moins mal en point : mais il a perdu 9 centimètres, toutes ses vertèbres se sont tassées.

Bayazid-Jacques, cinquante-huit ans, a perdu 10 centimètres. Il a le visage et le corps gonflés, souffre d'une grave maladie endocrinienne et de carences en fer et en vitamines. Il a fallu le sortir de sa cellule sur une civière, et il ne peut marcher seul. Son corps est resté recroquevillé trop longtemps. La détresse physique de Midhat-René, cinquante-neuf ans, est la plus spectaculaire. Il a rapetissé de 20 centimètres et a perdu 60 % de ses capacités respiratoires. Son dos est bossu, sa cage thoracique terriblement déformée. « C'est la maladie du poulet, une gibbosité », dit-il en tentant de ne pas perdre son humour. Après avoir souffert pendant quatorze ans d'une hernie scrotaire - de la taille d'un abricot elle avait atteint celle de deux oranges, - il vient d'en être opéré.

## « Sur ordre du roi... »

A l'hôpital où l'on a tenté de le rendre présentable, le commandant Fadoul, de la gendarmerie mobile, le chef redouté de la « mission Flocrue », qui a en charge les lieux secrets de détention, lui aurait dit : « C'est sur ordre personnel du roi que tu es dans cet hôpital. Ici, tu es l'homme du Palais. Le roi tient à ce que ta santé soit impeccable. » Devant Bayazid, le même aurait eu un geste de menace : « C'est une fermeture éclair sur ta bouche. Le passé, maintenant, c'est terminé. Pas un mot. Je te contacterai quand tu seras libéré, et je ferai un rapport à Sa Majesté, qui a beaucoup d'égards pour vous. »

Ces mots trottaient dans la tête des trois frères Bourequat, et expliquent sûrement la prudence de leurs premières déclarations. Ils ont compris qu'il leur faut, vite, très vite, quitter le Maroc. Le consulat de France à Rabat leur fournit en un temps record papiers (les trois frères ont toujours été, par leur père, exclusivement de nationalité française) et billets d'avion. Ils s'envolent pour Paris après avoir reçu, à sa demande, M. Mohamed Ziane, député - nommé - de Rabat et membre du Conseil consultatif des droits de l'homme créé en avril 1990 par Hassan II, qui leur tient des propos rassurants. C'est Ali qui se souvient : « Sa Majesté est loin de tout ce qui vous est arrivé. C'est la faute des militaires. Maintenant, le processus démocratique est en cours. Tout ce pouvoir militaire est en train de s'assainir. Regardez le cas de M. Oufkir : elle est libre, et tous ses biens lui ont été rendus. (1) »

L'affaire de la disparition mystérieuse et de la tout aussi incompréhensible réapparition des trois frères Bourequat pourrait s'arrêter là, dans l'établissement d'être encore vivants et la peur, toujours, de témoigner. Mais Ali, Bayazid et Midhat ne l'entendent pas ainsi. Dans la petite chambre de l'hôpital du Val-de-Grâce où ils sont depuis plusieurs semaines

en observation, ils veulent comprendre pourquoi on a fait d'eux des disparus, détenus sans jugement pendant dix-huit ans, pourquoi on leur a ainsi volé dix-huit années de leur vie. Ils veulent obtenir réparation de la cruauté des uns et du silence des autres.

La famille Bourequat n'a jamais été une famille d'opposants, loin s'en faut. Le père, Mohammed Abdelhame - mort en 1963, - avait même longtemps servi Mohamed V, dont il avait monté le réseau de services secrets.

## La famille reçue à la cour

La famille était reçue à la cour. A l'occasion au trône du prince héritier Moulay Hassan, les relations, sans se détériorer, s'étaient distendues. Les frères Bourequat faisaient partie du Tout-Rabat. Un temps, Ali avait travaillé aux côtés de son père, Midhat et Bayazid avaient passé quelques années à Paris, l'un aux PTT, l'autre au ministère du travail. Puis, au milieu des années 60, ils s'étaient retrouvés au Maroc, et avaient décidé de monter des affaires : import-export, voitures, pétrole, revêtements de sols... Ils menaient une vie dorée, conduisaient de belles voitures, s'habillaient avec soin. L'étré, ils étaient de toutes les fêtes de Cabo Negro, le Saint-Trop marocain, près de Tétouan.

Ali, en particulier, aimait tout ce qui brillait. Il convainquit ses frères de mettre un peu d'argent - vite perdu - dans la coproduction de deux films aux titres prémonitoires, *Réseaux secrets* et *Danger à Tanger*, qui ne laissèrent pas d'impressionnables souvenirs. Les frères étaient les familiers de deux sœurs du roi, les princesses Lalla Aïcha et Lalla Nejda. Parmi les relations d'Ali, et de sa compagnie, Michèle, on trouvait aussi un couple de Français qui avaient leurs entrées au palais royal : M. Etchika Choureaux, une actrice de cinéma qui avait été très proche du roi, avant d'épouser M. Philippe Rheims, spécialiste en œuvres d'art dont le roi s'était attaché les services et qu'il avait chargé de meubler avec goût ses nombreux palais. Aux yeux de ceux qui ne les aimaient pas, les frères Bourequat passaient pour des courtisans, utilisant habilement pour la bonne santé de leurs affaires leurs relations haut placées.

Lorsque Ali, à la fin du mois d'avril 1973, lui demande d'interroger d'urgence en sa faveur pour obtenir du roi une audience sans témoins, Philippe Rheims n'hésite pas longtemps. Hassan II avait miraculeusement échappé à deux complot sanglants : la fusillade de Siki - ni en juillet 1971, à laquelle assistait Philippe Rheims, et l'attentat manqué contre le Boeing royal en août 1972. Peu après, le fidèle des fidèles, le général Mohamed Oufkir, s'était mystérieusement « suicidé » de quatre balles, dont une dans la nuque. Rabat bruissait alors de complots.

Si Ali veut voir le roi, c'est qu'il s'agit peut-être d'une affaire grave. « Si j'organise un rendez-vous et qu'il ne se passe rien, se rappelle Philippe

Rheims, j'ai l'air d'un crétin. Mais si je ne bouge pas et qu'il se passe quelque chose, cela pourrait être plus désagréable. » Justement, ce jour-là, l'amateur d'art doit, comme il le fait souvent, accompagner Sa Majesté au golf. Le rendez-vous est arrangé. Ali se souvient.

Depuis quelques semaines, des renseignements précis et concordants étaient parvenus à son frère Midhat, par l'intermédiaire d'un ancien ministre du cabinet royal, et d'un ancien directeur de la sécurité militaire : le général Ahmed Dlimi, qui avait succédé au général Oufkir à la direction de la sûreté nationale, préparait à son tour un coup d'État contre le roi. C'est Rabat, le fidèle valet de Sa Majesté qui est dépêché pour conduire Ali vers 19 heures dans la cour de la clinique du palais.

Le roi est là, habillé à l'occidentale, il fume une cigarette. Ali Bourequat lui remet un Coran, cadeau de

femme blonde, de nationalité française, fait tout pour qu'Anne-Bérangère ne soit pas réveillée. La dernière image d'Ali qu'elle a gardée, dix-huit ans durant, est celle d'une poignée serrée sur le bras de l'homme qu'elle aimait. Dans la matinée, les hommes reviennent et emmènent, selon le même scénario, Bayazid et Midhat.

Les trois frères Bourequat s'étaient ainsi volatilisés. Michèle demande à Philippe Rheims de l'aider. « Je ne savais pas où il était, j'espérais de la rassurer, de la consoler. Mais je ne pouvais pas grand-chose. » A cette époque, au Maroc, disparaître n'était certes pas rare. On l'entendait dire, mais on ne se pressait pas d'en savoir plus.

Philippe Rheims, qui poursuit aujourd'hui ses activités d'amateur d'art éclairé sur la Côte d'Azur, est un témoin-clé de cette période. « J'entendais, comme tout le monde, parler de disparitions, mais ces his-

sinon du roi, du moins de ses proches. Ainsi, en septembre 1972, Ali avait, raconte-t-il, été « convoqué » par le chef du secrétariat particulier du roi, et le ministre de la maison royale. Ces derniers étaient très curieux des liens qui l'unissaient à l'une des sœurs du roi, la princesse Lalla Nejda, morte quelques années plus tard dans un accident de voiture. Pourquoi Ali - qui fut « retenu » toute une journée et toute une nuit pour un fort courtisane « entretien » - était-il vu un peu partout à ses côtés ? La princesse était mariée, et son auguste frère s'inquiétait de possibles débordements de sa vie privée.

Ali n'eut pas de mal à expliquer que la princesse, dont il n'était qu'un familier, ne quittait guère un joueur de tennis français, Jacques R., qui avait eu quelques succès en Coupe Davis, ce que la police secrète de Dlimi ne pouvait ignorer puisqu'elle les suivait à la trace. L'incident, apparemment, n'eut pas de suites. Dans le même temps, la même princesse s'était une nouvelle fois heurtée, par personnes interposées, au général Dlimi, en soutenant le dossier des frères Bourequat et en tentant, en vain, de leur obtenir l'excuse de l'exploitation d'un caractère de marbre fossilisé. Finalement, c'est une entreprise contrôlée par la famille Dlimi qui eut gain de cause.

Ce ne sont que des pistes, des amorces possibles d'explication de l'opprobre qui va désormais régner sur toute la famille Bourequat. Est-ce trop, pas assez, ou est-ce simplement peut-être ? Les trois frères Bourequat, qui ont eu de longues années pour mûrir leur réflexion, affirment ne pas le savoir. Ce qu'ils savent en revanche, c'est ce qu'ils ont subi, depuis le 8 juillet 1973 jusqu'à leur sortie, le 15 septembre 1991, du bagne secret de Tazmamart.

## Interrogatoires, tortures

Siôt arrêtés, ils ont connu brièvement des interrogatoires (pourquoi avoir « menti » sur Dlimi ?) et, pour ce qui concerne Ali, la torture. Suspendu par les genoux, poignets et chevilles attachés, la tête et les pieds frappés par une serpillerie roide d'eau sale. Puis, sans que l'on se préoccupe plus avant de leur sort, ils ont connu les lieux de détention secrets : le « Complexe » près de la cité universitaire à Rabat, dont Midhat connaissait déjà les sentiers pour les avoir fait revêtir de carrelage. Et puis le « PF3 », une ferme désaffectée, à Birrami, sur la route des Zaers, aux portes de la capitale. C'est de là qu'ils furent contraints d'échapper en juillet 1975, racontant-ils, par des codétenus, des militaires impliqués dans le coup manqué de Skhirat, qui ne souhaitaient pas laisser de témoins derrière eux. C'est là, alors qu'ils avaient été repris au lendemain de leur fuite, qu'ils aperçurent leur mère, et leur sœur Khadija, qui furent détenues seize mois, sans jugement elles non plus.

Puis il y eut la gendarmerie du Souissi. Du 13 juillet 1975 au 19 décembre 1979, ils gardèrent leurs menottes, nuit et jour. Ce fut ensuite l'état-major de la gendarmerie, le camp Choukmane à Rabat, jusqu'au mois de mars 1981. Ils ne comprirent pas pourquoi on vint alors les prendre, leur mettant, comme à chaque transfert, des lunettes bourrées de coton, pourquoi

on les coucha sur le sol d'une camionnette. Ils sentirent la route se transformer en piste. Entendirent le bruit de loquets. Et, devant chacun d'eux, une porte tout juste percée de quatorze petits orifices pour l'aération s'ouvrit sur un trou noir. D'une cellule voisine, un cri s'éleva : « Vous êtes ici à Tazmamart. Chez des gens sans foi ni loi. »

## Tazmamart, bagne secret

Tazmamart, ce bagne secret près de Rich, entre Midelt et Rachidia, dont les autorités marocaines ont toujours nié l'existence... Comment dire les cris de ceux qui devaient fous, les versets psalmiques du Coran, avant que les voix ne deviennent murmures. Les ongles qu'on coupe avec les dents tant qu'il en reste. Les cheveux que l'on raccourcit aux arêtes des murs, ou à l'aide d'un os aiguisé, la pignone de légumes secs et le bouillon de vermicelles posé sur le sol, et que peu à peu on ne peut plus atteindre qu'en rampant. En 1984, Midhat fut incapable de marcher. En 1987, Bayazid tomba et ne put se relever.

Pas de lumière, pas d'air. La foua - naise en été, la glacière en hiver. On ne sortait jamais. Il n'y avait pas de médecin, et pas de rites religieux pour les morts. Mais il y avait les blagues rebondissant d'un mur à l'autre, où les trois frères, pour s'entendre encore parler, révélaient à haute voix de Paris, et, comme tous les prisonniers du monde, s'inventaient des festins de pâtes ou de pizzas. Remodélaient à haute voix des villes, ou s'essayaient à retrouver les chansons de leur enfance.

Autour, c'était le silence. Khadija, leur sœur, quand elle avait pu fuir le Maroc clandestinement en 1981, s'était heurtée au mieux à l'incrédulité, au pis à l'indifférence. Comment prouver que des hommes se volatilisaient ainsi ? Les autres avaient trop peur pour parler.

Quels jeunes hommes avaient-ils été, frivoles et inconscients... « J'étais un type normal, un jeune homme qui avait les moyens de voir la réalité des choses et qui ne l'a pas fait. Ce jeune homme-là a disparu », commente Ali.

Alors que Midhat et Bayazid restent cloûés sur leur lit d'hôpital, Ali a retrouvé sa fille à Paris, une tendre Anne-Bérangère de vingt-cinq ans, qui, depuis son enfance, guettait dans la rue un homme barbu et beau qui aurait pu être son père. Ils tentent de renouer les fils déchirés dans une boulimie d'amour. Ali erre dans la ville, sur la trace du Paris de ses jeunes années, de ses lieux de bonheur, de ses bars, de ses magasins préférés. Les autorités françaises recherchent, disent-elles, un appartement, et ont proposé de les faire bénéficier du RMI.

Ces trois hommes, « les garçons » comme les appelle Khadija, sont nus. Ils n'ont rien. Ils sont seulement vivants.

AGATHE LOGEART

(1) Après avoir vécu pendant dix-huit ans en résidence surveillée, la famille du général Oufkir - sa veuve, leurs six enfants et une cousine - avait théoriquement recouvré la liberté en mars 1991. En réalité, même s'ils bénéficient d'une relative autonomie, ils sont - nous a précisé leur avocat, M. Bernard Darteville, - toujours dans l'impossibilité de quitter le territoire marocain.

## Les « explications » des autorités chérifiennes

MARRAKECH

de notre envoyée spéciale

M. Dries Baï, ministre de l'intérieur et de l'information du gouvernement marocain, ne souhaitait pas parler par téléphone de l'affaire Bourequat. Il nous a donc demandé de venir le rencontrer au Maroc. Mais, selon ses subordonnés, « retenu en Espagne par les devoirs de sa charge », il n'a pas pu se rendre au rendez-vous qu'il avait lui-même fixé à Marrakech jeudi 6 février (1). Trois personnes ont été chargées de le représenter : MM. Aziz Hachi, secrétaire général du ministère de l'information, Sedik Maaninou, directeur de l'information, et Chekwi Serghini, gouverneur des libertés publiques, un poste nouvellement créé auprès du ministère de l'intérieur.

Dans un salon d'un grand hôtel de Marrakech, décoré d'un portrait de roi Hassan II, les trois fonctionnaires ont tenu à apporter ce qu'ils estiment être des précisions sur « l'affaire Bourequat ». L'affaire Bourequat, nous ont-ils dit, est considérée comme « close » par leur gouvernement, qui a voulu faire de 1991 une « année des droits de l'homme ». Ainsi, pour M. Maani-

nou, « le principal est que les frères Bourequat sont libres, chez eux, en France, et la page est tournée ». L'exploitation médiatique de leur histoire appartiendrait à une volonté systématique de dénigrement de l'action menée par le Maroc en faveur des droits de l'homme.

## Complot imaginaire

Pour les autorités marocaines, les trois frères Bourequat faisaient partie d'une famille « haute en couleur », connue « pour son absence de scrupules », son « esprit de lucre » et ses penchants pour « l'escroquerie et la proxénétisme », sans pour autant justifier de poursuites pénales. La « goutte d'eau » qui aurait fait « déborder le vase » en 1973 aurait été la fallacieuse dénonciation d'un complot imaginaire, et ce d'autant que les frères Bourequat auraient servi d'agents à des puissances étrangères, la Libye et la France, régulièrement renseignées depuis Rabat. Leur interpellation « en bonne et due forme » aurait été suivie d'une inculpation par le tribunal militaire pour « intelligence avec l'étranger et propagation de fausses nouvelles ». Ils

auraient ensuite été jugés, après avoir passé « des années complètes », par un tribunal militaire qui aurait pu, « vraisemblablement à huis clos », les condamner à la « réclusion criminelle à perpétuité », à moins, puisque la date du jugement, pas plus que la présence d'avocats à leurs côtés, n'était connue de nos interlocuteurs, qu'ils ne soient restés dix-huit ans « en détention préventive », en raison des « lois d'exception prises au cours d'une époque troublée ».

Selon nos interlocuteurs, les frères Bourequat n'ont pu raisonnablement être considérés comme des « disparus », dès lors que leurs proches auraient toujours été parfaitement tenus au courant de leurs lieux de détention, et n'auraient jamais été empêchés de communiquer avec eux. Quant au bagne de Tazmamart, où les frères Bourequat affirment avoir été détenus dix ans, « il ne figure pas sur la liste officielle des lieux de détention dépendant du ministère de la justice », nous a affirmé M. Serghini, qui, comme ses deux amis, ne s'est pas jugé habilité à faire plus de commentaires sur le sujet.

Les trois frères Bourequat auraient dû leur libération à un

« dahir », un décret de grâce royale, qui n'a pas été publié au Journal officiel. Les autorités marocaines voient par ailleurs dans les « renseignements » adressés par M. François Mitterrand au roi Hassan II, la preuve que les autorités françaises adoptent un profil bas dans cette affaire, étant parfaitement averties des délits ou des crimes commis par les trois ressortissants français que sont les frères Bourequat.

Les autorités marocaines ont été dans l'incapacité de fournir quelque preuve que ce soit de leurs affirmations quant à la procédure criminelle - inculpation, aveux, condamnation, grâce - suivie à l'égard des frères Bourequat.

Ag. L.

(1) Notre correspondant à Madrid, Michel Bole-Richard, a interrogé le ministre des affaires étrangères espagnol, qui a démenti que M. Baï se soit trouvé en voyage en Espagne, comme cela nous avait été indiqué par les autorités marocaines. Le porte-parole de l'ambassade du Maroc à Madrid, M. Joseph Balla, a déclaré qu'un déplacement de M. Baï en Espagne avait été prévu « de longue date », mais qu'il avait été annulé en raison de l'attente commise à Madrid le 6 février (le Monde du 7 février).

MANIÈRE DE VOIR N° 14

100 pages 42 francs

DES SOCIÉTÉS MALADES DE LEUR SYSTÈME D'INFORMATION

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Avec ce numéro : un tapis de souris

PC EXP



## AFRIQUE

**ALGÉRIE** : agitation sporadique malgré l'état d'urgence

### Quarante-quatre sympathisants du FIS ont été condamnés à des peines de prison

Une agitation sporadique a continué, mardi 11 février, en Algérie, après l'instauration, dimanche, de l'état d'urgence. L'assassinat de neuf policiers - l'un samedi et huit autres lundi - a fait courir à Alger des rumeurs sur la préparation d'éventuels attentats contre des personnalités civiles et militaires impliquées dans la répression du mouvement islamiste.

La mosquée de Bordj-Ménzel, à 70 kilomètres d'Alger, les deux meurtriers présumés de deux policiers ont réussi à prendre la fuite, après avoir retenu en otage plusieurs fidèles, selon la radio algérienne. La police, qui encerclait la mosquée depuis la veille et a découvert un « arsenal d'armes et d'explosifs » à l'intérieur, a démenti qu'il y ait eu prise d'otages.

Cent quatre-vingt personnes, parmi les centaines arrêtées à la suite des affrontements entre islamistes et forces de l'ordre, vendredi et samedi, ont comparu mardi dans différentes villes. Selon des sources judiciaires, trente-quatre d'entre elles ont été condamnées à des peines de deux mois à un an de prison, et dix autres à des peines d'un à trois ans.

Le même jour, un groupe de quatre « saffhans » - vétérans algériens de la guerre d'Algérie - a été arrêté dans la région de Hassi-Bouagga, près d'Alger. Selon la gendarmerie nationale, ce groupe avait attaqué une patrouille de gendarmes à Ouled-Mendil, le 24 décembre, faisant deux morts, et une brigade de gendarmerie à Fouka vendredi dernier, tuant un gendarme et en blessant un autre.

Deux ressortissants tunisiens, accusés d'être impliqués dans des troubles à Alger, ont également été arrêtés mardi, a annoncé la gendarmerie nationale. Les deux hommes faisaient partie d'un groupe d'islamistes qui appelaient au Djihad

(guerre sainte), à l'aube, dans une mosquée de Diar-el-Afria, l'un des deux bastions islamistes de la capitale.

La Ligue de défense des droits de l'homme (LDDH) de M. Ali Yahia Abdenour a vigoureusement dénoncé l'état d'urgence, le qualifiant de « remise en cause d'une exceptionnelle gravité de l'état de droit » et de « violation grossière des normes juridiques ». Dans un communiqué, la LDDH affirme que « le délit d'opinion a repris ses droits, du fait que des milliers (de personnes) sont ou vont être parquées dans des camps de concentration, appelés pudiquement centres de sûreté ». - (AFP, Reuter, AP.)

« La France se consternait ». - « La France ne peut être indifférente à ce qui se passe en Algérie, pays voisin et ami », a déclaré, mardi 11 février, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard. La France « exprime sa consternation devant l'escalade des violences », a-t-il affirmé, en ajoutant : « Elle espère cependant que le peuple algérien trouvera en lui-même les moyens de surmonter l'épreuve traversée et de faire que cessent les affrontements. C'est dans ces conditions seulement que l'Algérie pourra retrouver le chemin de la démocratie. »

« Les Etats-Unis souhaitent un retour rapide à la démocratie. - « Nous sommes inquiets de la montée de la violence et des pertes de vies humaines. Nous espérons que l'Algérie retrouvera sur la voie de la démocratie la plus tôt possible », a déclaré, lundi 10 février, à Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

**SOMALIE** : à la demande du secrétaire général de l'ONU

### Les parties en conflit se rencontrent à New-York

A l'invitation du secrétaire général des Nations unies, M. Boutros Boutros-Ghali, une rencontre devait avoir lieu, mercredi 12 février à New-York, entre représentants des parties en conflit en Somalie, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), de la Ligue arabe et de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Deux délégations de trois personnes chacune, mandatées par les « seigneurs de la guerre » qui s'affrontent à Mogadiscio depuis le 16 novembre, ont fait escale à Nairobi avant de s'envoler pour New-York.

NAIROBI

correspondance

Rien ne laisse présager le succès de cette médiation de l'ONU : l'intransigence perçue dans les propos des partisans du président somalien par intérim, M. Ali Mahdi, autant que dans ceux des fidèles de son challenger, le général Mohamed Farah Aidid. « Qu'importe », a

estimé M. James Jonah, envoyé spécial de l'ONU. « Il est déjà appréciable que nous ayons obtenu la participation de l'OUA, de la Ligue arabe et de l'OCI », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Nairobi. Selon M. Jonah, le drame somalien devrait inciter les organisations régionales à jouer un rôle plus actif. « Dans la corne de l'Afrique, le désastre actuel est dû moins aux conditions naturelles qu'à la main de l'homme », a encore lancé l'émis-saire de l'ONU.

« Face à cette situation de plus en plus inquiétante, il nous faut à tout prix distribuer des vivres pour éviter une catastrophe », estime M. Peter Stocker, responsable de la Somalie au Comité international de la Croix-Rouge. Le CICR envisage de secourir les civils par l'intermédiaire des responsables de clans et sous-clans, seules organisations sociales qui subsistent. Mais, compte tenu des rivalités tribales, cette opération, qui devrait toucher le sud et le centre du pays, s'annonce déjà très délicate.

A Mogadiscio, la guerre va entrer dans son quatrième mois sans qu'aucun appel au cessez-le-feu ait été entendu. En général, les accalmies durent le temps des visites des

délégations de l'ONU - c'est-à-dire quelques heures, - avant que les bombardements ne reprennent. Ces jours-ci, le nord de la ville demeure plutôt calme. Mais des combats se déroulent dans les quartiers tenus par le général Aidid, au sud, où quelques partisans de M. Ali Mahdi résistent toujours.

Certaines organisations non gouvernementales (ONG) ne cachent plus leur souhait d'une intervention étrangère. « Mais quel pays va accepter d'envoyer des soldats de la paix dans un pays aussi exposé ? », se demande M. Jonah, en saluant au passage les efforts de médiation des Erythréens.

Rejet d'un Etat moderne ?

Dans le Sud, après la défaite des Ogadenis face aux Hartis (Darods du Sud), l'atmosphère s'est apaisée à Kismayo. Le CICR a pu y décharger un bateau, le 10 février. Mais, au Kenya, la situation des réfugiés devient dramatique. Ils ont fui les affrontements de Kismayo en décembre dernier et arrivent parfois d'aussi loin que Mogadiscio. Le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) et les ONG se mobilisent depuis une semaine et alertent l'opini-

on internationale. Les réfugiés sont près de cent mille, entassés dans trois camps, près de la frontière somalienne.

Les affrontements claniques ne se limitent plus à l'ancienne Somalie italienne : la République du Somaliland, qui se vante de sa stabilité, vient d'en faire les frais. Depuis les combats de Burao, en décembre dernier, les différentes tribus « campent sur leur territoire », selon le mot d'un observateur, et certains n'hésitent pas à prédire l'« implosion du Somaliland ». Il semble que les vieilles querelles resurgissent, et même à l'intérieur du clan Isaaq, qui devait son unité essentiellement à sa lutte contre le régime de Siyad Barre, renversé en janvier 1991.

On assiste aujourd'hui à un retour des Somaliens vers leur mode de vie traditionnel, basé sur le clan et la terre. Faut-il voir dans ces luttes « fratricides » une volonté délibérée de détruire tout ce qui rappelle de près ou de loin un Etat moderne ? « Toute médiation qui ne tiendrait pas compte de ce facteur est vouée à l'échec », explique un diplomate qui ne cache pas son pessimisme à propos de la réunion de New-York.

JEAN HÉLÈNE

« CONGO : le référendum constitutionnel a été reporté. - Le Conseil supérieur de la République (CSR, organe législatif pendant la période de transition) a décidé, mardi 11 février, de reporter le référendum constitutionnel prévu pour dimanche prochain. Aucune autre date n'a été annoncée. Tous les partis d'opposition avaient demandé cet ajournement, en raison des erreurs et irrégularités constatées dans l'organisation du recensement. - (AFP.)

« BURKINA-FASO : ouverture du Forum de réconciliation nationale. - Présidé par le chef de l'Etat, M. Blaise Compaoré, en présence de quelque 380 délégués et de trois anciens présidents, le Forum de

réconciliation nationale s'est ouvert, mardi 11 février à Ouagadougou. Ce forum, dont la durée ne pourra dépasser trois semaines, a pour objectif de « rendre justice aux victimes des différents régimes » qui se sont succédés depuis l'indépendance (le Monde du 6 février). Ses décisions ne pourront être prises qu'à la majorité des quatre cinquièmes et ne pourront intervenir en cause la Constitution. - (AFP.)

« MAROC : vingt-neuf personnes privées de passeport pour délit d'opinion. - L'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) a rendu public, mardi 11 février, une liste de vingt-neuf personnes privées de

passeport pour des raisons liées à leurs opinions, leurs activités politiques ou syndicales. Des avocats, dont M. Abderrahim Berrada et M. Abdesslam Chaouech, qui ont défendu des détenus politiques, figurent notamment sur cette liste. - (AFP.)

« NIGÉRIA : trente morts au cours d'affrontements entre ethnies. - Trente personnes ont été tuées et cinquante-deux blessées lors de

récents troubles entre Haoussas et des membres d'autres ethnies, à Zango-Kataf, dans l'Etat de Kaduna, dans le nord du Nigéria, a rapporté mardi 11 février le quotidien Guardian. Selon l'Agence nigérienne de presse, les incidents ont culminé dimanche, les différents protagonistes usant d'armes automatiques, machettes, arcs et flèches, lors de ces troubles provoqués par le déplacement d'un marché. - (AFP.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

# POUR ACHETER

## VOYEZ L'EXPERT !

Avec ce numéro : un tapis de souris

- Il y a ceux qui choisissent leur matériel informatique au petit bonheur la chance... La formule est simple : faire confiance au premier venu, payer le prix fort, se rendre compte très vite que ce choix ne correspond pas à son besoin.
- A vouloir gagner du temps, certains s'opèrent rapidement qu'ils perdent de l'argent...
- Et puis, il y a ceux qui sont informés des nouveaux produits informatiques qui apparaissent chaque année sur le marché français, dès leur sortie.
- Ceux qui décident de faire les meilleurs choix.
- Ceux qui s'appuient sur les bancs d'essai d'un laboratoire français qui bénéficie de dix ans d'expérience en matière de tests de produits micro-informatiques.



Ceux qui profitent des conseils de spécialistes qui s'engagent en toute impartialité. Chaque mois, en plus de 400 pages, et pour 30 F seulement, ils sont gagnants ! Leur référence, c'est PC EXPERT, l'équivalent en France de PC MAGAZINE aux Etats-Unis, le magazine micro-informatique le plus lu dans le monde. Sur de lui pour vous rendre sûr de vous, PC EXPERT, nouvelle publication de ZIFF-DAVIS, leader de la presse micro-informatique aux Etats-Unis, vous donne enfin les moyens de décider, de choisir et d'acheter en toute connaissance de cause.

PC EXPERT : chez votre marchand de journaux.

## PC EXPERT, sans l'ombre d'un doute.



## DIPLOMATIE

Alors qu'un conflit frontalier les oppose

## L'Égypte et le Soudan se déclarent d'accord pour « assainir leurs relations »

A l'issue d'une visite de deux jours au Caire du général Zobeir Mohamed Saleh, numéro deux du régime de Khartoum, l'Égypte et le Soudan se sont déclarés d'accord, lundi 10 février, pour « assainir leurs relations ». La visite du général Zobeir devait avoir lieu le 16 février, mais a été avancée en raison d'un début de crise entre les deux pays au sujet du tracé des frontières, un problème qui, selon les Soudanais, est en voie de règlement.

LE CAIRE

de notre correspondant

Le vieux litige frontalier égypto-soudanais est récemment revenu à l'ordre du jour quand le gouvernement égyptien a appris que Khartoum avait accordé à la compagnie canadienne International Petroleum Corporation une concession de prospection pétrolière dans une région considérée par le Caire comme faisant partie du territoire égyptien. La concession comprend, en effet, la zone de Halaïb, une vingtaine de milliers de kilomètres carrés sur la mer Rouge, au sud-est de l'Égypte et au nord du

22<sup>e</sup> parallèle. Or, l'Égypte considère que sa frontière avec le Soudan est située le long du 22<sup>e</sup> parallèle en vertu d'un accord signé en 1899 avec la Grande-Bretagne lors de l'établissement du condominium anglo-égyptien sur le Soudan. Les Soudanais, par contre, se réfèrent à un accord égypto-britannique de 1902 donnant à Khartoum l'autorité administrative sur les tribus soudanaises vivant au nord des frontières politiques.

Le ministère égyptien des affaires étrangères a promptement réagi en demandant à la compagnie pétrolière canadienne d'arrêter ses travaux, réaffirmant à cette occasion le caractère égyptien de Halaïb, et donc la nullité de la concession accordée par Khartoum à la compagnie canadienne. Entrent, selon une source officielle soudanaise, une unité de la police égyptienne a demandé aux gardes-frontières soudanais de se retirer de la région de Halaïb. Les officiers soudanais ont refusé, après avoir consulté les autorités de Khartoum.

Le litige frontalier de Halaïb avait failli provoquer un conflit armé entre l'Égypte et le Soudan en 1958. Depuis lors, le différend avait été mis en sommeil, de bonnes relations prévalant pendant des années entre les deux pays.

Mais aujourd'hui les relations entre Le Caire et Khartoum sont bien mauvaises. L'Égypte, qui a été le premier pays à reconnaître le nouveau régime soudanais après le coup d'État de juin 1989, a déchanté quand elle s'est aperçue, un an plus tard, de l'influence considérable de M. Hassan Al-Toumahi, le chef du Front national islamiste (FNI), sur la junte de Khartoum. Pis, le FNI adoptait une politique d'« exportation de la révolution islamique ». Des extrémistes musulmans des quatre coins du monde arabe, et surtout d'Égypte, sont, selon Le Caire, entraînés à des actes subversifs dans des camps au Soudan.

La crise du Golfe a encore envenimé les relations. La visite au Soudan, en décembre, du président iranien Rafsanjani et le rapprochement entre Khartoum et Téhéran ont encore accru les appréhensions égyptiennes. A noter que le ministre égyptien de l'Intérieur a précisé, le jour même de l'arrivée du numéro deux soudanais, que le réseau d'espionnage et de subversion islamiste, dont le démantèlement avait été annoncé la veille, était financé par l'étranger. Un financement qui ne peut être que soudanais ou iranien.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## La commission internationale de juristes dénonce un projet de « déclaration des droits de l'homme en Islam »

GENÈVE

de notre correspondant

M. Adama Dieng (Sénégal), secrétaire général de la commission internationale de juristes (CIJ), a dénoncé mardi 11 février devant la commission des droits de l'homme de l'ONU le projet d'une « déclaration des droits de l'homme en Islam ». C'est un texte qui avait été adopté dans le cadre de la préparation du sommet des chefs d'État islamiques par les ministres des affaires étrangères de quarante-cinq pays réunis au Caire en août 1990. Il devait être soumis aux chefs d'État lors du sommet de Doha le 9 décembre 1991, mais le débat fut ajourné, grâce notamment aux efforts des forces démocratiques.

La CIJ a souligné qu'une telle déclaration, qui fait de manière dogmatique et systématique référence à la Charia, « pose problème » pour les juristes car elle s'oppose à la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et aux textes relatifs aux droits civils et politiques adoptés par les Nations unies. M. Dieng a précisé que le projet de déclaration « remet gravement en cause le consensus international sur lequel se fondent les instruments juridiques internationaux, introduit (...) une discrimination intolérable à l'égard de la fois des

non-musulmans et des femmes, revêt un caractère délibérément restrictif quant à l'exercice de certains droits et libertés fondamentaux, au point que certaines dispositions essentielles sont en fait des règles de droit en vigueur dans nombre de pays musulmans [et] entérine, sous couvert de la Charia islamique, la légitimité de pratiques, telles celles des châtiments corporels ».

Cet appel à la vigilance a été émis à la Commission des droits de l'homme avec d'autant plus d'intérêt que personne n'y ignore les efforts entrepris par la délégation iranienne, fortement soutenue en l'occurrence par celle de l'Irak, en faveur de ce projet de déclaration.

ISABELLE VICHNIAC

## Les Pays-Bas souhaitent une modification des accords de Schengen

LA HAYE

de notre correspondant

Cédant à la pression des partis de la majorité gouvernementale de centre-gauche, chrétiens-démocrates et Parti du travail, le secrétaire d'État néerlandais aux affaires européennes, M. Piet Dankert et le ministre de la justice, M. Hirsch-Ballin, vont tenter de convaincre les huit pays signataires (1) de l'accord de Schengen de rouvrir les négociations. Celles-ci devraient aboutir à la rédaction d'un protocole additionnel aux textes de Schengen qui ont déjà été ratifiés par certains pays, dont la France, et qui, en théorie, ne peuvent plus être modifiés.

La majorité des parlementaires néerlandais souhaitent un triple amendement des textes existants. La Cour européenne de justice devrait

être l'organe juridictionnel qui, selon eux, fait défaut au système Schengen : elle aurait compétence générale pour surveiller l'application des accords et définir une jurisprudence uniforme, notamment à propos du droit d'asile, dont les critères d'attribution varient d'un pays à l'autre.

En second lieu, les projets de décision du Comité exécutif de Schengen devraient faire l'objet d'une pré-publication deux mois avant leur entrée en application, afin de permettre aux Parlements nationaux le souhaitant d'en discuter à temps. Enfin, la définition de l'ordre public et de la sécurité nationale devrait être conforme à la jurisprudence de la Cour de Luxembourg.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Allemagne, Espagne, France, Italie, pays du Benelux et Portugal.

## M. Bush dément tout lien entre les négociations du GATT et les effectifs des troupes américaines en Europe

Le président George Bush a démenti mardi 11 février que les États-Unis puissent réduire les effectifs de leurs troupes en Europe s'il n'obtiennent pas de concessions européennes dans les négociations commerciales du GATT, et a affirmé qu'il n'y avait « absolument pas de lien » entre les deux questions.

M. Bush réagissait à des déclarations faites dimanche à Munich, en présence du vice-président Dan Quayle, par des membres du Congrès qui mettaient en garde les Européens contre un regain d'isolationnisme américain. Il a démenti que l'administration américaine ait voulu envoyer un message aux Européens par ces déclarations.

Les négociations sur une libéralisation du commerce international sont bloquées en raison d'un différend américain-européen sur les subventions agricoles. « Je veux un aboutissement des négociations du GATT, et nous allons faire fermement pression pour cela », a déclaré le président américain. Mais, a-t-il ajouté, « il est important que nous gardions une forte présence dans l'OTAN (...), les deux questions sont distinctes ». « Notre politique ne va pas être conduite par des gens qui pensent qu'il n'y a plus de danger dans le monde et que les États-Unis n'ont pas de responsabilités », a encore déclaré le président.

En visite dans la capitale arménienne

M. James Baker a lancé un nouvel appel à la paix dans le Haut-Karabakh

Poursuivant sa tournée dans l'ex-URSS, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, est arrivé, mardi 11 février, à Erevan et a fait part de soutien des États-Unis aux efforts de médiation de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (CSCE) pour le règlement du conflit dans le Haut-Karabakh. M. Baker a déclaré que, lors de la dernière réunion de la Conférence à Prague, les États-Unis ont soutenu l'idée d'envoyer des enquêteurs de la CSCE dans la région. « Nous avons hâte de lire leur rapport », attendu d'ici à trois semaines, a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse conjointe avec le président arménien Levon Ter-Petrosian.

Des combattants arméniens ont attaqué, mardi matin, un village peuplé d'Azeris dans la région du Haut-Karabakh. Le village de Malybelli, dans le district de Khodjaline, est de nouveau isolé et un grand nombre de blessés demeurent bloqués sur place. Le Conseil national du Parlement azerbaïdjanais a fait savoir qu'il demanderait au Conseil de sécurité de l'ONU d'examiner ce qu'il qualifie d'« agression arménienne contre l'Azerbaïdjan ». Le Conseil national a adopté une résolution, rendue publique, mardi à Bakou, appelant tous les responsables de la République à « recourir à tous les moyens légaux pour rétablir la souveraineté azérie sur le territoire du Haut-Karabakh, pour que tous les citoyens qui y résident obéissent à la Constitution et aux lois de la République » [d'Azerbaïdjan]. (AFP, Reuters)

Une réunion d'ambassadeurs à Paris

La Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie contre la « balkanisation » de l'Europe centrale

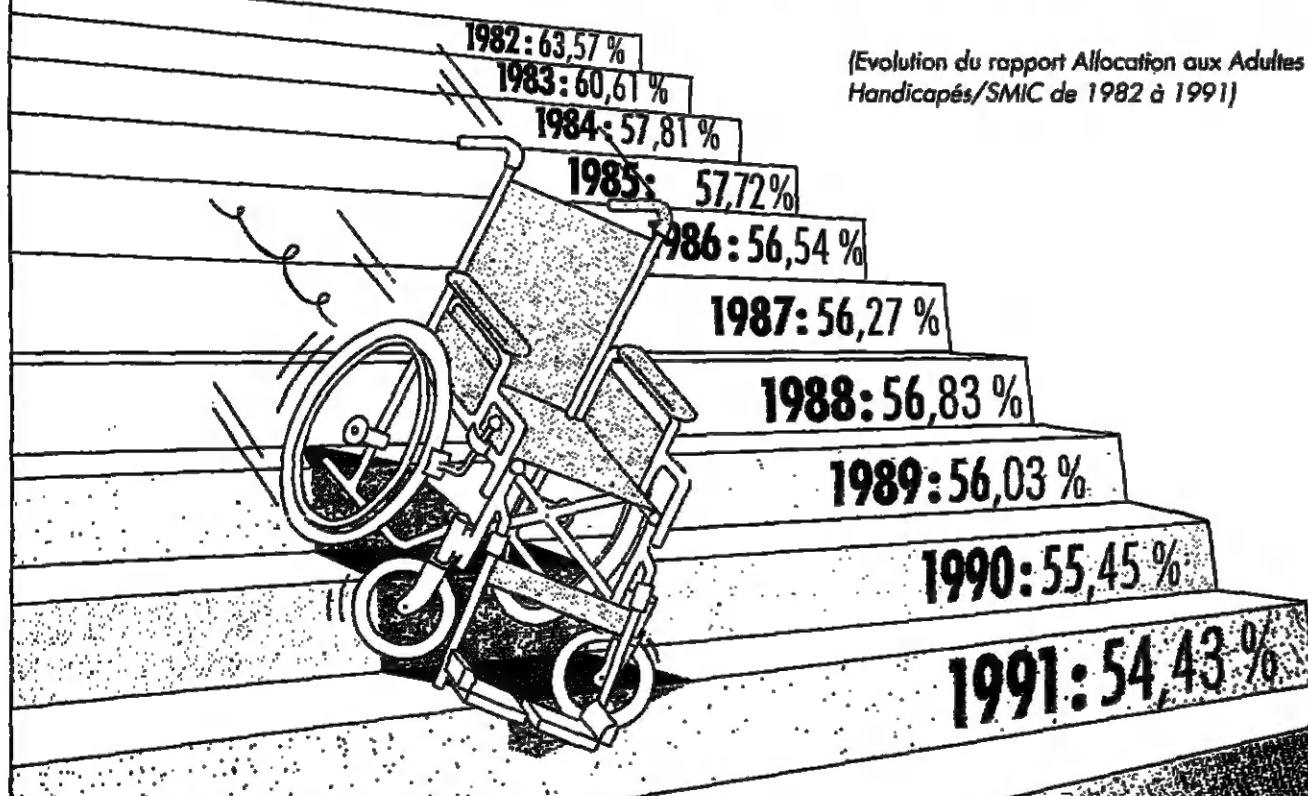
Ce n'était, certes, qu'un petit-déjeuner de presse mais le symbole était suffisamment parlant. Tenant, pour la première fois, une conférence de presse conjointe, les ambassadeurs à Paris de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie ont affirmé, mardi 11 février, leur volonté de s'entendre et de lutter ainsi contre le processus de « balkanisation », voire de « désintégration », de l'Europe orientale.

Rappelant les liens millénaires existant entre leurs trois pays, MM. Janos Szawal, Jerzy Lukaszewski et Jaroslav Sedivy ont insisté sur la volonté de ceux-ci d'adhérer à la Communauté européenne et ont fait le point sur l'état de la coopération, notamment économique et militaire, dans la région.

J.-A. F.

Relations diplomatiques entre la Hongrie et la Biélorussie. - Le ministre biélorusse des affaires étrangères, M. Piotr Kravtchenko, devait se rendre, mercredi 12 février, à Budapest, pour signer les documents établissant des relations diplomatiques entre les deux pays. La Hongrie, qui a déjà noué des relations diplomatiques avec trois Républiques de la CEI - la Russie, l'Ukraine et la Moldavie - envisage de les établir avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Arménie, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. (AFP, Reuters)

## POUR NOUS ÇA MARCHE DE MOINS EN MOINS BIEN.



Pour les personnes handicapées, ça marche de moins en moins bien. Pour d'autres aussi, sans doute. Mais si un handicap physique est déjà pénible à supporter, un deuxième handicap devient insupportable.

Nos allocations avancent à reculons. Nos moyens d'existence se paralysent et s'atrophient : 100 F par jour ! La moitié du SMIC ! Ne serions-nous que des moitiés d'humains ? Nous ne demandons pas l'aumône. Seulement la justice. C'est-à-dire :

1. La revalorisation de l'Allocation aux Adultes Handicapés : 80% du SMIC au lieu de 54% actuellement.
2. La réévaluation de l'Allocation Compensatrice permettant de rémunérer une Tierce Personne : indexation sur le SMIC.
3. La révision de l'Allocation d'Education Spéciale, versée aux parents d'enfants handicapés.
4. Des moyens supplémentaires pour les Etablissements Spécialisés.

Voilà des mois que nous essayons de nous faire entendre du Gouvernement.

A-t-il choisi de faire la sourde oreille ? Ou pire encore, aurait-il le cœur définitivement paralysé ?



ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE

Siège National  
17, boulevard Auguste Blanqui - 75013 Paris

COMITÉ PARLEMENTAIRE



## PROCHE-ORIENT

Après la diffusion d'une conversation entre M. Yasser Arafat et son représentant en France

### M. Ibrahim Souss «dément catégoriquement» les propos divulgués par la chaîne américaine CNN

La chaîne de télévision américaine CNN a diffusé, mardi 11 février, des extraits d'un document qu'elle a présenté comme l'enregistrement d'une conversation téléphonique ayant eu lieu le 30 janvier, vingt-quatre heures après l'arrivée de George Habache, à Paris, entre M. Yasser Arafat, président de l'OLP, et son représentant en France, M. Ibrahim Souss.

Le journaliste ayant conduit l'enquête pour l'émission «Special Assignments», Steven Emerson, a précisé qu'il avait obtenu le document après d'un «service de sécurité occidentale». Selon lui, des journalistes et des spécialistes, familles de Yasser Arafat ont confirmé que la voix entendue sur la bande était bien celle du chef de l'OLP.

Un expert en identification vocale, ajoute Steven Emerson, a analysé la bande et constaté que cette voix est analogue à d'autres enregistrements de la voix de M. Arafat, même s'il n'y a pas, sur cette bande, assez d'éléments pour une identification formelle au regard de la loi.

Voici le texte de l'enregistrement que nous a transmis CNN et que nous avons traduit de l'anglais, (le début de la conversation diffusée est un échange entre les secrétaires des deux hommes).

«Souss - Bonjour, Abou Ammar, avez-vous reçu le fax que je vous ai envoyé?»

Arafat - Non, au nom de Dieu. Souss - Je vous l'ai envoyé à 4 heures. J'ai faxé les détails complets.

Arafat - Pour quoi?

Souss - Il contient tous les détails, et c'est rassurant.

Arafat - Nous n'avons besoin d'aucun détail. Nous ne l'avons pas envoyé [Georges Habache, NDLR] sans autorisation.

Souss - Le fax: le fax est très rassurant. Je vous écris à propos de...

Arafat - Vous allez informer officiellement le ministère des affaires étrangères.

Souss - Oui.

Arafat - Ce qui s'est passé est honteux. Et vous connaissez l'affaire Lockerbie. Ce qui s'est passé est vraiment honteux. Je n'ai pas besoin de parler de cela plus longtemps.

Souss - Nous ne sommes pas en désaccord.

Arafat - Voilà ce que vous allez faire, s'il vous plaît. Je vais envoyer un avion, et le ramener ici.

Souss - Ils...

Arafat - Aujourd'hui, officiellement. Faites une déclaration formelle au ministère des affaires étrangères. Merci beaucoup. Merci beaucoup.

Souss - Le gouvernement n'a rien à faire avec cela.

Arafat - Vous leur dites merci beaucoup. Et vous le renvoyez!

Souss - Abou Ammar, le gouvernement n'a rien à voir avec cette affaire. C'est l'opposition et les juifs. Les juifs sont au travail.

Arafat - Les juifs au travail! Maudits soient leurs pères! Les chiens! Crasse! Sale! Tout ça pour un malade! J'ai pris soin de leurs prisonniers et j'ai soigné leurs malades. Mais l'ordure reste l'ordure.

Souss - C'est vrai...

Arafat - Faites comme je vous dis, Al Souss; vous informez le gouvernement que j'ai publié un communiqué où j'assume l'entière responsabilité de l'avoir envoyé là-bas.

Souss - Je suis, je suis...

Arafat - Voilà. Renvoyez notre leader. C'est un leader du peuple palestinien. Nous n'autoriserons pas cette humiliation.

Souss - Bien sûr.

«Merci aux juifs pourris»

Arafat - Et merci à la France, merci à la France progressiste et merci à la civilisation française. Et merci aux juifs pourris avec lesquels nous réglons nos comptes dans l'avenir.

Souss - OK, OK, laissez-moi vous dire...

Arafat - Rien d'autre à dire. Merci aux juifs pourris avec qui nous réglons nos comptes dans l'avenir.

Souss - OK, OK. Oui. Je le dirai.

Arafat - Informez le ministère des affaires étrangères. Ont-ils des manières? Peut-on appeler cela des manières? C'est un malade.

Souss - Mais le gouvernement n'a rien à voir avec ça. C'est l'opposition...

Arafat - Quelle opposition? Qui s'oppose à cela? Quel pourri s'oppose à cela?

Souss - La droite, la droite tout entière, tous...

Arafat - Le Pen? Le Pen? Le Pen... il était avec les Irakiens...

Souss - C'est la droite. Tous. Le Pen et Chirac, la droite. Tous. Spécialement les juifs, et les juifs ont rêvé l'affaire. Mais il fallait s'y attendre.

Arafat - Pour quoi? Juste pour un homme malade, juste pour un malade!

Souss - La campagne de presse, par les juifs.

Arafat - Pour quoi? Un homme malade?

Souss - Même pour un malade, Israël nous poursuit partout.

Arafat - Pour un malade? L'avons nous envoyé pour qu'il s'amuse sur les Champs-Élysées? Nous l'avons envoyé à la Croix-Rouge.

Souss - OK. Je leur dirai. Mais le sujet est...

Arafat - Informez-les officiellement. Ils doivent accepter d'être responsables de lui. Et, s'il vous plaît, renvoyez notre homme. Nous n'avons pas besoin de leur traitement médical! Nous n'avons pas besoin de leur civilisation inférieure, leur civilisation arrogante, leur sale civilisation! Et voilà. Je vous parle sur un téléphone sur écoute. Qu'ils le passent à la télévision. Merci, frère!

M. Souss a fait au Monde, mercredi matin, la déclaration suivante: «Je m'élève avec indignation contre cette grossière manipulation de l'opinion publique à des fins sordides visant à dénaturer la cause palestinienne, calomnier son chef Yasser Arafat, porter atteinte à mon honneur personnel et à mon éthique. J'oppose un démenti catégorique à ces propos et je révoque tous mes droits et actions à l'encontre des auteurs de cette manipulation médiatique.» M. Souss devait porter plainte dans la journée de mercredi.

Une réaction du CRIF. - Réagissant à l'information diffusée par CNN, M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), a déclaré notamment, mercredi matin 12 février: «si les propos prêtés à MM. Arafat et Souss s'avèrent exacts... cela renforcerait notre conviction qu'ils sont antisémites. La communauté juive a de quoi s'inquiéter.»

## A TRAVERS LE MONDE

### ALBANIE

Les élections législatives auront lieu le 22 mars

Les élections législatives anticipées se tiendront le 22 mars, aux termes d'un décret signé, mardi 11 février, par le président Ramiz Alia. Quelque 2 millions d'Albanais (sur 3,2 millions d'habitants) auront à élire, au scrutin majoritaire à deux tours, cent quarante députés dans cent circonscriptions électorales, chaque circonscription représentant environ vingt mille électeurs. Les socialistes (ex-communistes) affronteront une coalition des principaux partis de l'opposition (Parti démocratique, Parti républicain et Parti social-démocrate). La date des élections a été avancée avec l'accord de tous les partis en raison de la situation politique et économique chaotique qui règne dans le pays. Les premières élections libres en Albanie avaient été remportées en avril dernier par les communistes, grâce au soutien massif des campagnes, les villes se prononçant en revanche pour le Parti démocratique. - (AFP.)

### ALLEMAGNE

M. Kohl et l'opposition s'affrontent sur les traités de Maastricht

Le Parti social-démocrate allemand (SPD) a menacé mardi 11 février de ne pas voter la ratification des traités de Maastricht, provoquant une vive réaction du chancelier Helmut Kohl. Dans une déclaration, le SPD demande que le prochain sommet européen améliore le traité d'union politique adopté en décembre à Maastricht afin de renforcer les pouvoirs du Parlement européen. Notant que la stabilité de la future monnaie européenne dépendra de la politique économique et financière de l'Europe, il estime que «la garantie pour cette politique de stabilité, c'est une démocratie parlementaire qui fonctionne au niveau national et au niveau européen».

«C'est du populisme à l'état pur», a tonné le chancelier Helmut Kohl, au cours d'une réunion de la direction de la CDU. Le président du groupe parlementaire CDU-CSU, Wolfgang Schäuble, rappelant que le SPD avait globalement approuvé les résultats du sommet de Maastricht en décembre, a estimé qu'il faisait preuve d'un «opportunisme sans vergogne».

La perspective de deux importantes élections régionales en avril a ravivé le débat politique ces dernières semaines. - (AFP.)

### ISRAËL

Le procès d'un technicien nucléaire condamné pour espionnage ne sera pas révisé

La Cour suprême d'Israël a rejeté une demande de révision du procès d'un technicien nucléaire, M. Mordechai Vanunu, condamné à dix-huit ans de prison en 1988 «pour espionnage et haute trahison», a indiqué mardi 11 février son avocat, M. Avigdor Feldman. La défense avait demandé, en octobre 1991, la révision du procès en faisant valoir que le tribunal avait ignoré «les motivations» qui avaient poussé M. Vanunu à fournir en 1986 des informations au Sunday Times sur le programme nucléaire israélien. Selon elle, il n'y a pas eu trahison dans la mesure où le condamné s'était adressé à un journal qui ne peut pas être assimilé à un agent ennemi. «J'ai l'intention d'entreprendre de nouvelles démarches en faveur de mon client. Il est maintenant dans un isolement total et sa situation est très difficile», a ajouté M. Feldman.

L'affaire Vanunu avait éclaté en septembre 1986 à la suite de la publication dans l'hebdomadaire britannique d'un long article dans lequel le technicien affirmait qu'Israël avait produit une centaine de bombes nucléaires, infirmant la position officielle du gouvernement israélien selon laquelle l'Etat hébreu «ne sera pas le premier à introduire l'arme nucléaire au Proche-Orient». - (AFP.)

### LIBAN

Le général Aoun souhaite s'installer à Orléans

L'ancien «homme fort» du «réduit chrétien» au Liban, le général Michel Aoun, pourrait quitter très prochainement la villa qu'il occupe sur la corniche marseillaise, où il réside depuis son arrivée en France, le 30 août 1991, pour s'installer dans le Val-de-Loire, à Orléans.

La préfecture du Loiret précise que «le général Aoun a manifesté son souhait de résider dans l'agglomération orléanaise» et que le ministre de l'intérieur a donné «son accord de principe sous réserve de mise au point des modalités d'installation qui sont actuellement examinées». Le général voudrait venir près de Paris, à proximité d'une université pour les études de ses enfants. Le général et sa famille pourraient habiter sur les bords de Loire, à Saint-Jean-le-Blanc, commune de la banlieue d'Orléans. - (Corresp.)

### YUGOSLAVIE

La Serbie et la Croatie confirment leur acceptation du plan de paix de l'ONU

Affirmant une fois de plus que tous les obstacles étaient désormais éliminés, les autorités serbes et croates ont demandé, mardi 11 février, aux Nations unies de prendre au plus vite une décision concernant l'envoi des «casques bleus» en Croatie. Belgrade et Zagreb sont convenus d'accélérer la mise en place du processus de paix proposé par l'ambassadeur spécial de l'ONU, M. Cyrus Vance. Le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, et le représentant serbe à la présidence yougoslave, M. Borislav Jovic, se sont adressés, mardi, directement au secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali.

M. Jovic demande au Conseil de sécurité de donner le feu vert au déploiement des forces de paix en Croatie. M. Franjo Tudjman réaffirme, pour sa part, que la Croatie acceptait tous les paragraphes du plan de M. Vance et annonce que son gouvernement a réclaté l'application immédiate du plan de paix. D'autre part, les Nations unies ont été sollicitées par le leader de la Krajina (enclave serbe de la Croatie), M. Milan Babic, qui demande l'envoi de cinq cents observateurs pour superviser le référendum des 22 et 23 février prochain. - (Corresp.)

L'Allemagne refuse de payer davantage pour le retrait des troupes ex-soviétiques. - Le ministre allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, a fait savoir, mardi 11 février, que l'Allemagne refusait de payer davantage ce qui était convenu pour le retrait des troupes de la CEI encore stationnées dans l'ex-RDA. Lundi, le ministre russe de la défense, M. Pavel Gratchev, avait demandé 7 milliards de deutschemarks supplémentaires, soit près de 34 milliards de francs, pour que la CEI puisse retirer ses forces armées dans les délais convenus, c'est-à-dire d'ici à 1994. (nos dernières éditions du 12 février) - (AFP.)

Koweït: accord militaire avec la Grande-Bretagne. - Un accord de coopération en matière de défense, prévoyant notamment l'envoi de conseillers britanniques au Koweït et la fourniture d'équipements militaires a été signé, mardi 11 février à Londres, entre le ministre britannique de la défense, M. Tom King, et son homologue koweïtien, Cheikh Sabah El Salem El Sabah. - (AFP.)

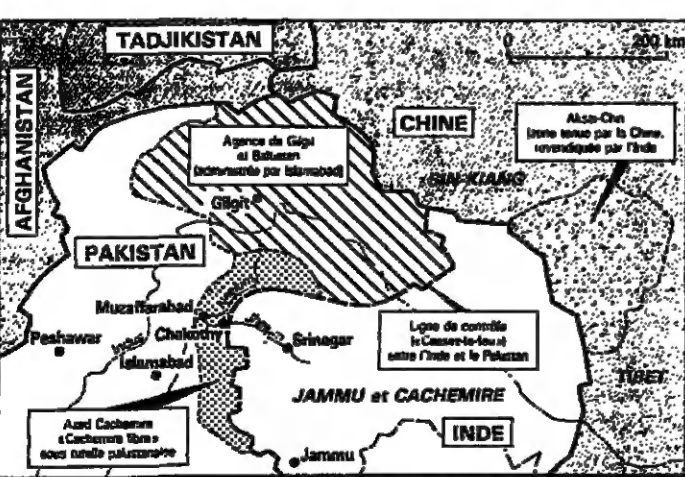
## ASIE

### PAKISTAN

### Des participants à la «Marche pour l'indépendance» du Cachemire ont tenté de franchir la frontière indienne

Une trentaine de jeunes gens participant à la «Marche pour l'indépendance» du Cachemire, seraient parvenus, mardi 11 février, en marchant à travers les montagnes enneigées, à franchir la ligne de démarcation entre les parties sous tutelle respectivement pakistanaise et indienne du Cachemire. Selon le Front de libération du Jammu-et-Cachemire (JKLF) qui a donné cette information, une personne aurait été tuée et huit autres blessées par des tirs de l'armée indienne. New-Delhi a donné consigne d'empêcher à tout prix un franchissement massif de la «frontière» par des sympathisants de l'indépendance du Cachemire, divisé depuis la guerre indo-pakistanaise de 1948.

Cependant, quelque dix mille sympathisants du JKLF, dont le président de sa branche pakistanaise, M. Amanullah Khan, ont



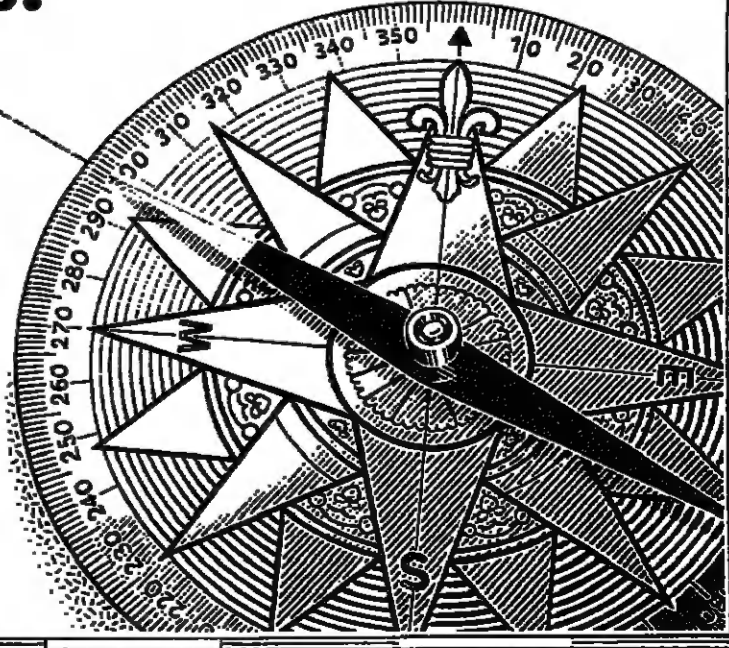
passé la nuit du 11 au 12 à Chinari, à 10 kilomètres de Chakothi, la ville de l'Azad Kashmir (pakistanaise) où devait avoir lieu le franchissement, mercredi, A. Srinagar, capitale de l'Etat indien de Jammu-et-Cachemire, quatre mille manifestants, bravant les interdictions, ont défilé pour démontrer leur soutien au JKLF. - (UPI.)

AFGHANISTAN: libération de cinq prisonniers pakistanaise. - Le président Najibullah a fait remettre aux Nations unies cinq prisonniers de guerre pakistanaise, a annoncé Radio-Kaboul, mardi 11 février. Islamabad, qui a toujours refusé de reconnaître son engagement direct dans le conflit qui ensangante depuis treize ans le pays voisin, s'est récemment rallié à une initiative de l'ONU visant à susciter un «dialogue entre Afghans» en vue de mettre sur pied un gouvernement transitoire qui organiserait des élections. - (UPI.)

CHINE: l'épouse d'un dissident lance un appel à la communauté internationale. - M<sup>me</sup> Hou Xiaotian, épouse du dissident Wang Jintao - condamné il y a un an à treize ans de prison pour sa participation au «printemps de Pékin» - a lancé, mardi 11 février, un appel à la communauté internationale pour qu'elle maintienne sa pression sur les autorités chinoises afin qu'elles libèrent tous les détenus politiques. «Combien de temps devrons-nous ressentir les effets du 4 juin 1989 et combien de souffrances devrons-nous encore endurer?», a-t-elle demandé.

VIETNAM: visite à Hanoï de M. Jean-Noël Jeanneney. - Le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur a entamé, mardi 11 février, une visite officielle de cinq jours au Vietnam. M. Jean-Noël Jeanneney doit passer en revue avec les dirigeants vietnamiens les projets de coopération économique entre les deux pays. Accompagné de chefs d'entreprise de différents secteurs (transports, agriculture, BTP, télécommunications, pharmacie, énergie et banque), il se rendra également à Danang, Hué et Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon). - (AFP.)

**Enfinement,**  
**le moyen le plus facile**  
**de découvrir les Etats-Unis**  
**c'est de suivre**  
**la flèche.**





## POLITIQUE

La préparation des élections régionales

## En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les dissensions s'aggravent entre M. Tapie et les socialistes

A moins de six semaines du scrutin régional, M. Bernard Tapie, chef de file de la majorité présidentielle en Provence-Alpes-Côte d'Azur, éprouve des difficultés persistantes avec les socialistes pour composer ses listes. Alors que M. Michel Pezet, député PS, annonçait le retrait de sa candidature dans les Bouches-du-Rhône, le président de l'OM a lancé, mardi 11 février, une sorte d'ultimatum à ses partenaires en leur demandant « jusqu'à la fin de la semaine pour faire un constat d'accord ou de désaccord ».

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Ici, on va donner la France. » Le slogan des listes d'union de M. Bernard Tapie en Provence-Alpes-Côte d'Azur paraît, de jour en jour, plus malaisé à concrétiser. Après un lancement de campagne à demi réussi et la publication récente d'un sondage d'opinion peu stimulant, le député non inscrit des Bouches-du-Rhône doit faire le constat de difficultés prolongées avec ses partenaires socia-

listes, qui l'ont empêché jusqu'ici de boucler ses listes dans trois des six départements de la région. « Je leur donne jusqu'à la fin de la semaine pour faire un constat d'accord ou de désaccord », a-t-il averti, mardi 11 février, dans une déclaration à l'AFP. Il est évident que, dans tous les cas, je continuerai d'animer les listes Energie Sud dans le but de gagner la région. Je laisse aux socialistes le soin de composer leurs listes. Mais il va falloir qu'ils arrêtent une position définitive pour savoir quel type de combat on veut mener ensemble ou séparément.

Cette déclaration faisait suite à l'annonce par M. Michel Pezet, député PS, du retrait de sa candidature dans les Bouches-du-Rhône. Dans une lettre adressée à M. François Bernardini, premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Pezet explique qu'il avait « souscrit au choix du parti pour les prochaines élections », « et me pensais, en effet, aller de soi, écrit-il, que la référence à la majorité présidentielle (...) impliquait le respect mutuel des diverses composantes de la liste, leur participation à l'élaboration d'un programme et une réflexion engagée en commun sur la manière de mener la campagne. » Mais je regrette, ajoute-t-il, à propos du combat « prioritaire » contre l'extrême droite, que notre

parti paraisse se contenter de placer les électeurs en face de leurs responsabilités morales, et qu'il ait renoncé à une réflexion large et approfondie sur les raisons qui peuvent conduire une partie de nos concitoyens à un vote en faveur du pire. J'ai toujours pensé qu'il ne pouvait suffire d'opposer des obligations aux déclarations du Front national.

## « Les valeurs de la gauche »

« Le choix a, d'autre part, été fait, souligne M. Pezet, de personnaliser entièrement la campagne. C'est une conception qui a sa cohérence, mais ce n'est pas la mienne. Je continue à croire que les valeurs de la gauche et notre identité doivent être, en cette période difficile, plus que jamais approfondies et réaffirmées. »

En fait, comme il l'avait laissé entendre lors d'une réunion des élus socialistes, le 21 janvier à Aix-en-Provence, M. Tapie était peu enclin à voir figurer M. Pezet sur sa liste. De ce point de vue, la décision de l'ancien président du conseil régional paraît plutôt avoir souligné les divergences fabiusiennes de la fédération. « C'est un repli logique et compréhensible », s'est contenté de déclarer M. Bernardini. M. Pezet a toutefois exprimé des critiques qui « semblent

assez largement partagées par les socialistes des Bouches-du-Rhône. Un autre membre du courant jospiniste, M<sup>me</sup> Pauline Giacometti, conseillère régionale sortante et candidate sur la liste, nous a ainsi déclaré qu'elle pourrait être « la prochaine sortante » si la situation « ne se décantait pas dans les quarante-huit heures ».

D'autre part, dans les Hautes-Alpes, la commission exécutive fédérale du PS a passé outre au choix de M. Robert de Caumont, ancien maire (rocardien) de Briançon, comme tête de liste, qui avait été confirmé, le 29 janvier, par les instances nationales du parti. Dans un vote, lundi 10 février, auquel n'ont pas pris part les rocardiens, elle a désigné à sa place le député (fabiusien) et maire de Veynes, M. Daniel Chevalier, qui a reçu le soutien de M. Bernard Tapie. M. de Caumont, qui invoque un premier vote des militants, l'esté dernier, et l'arbitrage rendu par le bureau exécutif national, n'est toutefois candidat et se dit prêt à constituer une « excellente liste représentative des socialistes du département ». Dans le Var, enfin, la situation n'a pas évolué d'un pouce après le renoncement de M. Bernard Kouchner et, en dernier lieu, le retrait de M. Alain Bombard.

GUY PORTE

L'affaire d'« espionnage politique » de Marseille

## M. Claude Bertrand quitte son poste de directeur du cabinet de M. Gaudin

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Claude Bertrand, directeur du cabinet de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui avait été inculpé, les 18 décembre et 31 janvier, de complicité d'escroquerie et de complicité d'infraction à la loi informatique et libertés dans l'affaire d'« espionnage politique » de Marseille, a démissionné de ses fonctions, mardi 11 février.

Dans une conférence de presse, il a déclaré qu'il ne voulait plus être « un otage par lequel on porte atteinte à [ses] amis ». « Je savais, a-t-il expliqué, que la

campagne régionale serait une campagne difficile, violente, sordide. La seule défense de M. Tapie et du pouvoir à la dérive qui le soutient sera de faire grasser cette affaire pour que l'opinion publique reçoive le message « tous pourris ». Tapie ne peut plus gagner dans les urnes. Sa seule chance est que le Front national soit devant nous afin de pouvoir manipuler l'élection du président par les cent vingt-trois membres de l'assemblée régionale. (...) C'est un combat de vaillant avec des méthodes indignes de la démocratie. (...) Cette affaire prend toutes les allures d'un montage politique. »

M. Claude Bertrand a indiqué que M. Jean-Claude Gaudin, après avoir refusé à deux reprises

sa démission, avait reconnu « le bien-fondé de [sa] démarche ».

## « Machination bien orchestrée »

De son côté, M. Gaudin a rendu hommage aux « qualités d'honnêteté et d'intégrité » de son collaborateur. « Face à une machination politico-judiciaire bien orchestrée par le pouvoir socialiste et relayée par Tapie, a-t-il ajouté dans un communiqué, il a le droit de se défendre et il pourra, ainsi, mieux le faire. » M. Bertrand devait être entendu mercredi par M. Jean-Pierre Murciano, juge d'instruction à Grasse.

G. P.

## Cavalcade carnavalesque en Guyane

La situation en Guyane est aujourd'hui carnavalesque. Au sens propre : la vie quotidienne des Guyanais est rythmée, jusqu'au mercredi des Cendres, le 4 mars, par les frusques de « Vaval » - le Roi Carnaval - d'autant plus échevelées, cette année, que ce rendez-vous est placé sous les auspices de la découverte des Amériques par Christophe Colomb. Au sens figuré : la préparation des élections régionales donne lieu à une cavalcade effrénée dans laquelle les principaux partis politiques se retrouvent déjà ballottés dans tous les sens.

CAYENNE

de notre correspondant

On ne compte pas moins de onze listes en présence pour les élections régionales en Guyane. Première force locale, le Parti socialiste guyanais (PSG) n'en finit pas de se déchirer. En novembre, les délégués de sa base militante se sont insurgés contre le cumul des responsabilités en refusant à M. Elie Castor, maire de Sinnamary, député apparenté socialiste et président du conseil général, le droit de former une liste à sa guise.

Mis en minorité, M. Castor se retrouve marginalisé parmi les siens, et c'est le secrétaire général du PSG, M. Antoine Karam, qui conduit la campagne du parti en préconisant l'institution d'une assemblée unique et un régime d'autonomie incluant l'octroi au département de nouvelles compétences en matière d'éducation, de santé, de transports, d'immigra-

tion et d'habitat afin de préparer l'avènement d'un Etat guyanais.

Sa liste est directement concurrencée par celle de M. Georges Orthily, président du conseil régional sortant, qui est à couteaux tirés avec le PSG depuis qu'il en a été exclu en 1990 avant de devenir sénateur, et qui s'emploie à rassembler, autour d'une nouvelle formation, le mouvement des Forces démocratiques de Guyane (FDG), lancé en décembre dernier, non seulement les autres ex-PSG mais, au-delà des clivages politiques, « tous les démocrates ».

Il bénéficie déjà du soutien de l'Action démocratique guyanaise, née en 1986 sous la houlette de M. André Lecante, ex-PSG, et de l'autre député guyanais, M. Léon Bertrand, maire de Saint-Laurent-du-Maroni, ex-RPR.

## Les choux gras du Front national

Les autres socialistes du département, ceux qui se réclament du PS métropolitain, ne vivent pas plus tranquillement. Ils sont eux aussi, divisés. Le maire de Matoury, M. Jean-Pierre Roumillac, fondateur de l'Union socialiste-démocrate (USD), seul élu de la fédération socialiste guyanaise, devait conduire la liste du PS, mais il vient de se rétracter en affirmant que le premier secrétaire de cette fédération n'avait pas accepté sa « volonté d'ouverture relative à l'union de toutes les forces démocratiques » et en indiquant que, dans ces conditions, il serait cavalier à la tête d'une liste de l'USD.

C'est le directeur des opérations de lancement du centre spatial de Kourou, M. Pierre Rivardière,

qui se dévouerait pour diriger la liste du PS.

Les uns et les autres devront compter avec deux listes d'extrême gauche indépendantes annoncées par le Parti national populaire guyanais (PNPG) et par le nouveau Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES), créé par de jeunes militants de l'Union des travailleurs guyanais (UTG) autour du journal Roi Kozé (« L'autre façon de s'exprimer »).

Le RPR, ici, ne se porte pas mieux que le PS. La liste de son secrétaire départemental, M. Roland Ho Wen Sze, conseiller régional sortant, aura pour rivales celle que veut former son prédécesseur, M. Paulin Bruné, lui aussi conseiller régional, fondateur du RPG (Rassemblement pour la Guyane), mais aussi celle du Mouvement des démocrates guyanais (MDG), constituée par M<sup>me</sup> Sarah Icaré, ex-RPR. Tandis que l'UDF fait cause commune avec l'Union de la défense de la Guyane (UDG), présidée par M. Elie Chow-Chine, conseiller municipal de Cayenne, un médecin appuyé par une douzaine d'autres médecins.

Ce feu d'artifice politique fait naturellement les choux gras du Front national, qui mène campagne, sous la direction de son secrétaire départemental, M. Jean-François Fanchentein, contre tous les autres au nom de la préférence nationale. « Surtout, dit-il, en faveur des autochtones, Amérindiens et Aloukous, descendants des esclaves africains ».

EDMOND FRÉDÉRIC

La campagne de M. Juppé à Paris

## « Un seul tour, une seule bonne liste »

Il faut avoir de l'estomac pour faire une campagne électorale auprès des commerçants. M. Alain Juppé, tête de la liste de l'Union de l'opposition nationale RPR-UDF dans la capitale, en a fait l'expérience, mardi 11 février, dans le premier arrondissement. Une vraie tournée au canon... au sens limonadier des termes. Cela a commencé dans la rue du marché Saint-Monod. Piloté par M. Michel Calsaguet, maire (RPR) de l'arrondissement, l'ancien ministre n'avait rien à craindre du marchand de tabac, de la boutique de stylos ou de l'agence immobilière. « Rien que de vous voir là, on sait qu'il y a des élections », lui a glissé avec malice le dame du magasin « Sois sage », spécialisée dans les sous-vêtements féminins. M. Juppé n'a même pas eu besoin de lui asséner la phrase qui était au centre de cette virée commerciale : « Le 22 mars, un seul tour, un seul jour, une seule bonne liste. » Message reçu cinq sur cinq.

Après un mot aimable à la marchande de quatre saisons, M. Juppé est entré dans le premier bistrot. Le patron, un ancien des services d'ordre gaullistes, avait quelques doléances en rapport avec les tonneaux que son

voisin « gare » sur le trottoir. Chez le concurrent, il a bien fallu céder à la tournée de brouilly. Bref passage chez les blanchisseuses de Lozère inquiètes pour le renouvellement de leur bail et poignée de mains à la secrétaire générale de l'Association du carcé des Halles inquiète pour l'avenir du quartier. Pour ne pas mollir, « Adrienne », figure gastronomique des lieux, a aligné les coupes de champagne sur le comptoir de son minuscule établissement. « On viendra fêter la victoire chez Adrienne ! », a lancé M. Juppé.

Chez Jojo, il était impossible de désigner le sancerre. Et à « La Tour Montparnasse », il aurait été grossier de s'offrir la rangée de coupes - champagne encore ! - qui égayaient le zinc. Pour ne pas être en reste, le restaurant d'en face avait mis les petits verres dans les grandes. Toujours digne, le secrétaire général du RPR a déclaré : « Le parti unique est pour bientôt... » Le maire, M. Calsaguet, a ajouté : « Au grand soulagement des élus UDF de l'arrondissement » Rideo. Direction l'Assemblée pour la censure.

OLIVIER BIFFAUD

## M. Soulier (PR) conduira sa propre liste dans le Rhône

M. André Soulier, membre du bureau politique du Parti républicain, a annoncé, mercredi 12 février, à Lyon, qu'il conduira une liste aux élections régionales dans le Rhône. Conseiller régional sortant, il avait été écarté de celle présentée par M. Charles Millon (PR).

LYON

de notre bureau régional

Exclu de la liste RPR-UDF-Nouvelle démocratie, difficilement concouru sous l'autorité de M. Millon, M. Soulier reproche au président sortant du conseil régional de « s'être perdu dans des manœuvres de clan ». Surtout il constate qu'avec son éviction aucun élu lyonnais de l'UDF ne siègera désormais au conseil régional. « Le grand vainqueur de cette liste, c'est Michel Noir », explique-t-il : depuis les élections municipales de 1989 et la victoire de M. Noir sur l'équipe sortante UDF, les relations entre les deux hommes sont plutôt tendues.

Après une période de silence, consacrée à son cabinet d'avocat, l'ancien premier adjoint de la ville de Lyon a, à plusieurs reprises, interpellé publiquement

le nouveau maire sur des dossiers sensibles. A l'évidence il se partage pas les manières de M. Noir dans la conduite des affaires municipales.

Tenu à l'écart de la bataille régionale, M. Soulier regrette de voir définitivement compromis un éventuel retour électoral sur la scène lyonnaise, en 1995 par exemple. Même s'il s'en défend, répétant qu'à cinquante-huit ans « il y a plein de choses qui passent avant la politique ». Lui qui fut membre du PS jusqu'en 1973, suppléant de M. Gilbert Mitterrand lors d'une législative malheureuse dans le Beaujolais, a subi, depuis son passage à droite, plus de revers, venus souvent de son propre camp, que de succès.

Cet accroche à l'Union de l'opposition dans le Rhône porte certes ombrage à l'exécutif du conseil régional sortant. Mais plusieurs de ses responsables admettent, en privé, que deux listes auraient certainement permis de mieux capter l'électorat. Or, M. Soulier, qui fera connaître plus tard les noms de ses colistiers, a choisi, comme premier thème de campagne, d'en appeler aux abstentionnistes et à « tous ceux qui voteraient avec désignation ».

BRUNO CAUSSE

## L'opposition se divise dans l'Allier

MOULINS

de notre correspondant

La constitution des listes de la majorité UDF-RPR de la région Auvergne, que préside M. Valéry Giscard d'Estaing (UDF), provoque des dissensions dans le département de l'Allier. Deux vice-présidents du conseil général, MM. Jean Provost, bariste, et Bernard Le Provost, qui avait quitté le RPR il y a quelques semaines, ont annoncé leur intention de constituer une liste. M. Gravier, qui avait déjà tenté, lors du scrutin de 1986, d'être candidat, dénonce « l'hégémonie du président de la région et les choix imposés par les états-majors parisiens en dépit de toute réalité locale ».

Les responsables du RPR de la circonscription de Montluçon ont donné leur démission pour protester contre la composition de la liste UDF-RPR. « Les adhérents et responsables RPR de Montluçon sont en profond désaccord avec cette liste et ils s'assistent depuis par l'alternance illusoire entre l'UDF et le RPR, explique la présidente départementale, M<sup>me</sup> Josette Coursolle. Nous voulons bien respecter les accords nationaux, mais à condition qu'ils soient affichés clai-

ment. » Le RPR, qui avait trois élus sur les six de la liste sortante, ne compte plus que deux candidats en position éligible.

Pour M. Edmond Maupou (UDF-radical), qui conduit la liste incriminée, « les choix se sont effectués à partir des sortants et d'un équilibre géographique ». Cette version n'a pas convaincu M. Hector Rolland. L'ancien député RPR, ancien maire de Moulin, a présenté, voilà quelques semaines, une liste composée de « socioprofessionnels ». A plus de quatre-vingts ans, M. Rolland rompt avec une retraite politique prise en 1989 et choisit comme cible tant M. Giscard d'Estaing que M. Jean Chuzet, sénateur (Un. centr.), président du conseil général.

Dans le Puy-de-Dôme, la composition de la liste présentée le 6 février par M. Giscard d'Estaing, qui en a pris la tête, a suscité aussi quelques grincements de dents. Un conseiller régional RPR sortant non reconduit, M. Henri Modet, ancien secrétaire départemental de RPR de 1978 à 1987, a donné sa démission du RPR, dans lequel « il ne se reconnaît plus ».

JEAN-YVES VIF

M<sup>re</sup> Cresson

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...

Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission... Le Sénat... d'une commission...



# POLITIQUE

La session extraordinaire du Parlement

## Mme Cresson reproche à l'opposition d'« abaisser la France »

Epilogue parlementaire de l'affaire Habache, la motion de censure déposée par l'opposition UDF-RPR-UDC à l'Assemblée nationale, au titre de l'article 49 alinéa 2 de la Constitution, n'a pas atteint, mardi 11 février, la majorité requise des 289 voix. L'opposition a recueilli 261 voix, soit légèrement moins que les 264 voix qu'elle avait engrangées lors des deux débats de censure de la dernière session d'automne. A l'issue du débat, que les députés communistes ont boycotté, Mme Edith Cresson a reproché à l'opposition d'« abaisser l'économie » et d'« abaisser la France » en « caricaturant » la politique du gouvernement.

Désormais, c'est du tac au tac. Le premier ministre répliquera sans état d'âme à l'opposition en retournant comme un gant ses réquisitoires. Mme Cresson a donné un aperçu de ce nouveau registre, mardi 11 février, en accusant l'opposition de compromettre l'avenir de la France par la façon dont elle « car-

icature » la politique du gouvernement. L'autorité de l'Etat serait-elle ruinée ? « Quelle caricature ! » a-t-elle rétorqué. (...) Le devoir de critiquer son adversaire n'implique pas le droit de dénigrer son pays. Ceux qui affublent l'Etat, c'est vous. La situation économique se dégrade-t-elle ? « Quelle caricature ! La vérité, c'est que vous entretenez la morosité. Lorsque vous soulignez des dérives imaginaires, vous affaiblissez notre économie. Comment voulez-vous que nos ménages achètent, que nos chefs d'entreprise investissent, que nos exportateurs gagnent des marchés avec une telle caricature ? » La France serait-elle déconsidérée sur la scène internationale ? « En caricaturant la politique étrangère, s'est-elle indignée, c'est la France que vous abaissez : oh est l'esprit civique ? » L'avenir que je veux pour mon pays « de bâtisseurs et non de démolisseurs », a lancé Mme Cresson, que de sa contre-attaque : l'irresponsabilité coupable de ses adversaires.

Autre nouveauté de son discours, Mme Cresson a enclenché le compte à rebours pré-électoral en multipliant la référence aux « quatre cents jours ». Faisant allusion à la reprise économique attendue, elle a prononcé : « D'ici quatre cents jours, la

morosité aura cessé enfin, et les Français auront vu le jour ». Evénement la panoplie de mesures récemment prises en matière de décentralisation, de formation professionnelle ou de politique industrielle, elle a souligné l'effort de pédagogie à réaliser : « Nous disposons de quatre cents jours pour l'expliquer aux Français ». Enfin, elle a réaffirmé, après l'avoir annoncé vendredi 7 février, que le gouvernement mettrait en œuvre « dans les quatre cents jours qui viennent » une « réforme importante » de l'urbanisme commercial visant à « supprimer l'opacité et le caractère trop discrétionnaire des pratiques actuelles » car « le développement des grandes surfaces a besoin d'être encadré ». En balisant ainsi le calendrier, Mme Cresson veut prouver qu'elle conserve la maîtrise des initiatives tout en fournissant des échéances précises et des thèmes de combat aux militants socialistes.

### M. Jean Auroux : la défense du bilan

Ces thèmes de combat, M. Jean Auroux (Loire), président du groupe PS, a rappelé qu'ils seraient centrés autour de la défense du bilan de dix années de réformes socialistes. La consigne est désormais de revendi-

quer haut et fort l'œuvre législative accomplie depuis 1981. « C'est notre fierté de socialistes, de radical de gauche et d'appartenance de la majorité présidentielle », s'est-il exalté. D'avoir, auprès de François Mitterrand, voté des lois de liberté, de solidarité et de modernisation économique et sociale. Rendant hommage à Mme Cresson, « premier ministre courageux et déterminé », M. Auroux a expliqué que ce débat de censure ne portait pas tant sur l'affaire Habache que sur l'avenir de ces réformes : « Ce que tente aujourd'hui une opposition minoritaire et divisée, c'est de censurer tous nos acquis sociaux depuis dix ans, c'est de censurer la place, le rôle et la légitimité de l'Etat et de la fonction publique dans la nation, c'est de censurer la poursuite des réformes de progrès que nous avons relancées depuis 1988. »

Sans illusion sur l'issue du débat, l'opposition avait néanmoins dépeché dans l'hémicycle, hormis le suave M. Pierre Méhaignerie (Ille-et-Vilaine), président du groupe UDC, des orateurs réputés pour être des « cogneurs », tels MM. André Santini (UDF, Hauts-de-Seine) et Franck Borotra (RPR, Yvelines). Le premier n'a effectivement pas fait dans la dentelle en comparant la « France paralysée et rétrograde » à « l'Albanie » et en dénonçant un Etat qui « part

en lambeaux ». Mais il a surtout ironisé sur « l'Etat du roi » se substituant à « l'Etat de droit » : « Il y a d'un côté le pouvoir, exercé par une bande de copains - le gouvernement - tu vas bien - et de l'autre, la responsabilité assumée par les hauts fonctionnaires de la République des directeurs », chacun travaillant et décidant de son côté. C'est « l'Etat symphonie » en quelque sorte. Tout à ses bons mots, M. Santini fut en revanche moins heureux quant il voulut manier la métaphore médicale : « Nous débattons d'une non-censure face à un non-gouvernement, une équipe sous perfusion, je n'ai pas eu droit sous transfusion, évitons un scandale médical : débarrassez-vous la ruée Delors. »

responsabilité du gouvernement ». Puis à la fin de son allocution, ce paternel vice-président de l'Assemblée, aussi bonhomme sur le perchoir qu'orthodoxe dans les traverses et jovial dans les coulisses, a laissé tout le monde interdit en brandissant à la tribune son poing fermé et en scandant : « La rose aux travailleurs, c'est nous qui la proposons, le poing au capital, c'est nous qui le brandissons. » Puis il a quitté sagement la tribune, sans chanter l'Internationale.

FRÉDÉRIC BOBIN

### L'analyse du scrutin

La motion de censure déposée par les groupes de l'UDF, du RPR et de l'UDC a recueilli 261 voix, la majorité requise étant de 289 voix. Ont voté pour :

- 121 RPR sur 127. N'ont pas voté : MM. Jacques Baumel (Hauts-de-Seine), Pierre de Bénouville (Paris), Christian Cabal (Loire), Xavier Deniau (Loiret), Jean-Louis Masson (Moselle), M<sup>me</sup> Suzanne Sauvaigo (Alpes-Maritimes) (1) ;
- 90 UDF sur 90 ;
- 39 UDC sur 39 ;
- 11 non-inscrits sur 23 : MM. Léon Bertrand (Guyenne), Jean-Michel Dubernard (Rhône), Jean-Jacques Jégou (Val-de-Marne), Auguste Legros (la Réunion), Michel Noir (Rhône), Jean-Pierre Peretti della Rocca (Bouches-du-Rhône), Jean Royer (Indre-et-Loire), Maurice Sergheraert (Nord), Christian Spiller (Vosges), M<sup>me</sup> Marie-France Stirbois (Eure-et-Loir), M. André Thien Ah Koon (la Réunion).

Soul M. Peretti della Rocca s'est ajouté à la liste des non-inscrits qui avaient voté la censure, le 13 novembre 1991, lors de l'examen d'une motion de censure déposée par l'opposition en réponse à l'engagement de responsabilité du gouvernement sur le projet de loi finances 1992.

(1) M. Christian Cabal (Loire), qui détenait la procuration du vote de M. Jean-Louis Masson (Moselle), a raté l'avion qui devait le conduire à Paris. M. Jacques Baumel (Hauts-de-Seine), mandaté par M<sup>me</sup> Suzanne Sauvaigo (Alpes-Maritimes), est arrivé trop tard au Palais Bourbon.

## Le Sénat ne renonce pas à l'idée d'une commission d'enquête sur l'affaire Habache

Après le refus du gouvernement de modifier l'ordre du jour de la session extraordinaire du Parlement, la majorité sénatoriale a confirmé son intention, mardi 11 février, de créer une commission d'enquête sur les conditions de l'accueil en France de M. Georges Habache, dès l'ouverture de la session ordinaire de printemps, le 2 avril.

Au mouvement de mauvaise humeur exprimé, la semaine passée, par la majorité du Sénat, le gouvernement a répondu, mardi 11 février, par la boudoirie. Les sénateurs n'avaient pas voulu débattre, vendredi dernier, de la déclaration de politique générale du gouvernement et, tirant profit du dépôt d'une motion de censure par l'extrême gauche de l'Assemblée nationale - qui avait pour conséquence de prolonger automatiquement la session extraordinaire du Parlement (le Monde daté 9-10 février) -, ils avaient fait demander, par l'entremise de M. Alain Fohes, président du Sénat, une modification de l'ordre du jour, afin de pouvoir constituer une commission d'enquête sur l'affaire Habache.

Le premier ministre, M<sup>me</sup> Edith

Cresson, leur a répondu sur le mode du mépris en rappelant simplement ce qu'aucun d'entre eux ne pouvait ignorer, à savoir que « le Parlement a été convoqué par M. le président de la République sur un ordre du jour qui comprend une déclaration de politique générale suivie d'un débat ». Point final : il n'y avait pas à sortir de là. Bon gré mal gré, le Sénat ne pourra donc créer sa commission d'enquête qu'à l'ouverture de la session ordinaire de printemps, après les élections régionales et cantonales, quand, selon toute vraisemblance, beaucoup d'eau aura passé sous les ponts.

En attendant, les sénateurs ont donc dû s'exécuter, en répondant avec quatre jours de retard, et au rythme d'un quart d'heure par groupe, au discours du premier ministre. Le président du groupe RPR, M. Charles Pasqua (Hauts-de-Seine), ne s'est cependant pas privé d'ironiser sur la convocation subite du Parlement, dont le seul but était, selon lui, de « sortir le gouvernement d'un mauvais pas ». « S'il n'y a pas d'affaire Habache, il y a bien une affaire Rocard », a ajouté l'ancien ministre. Nous sommes réunis d'urgence pour jouer les figurants d'un psychodrame qui se déroule ailleurs, entre le président de la République et son ancien premier ministre. Le Parlement tout entier est convoqué pour

régler une affaire que le bureau exécutif du Parti socialiste n'est plus à même de trancher.

### « De cafouillages en tripotillages »

Le président du groupe de l'Union centriste, M. Daniel Hoeffel (Bas-Rhin), a préféré revivre sur l'émotion causée par l'arrivée imprévue de M. Habache : « Est-il exact que la France accueille, à des fins humanitaires, régulièrement depuis dix ans, des terroristes aussi dangereux qu'A-bou Nidal ? Avons-nous négocié ainsi avec certains mouvements terroristes ? » a-t-il demandé (1). M<sup>me</sup> Hélène Luc (Val-de-Marne), au nom du groupe communiste, a jugé que « ce qui, en d'autres circonstances, n'aurait été qu'une péripétie a pu s'enfler [...] par un discrédit dû à une décennie de promesses et d'engagements non tenus ». « Les socialistes au pouvoir ont prouvé qu'ils n'étaient pas les meilleurs. De cafouillages en tripotillages et en complotages, ils deviennent les pires », a enchaîné M. Marcel Lucotte (Rég. et ind., Seine-et-Marne).

Dans le rôle d'avocat de la défense, M. Claude Etier (Paris), président du groupe socialiste, a expliqué, devant une assemblée réduite à moins de quarante sénateurs, que la manœuvre de retard-

ment de la majorité du Sénat ne serait pas entendue : « Si les Jeux olympiques d'Albertville leur laissent quelques instants pour la politique, les médias s'intéresseront [...] au fait que la motion de censure n'aura pas été votée. » Après avoir succédé au banc du gouvernement à M. Marcel Debarge, secrétaire d'Etat chargé du logement, le ministre des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, s'est alors contenté de répondre, en une phrase, que le gouvernement s'était déjà exprimé vendredi dernier. Histoire de mieux faire comprendre encore qu'il n'entendait plus céder aux « fantaisies » du Sénat.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) A l'Assemblée nationale, M. François-Michel Gonnat (UDF, Oise) a posé au premier ministre une question écrite allant dans le même sens : « Quelles personnalités palestiniennes ont été, ces dernières années, hospitalisées en France, à quelles dates, dans quels hôpitaux et pour quels types de traitement ? »

## Directeur de « National Hebdo » M. Gaucher est condamné pour diffamation envers M. Roseau

Dans un jugement rendu le 10 février, la dix-septième chambre correctionnelle du tribunal de Paris présidée par M. Claude Grellier a condamné, pour diffamation publique, M. Roland Gogouillot, dit Roland Gaucher, directeur de la publication de *National Hebdo*, à verser la somme de trente mille francs au titre de dommages et intérêts à M. Jacques Roseau, porte-parole du mouvement le Recours, association de rapatriés d'Afrique du Nord. M. Gaucher est, en outre, condamné à une amende de dix mille francs. Le tribunal a ordonné la publication du jugement dans deux journaux.

Les poursuites faisaient référence

à la publication d'une lettre anonyme par l'hebdomadaire d'extrême droite daté 29 août-4 septembre 1991, dans la rubrique du courrier des lecteurs, sous le titre « Les harkis spoliés ». M. Roseau y était notamment décrit comme un « rat pas trié », dirigeant une « association de rapatriés fantômes » ayant détourné, selon l'auteur, des fonds destinés aux harkis.

Dans son jugement, le tribunal a estimé que « cette lettre constituait une atteinte à l'honneur et à la réputation de M. Jacques Roseau, qui a consacré une partie de sa vie à la défense des rapatriés et des harkis ».

Corse dans l'instruction de certains dossiers de fraude fiscale et fait part de son intention d'obtenir de la Cour de cassation le dessaisissement des juges bastiais. Le syndicat « dénonce l'intervention d'un ministre auprès de l'autorité judiciaire au mépris des dispositions du code de procédure pénale ».

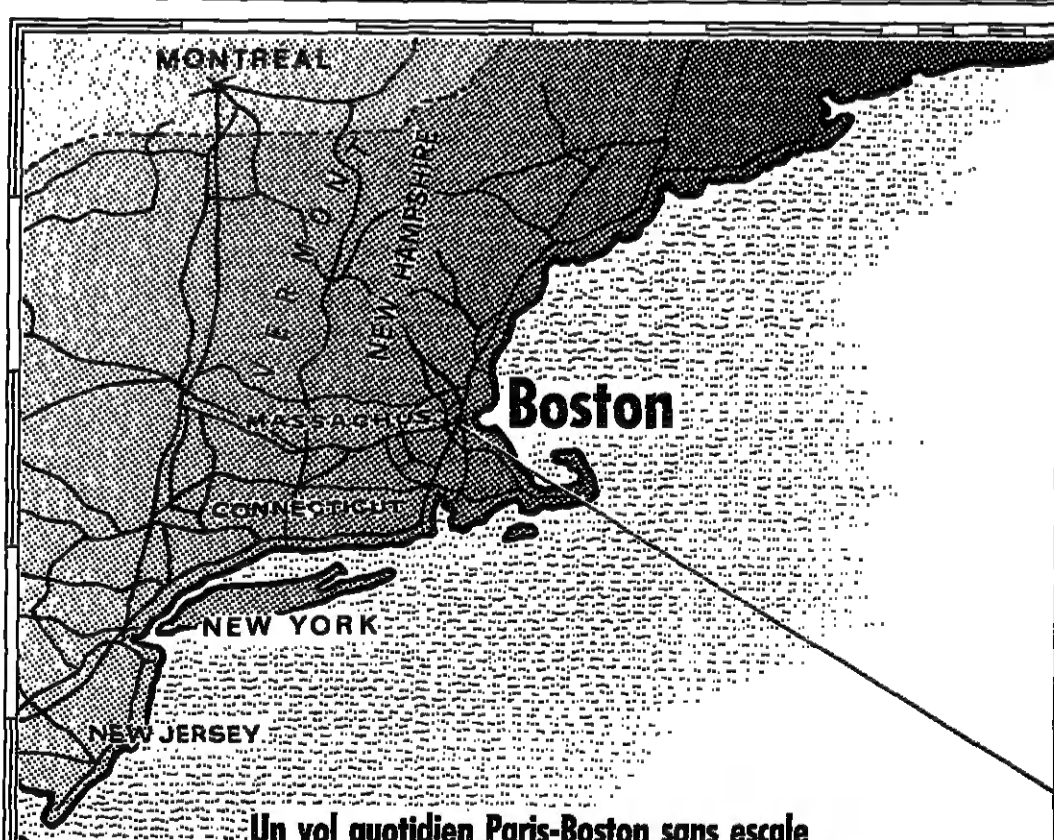
## Une précision de M. Bild, directeur du Front national de la jeunesse

A la suite de la publication, dans nos éditions du 12 février, d'un article intitulé « En Bretagne, rock néonazi », M. Martial Bild, directeur national du Front national de la jeunesse (FNJ), nous prie de donner la précision suivante :

M<sup>me</sup> Brigitte Maljak n'est plus adhérente du FNJ depuis plus de six mois, et cela pour raisons personnelles. Par conséquent, le Front national de la jeunesse ne peut être tenu pour responsable des activités associatives et professionnelles entreprises par cette personne depuis juillet 1991.

[Interrogé par le Monde avant la publication de l'article mis en cause par M. Bild, le Front national avait répondu que M<sup>me</sup> Maljak était bien adhérente de son organisation de jeunesse. Cette adhésion a pris fin, selon M. Bild, en « juillet 1991 » et c'est précisément le 15 juillet 1991, selon les informations que nous avons publiées, que M<sup>me</sup> Maljak est devenue présidente de l'association Belles européennes, spécialisée dans la production et la distribution de groupes de rock néonazi.]

Rectificatif. - Contrairement à ce que nous indiquions dans l'article « La guerre culturelle », de notre enquête consacrée aux vingt ans du Front national (Monde du 6 février), l'écrivain Régine Deforges n'a pas soutenu M. Jacques Chirac lors de l'élection présidentielle de 1988, mais faisait partie, comme en 1981, du comité de soutien de M. François Mitterrand.



### Un vol quotidien Paris-Boston sans escale

Départ Roissy CDG à 11h55 - arrivée Boston Logan à 13h35 - 1498 F<sup>°</sup> classe économique - 3780 F<sup>°</sup> classe affaires.

Northwest Airlines vous emmène sans escale de Paris jusqu'aux USA par Détroit ou Boston : des portes d'entrée qui évitent les dédales des grandes plaques routantes de New York ou Chicago. Dès votre arrivée, les Etats-Unis s'ouvrent à vous avec des correspondances immédiates pour 300 villes d'Amérique du Nord, y compris Hawaï et Alaska. Bref, avec Northwest Airlines, vous passez moins de temps dans les aéroports et plus en Floride ou en Californie.

\* Prix d'un billet A-E Paris-Boston : départ en février et retour au plus tard le 21 mars 1992. Applicable aux conditions d'application. Dans la limite des places disponibles. Sous réserve d'approbation gouvernementale. Contactez votre agence de voyage ou Northwest Airlines au (1) 42 86 92 00.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES







## SOCIÉTÉ

### La paix des étoiles

Suite de la première page

Cette perspective a fait dire à M. Joxe qu'il était entré dans la réflexion sur les propositions de la France face à de nouveaux développements stratégiques.

Le ministre de la défense, qui doit présenter au mois prochain son programme militaire à long terme, avait choisi de consacrer une partie de son discours à l'espace et au renseignement. C'est devenu un thème. Mais ce n'est pas la double priorité qu'il entend imprimer à l'effort de défense pour la décennie à venir. Avant les installations souterraines du NORAD - qui sont les yeux et les oreilles du continent nord-américain - M. Joxe était passé par Washington, où il a rencontré tous ceux qui comptent dans le monde clandestin des services de renseignement, puis par Boston, la ville du Lincoln Laboratory et du Massachusetts Institute of Technology (MIT) qui secrètent la recherche la plus pointue.

Aux Etats-Unis, les circonscriptions ont profité au ministre français, tombé en pleine actualité. D'une part, M. George Bush vient de proposer une augmentation de 31 % sur le précédent - en faveur du programme SDI de bouclier spatial anti-missiles. De l'autre, le Congrès a mis sur la place publique un projet de réorganisation complète des services de renseignement, qui vise à créer une nouvelle structure de maîtres espions à même temps qu'il cherche à rationaliser l'usage de l'intelligence, un ordre dispersé.

Sur ces entretiens, les responsables de la fameuse CIA, la plus discrète DIA (Defense Intelligence Agency) ou de la puissante NSA (National Security Agency), qui forment une communauté de 100 000 spécialistes, M. Joxe, qui a le goût du développement, n'a rien dit. C'est

peine si les conseillers sont convenus en privé que les Etats-Unis reconstruisent, après la guerre du Vietnam, les limites du renseignement, des problèmes équivalents à ceux de la France : les services, quels qu'ils soient, ont grand besoin d'être « affûtés » - rendus plus efficaces - face à l'entrée en scène d'acteurs déconcertants sur la planète et d'être davantage coordonnés pour éviter les dysfonctionnements et leur rivalité.

Une même solution s'imposait donc aux deux pays. Outre-Atlantique, l'idée se répand qu'il faudra sans doute instaurer un directeur national de l'intelligence, appelé à galvaniser et régenter une collectivité du renseignement plus centralisée. En France, M. Joxe, qui s'est passionné pour ces questions, préconise, au sein de son ministère, la constitution d'une direction du renseignement militaire dans le courant du printemps prochain.

#### La foudre du ciel

En revanche, sur l'espace, le ministre de la Défense a été entouré de plus proches. Il est vrai que, en prise de fonction, il y a un an, M. Joxe a mesuré que son retard en ce domaine de la France - il par conséquent les Européens, qui la suivent plus qu'ils ne la précèdent - ne ferait que s'accroître par rapport aux ambitions américaines qu'il placerait tout le continent européen à remorque. Etats-Unis, qui ont, de l'évidence, passé à vitesse supérieure leur programme SDI.

Enterrés sous les monts Cheyenne, à Colorado Springs, dans des bâtiments à air conditionné et montés à d'immenses dépenses pour amortir les coûts telluriques, face à leurs collègues à leurs puissants ordinateurs, 1 500 techniciens du

NORAD relaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour le ciel nord-américain. Ils y détectent les intrus, depuis le bombardier jusqu'au missile intercontinental, en passant par le satellite (dont ils recensent chacune des trajectoires) par l'aviation d'acrobatie bourrée de drogue qui fraye un chemin au travers des frontières du Mexique. Demain, à l'horizon 2000, d'autres techniciens pourront déclencher la foudre, depuis le sol, la surface de la mer, l'espace, contre des missiles et des satellites lancés de n'importe quel point lointain jugé agressif.

A Colorado Springs, dans les laboratoires américains que M. Joxe a eu l'occasion de visiter, se prépare la « guerre » ou la « paix » des étoiles, et on verra baptiser le projet SDI.

Dans un premier temps, M. Joxe l'a annoncé en janvier 1991, des satellites de surveillance accouplés à des missiles surface-air, au sol ou en mer, devraient écarteler les « curieux » qui voudraient s'approcher sans autorisation des Etats-Unis ou de certains alliés. C'est le programme GPALS (Global Protection Against Limited Strikes) prêt à fonctionner après 1996 contre le tir de quelque deux missiles adverses. Plus tard, après le fin de siècle, le projet prendra une autre ampleur. Ce sera le programme Brilliant Pebbles (« cailloux fuyants »), qui doit aboutir à dissuader, à côté du système GPALS, moins d'un million de petits intercepteurs dans l'espace permanent, des missiles offensifs de plusieurs centaines de kilomètres de portée. Coût total : l'opération : 46 milliards de dollars (valeur 1991), étalés sur environ quatorze ans.

#### Eradiquer l'influence nucléaire

L'ambition de M. Ronald Reagan, en mars 1983, de lancer les Etats-Unis dans la course à un bouclier spatial antimissile, antisatellite, plus ou moins étanche, prend corps. Et, avec elle, une profession de foi quasi

messianique de l'ancien président d'être celui qui aura réussi à éradiquer à jamais la guerre nucléaire de la planète.

Car le projet SDI, revu et corrigé l'an dernier par M. Bush, continue de s'imprégner de cette vision du monde. Les « cailloux fuyants » distingueront-ils la provenance des missiles ? En d'autres termes, les Américains ne sont-ils pas en train de donner les moyens d'arrêter en plein élan les missiles adverses, mais aussi les missiles alliés lorsqu'une menace de conflit dans le monde contraindrait les intérêts de Washington ? En la Terre d'une bulle protectrice dont ils seraient les seuls à détenir les clés, les Américains ne prennent-ils pas la tête d'une nouvelle alliance hégémonique ? Autant de questions que les conseillers de M. Joxe se sont posées, en entendant les exposés des experts américains.

Les Russes aussi, qui imaginent qu'un tel bouclier spatial gèrerait à être conçu en coopération internationale. C'est donc une question qui portera à la « médiation » du ministre français de la Défense, selon l'expression d'un membre de la délégation.

En participant à même effort, la France ne change-t-elle pas de stratégie en troquant la dissuasion nucléaire contre la dissuasion spatiale, au risque de contribuer, aux côtés des Etats-Unis, en accord avec des Européens, à un programme parallèle, à relancer une course aux armements dans l'espace ? En refusant d'entrer dans la logique américaine, la France ne s'empêche-t-elle pas de jouer dans la « cour des grands » à l'horizon 2000 et ne condamne-t-elle pas son arsenal nucléaire au déclin par manque de crédibilité ?

Depuis 1984, les industriels français de l'armement ont reçu pour moins de 20 millions de dollars de contrats des responsables du SDI. C'est peu. C'est l'aune de l'intérêt que, jusqu'ici, le gouvernement avait porté à ce programme auquel Washington se veut attaché et qui révolutionnera la défense.

JACQUES ISNARD

## JUSTICE

L'enquête sur l'attentat du DC-10 d'UTA

### M. Jean-Louis Brugnière se rend au Canada

M. Jean-Louis Brugnière, juge d'instruction parisien chargé de l'enquête sur l'attentat du DC-10 d'UTA, qui avait 170 morts, le 19 septembre 1989, est parti, mardi 12 février, pour le Canada, où il devait entendre le témoin. Les policiers qui devaient rendre à Brazzaville, au Congo, afin d'élucider le mystère de la disparition de M. Bernard Yanga, le principal témoin à charge contre la Libye, sont donc partis seuls.

Arrêté par la police congolaise peu après l'attentat, en 1989, M. Yanga avait avoué, mais se rétracta, que le chargé d'affaires

libyen à Brazzaville, M. Abdallah Elazragh, lui avait remis le départ d'un explosif sous forme de colis qu'il avait transmis à un passager (le Monde du 7 février). Selon la police congolaise, M. Bernard Yanga se serait échappé, le 11 janvier, du camp de police où il était détenu au Congo. Le directeur général de la police, le colonel Etienne Goma, avait alors précisé que M. Yanga, qui était en garde à vue à titre de « témoin important », n'avait jamais fait l'objet ni d'une détention préventive ni d'une inculpation.

#### EN BREF

La préfecture de l'Allier a été condamnée pour « voie de fait » par la cour d'appel de Riom (Puy-de-Dôme) à l'annuler l'ordonnance de référé du tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand qui avait condamné pour « voie de fait » la préfecture de l'Allier, pour avoir embauché la force M. Dia M'Bake, un Sénégalais, pour des papiers, qu'il ait pu exercer des pouvoirs qui lui appartenaient. Les magistrats ont déclaré incompétents pour trancher sur l'illégalité la décision d'embaucher M. Dia M'Bake, le Sénégalais, où il se trouvait, selon lui, en danger.

Le nombre de la population carcérale au mois de janvier. - Le nombre de personnes détenues dans les prisons françaises (métropole et DOM confondus) a augmenté de 3,18 % au cours du mois de janvier : 51 714 personnes étaient incarcérées au 1<sup>er</sup> février 1992, 50 122 un mois auparavant. Au 1<sup>er</sup> février, la population comptait 21 474 prévenus contre 20 472

au 1<sup>er</sup> janvier (en 1991, d'une première comparution à d'un jugement définitif) et 30 condamnés contre 29 650 un mois auparavant.

M. François Vignancour élu président de la conférence des préfets de l'Allier, pour avoir embauché la force M. Dia M'Bake, un Sénégalais, pour des papiers, qu'il ait pu exercer des pouvoirs qui lui appartenaient. Les magistrats ont déclaré incompétents pour trancher sur l'illégalité la décision d'embaucher M. Dia M'Bake, le Sénégalais, où il se trouvait, selon lui, en danger.

[Né le 13 septembre 1939 à Clermont-Ferrand, M. Vignancour, qui a obtenu le premier prix de droit civil à la faculté de droit de Paris, en 1960, est licencié en droit, diplômé d'études supérieures de doctorat en droit privé, diplômé de droit comparé de la faculté internationale de droit comparé de Luxembourg. Avant d'être directeur de la conférence des préfets de l'Allier, M. Vignancour, qui est devenu en 1981 bâtonnier de l'ordre, est membre du bureau de la conférence des bâtonniers de France depuis 1985.]

Conformément au Bulletin Officiel de l'Éducation Nationale n°45 du 19 décembre 1991 intitulé

"CALENDRIER DES CONCOURS D'ENTRÉE AUX GRANDES ÉCOLES ANNÉE 92"

Les épreuves écrites du concours d'entrée de l'



DIPLÔME RECONNU PAR L'ÉTAT

se dérouleront le 10 juin 1992 à :

PARIS :	Lycée Chaptal - ENC (Béssières) - EDC
BORDEAUX :	Lycée Sainte Marie Grand Lebrun
LILLE :	Lycée Saint Paul
LYON :	Cours Pascal
NICE :	Lycée Beau Site
RENNES :	Lycée Saint Vincent Providence
STRASBOURG :	Lycée Kléber
TOULOUSE :	CP HEC - CCI Toulouse

Dépôt des dossiers le 20 mars 1992

Niveau d'études requis : Prépa HEC et 1er Cycle Universitaire

EDC LA DÉFENSE  
La Grande École de l'Entreprise  
70, Galerie Des Damiens - La Défense 1 - 92400 COURBEVOIE

Tél : 47.73.63.41.

Établissement d'Enseignement Supérieur Privé Reconnu par l'État.











**Une ville  
un style  
de ville**

### ASSISTANT DE GESTION CONTRACTUEL 170 KF brut

formation supérieure (maîtrise Sciences Economiques, DESS de comptabilité ou équivalent) justifiez d'une expérience réussie dans le domaine financier, juridique, fiscal ou comptable.

compétence en gestion du secteur public ou privé vous permettra d'être généraliste et l'élaboration le suivi budgets communaux, l'aide à la décision la gestion associations.

vous savoir-faire pourra nous conseiller le conseil économique de la ville.

perspicacité, rigueur, aptitude à la communication sont indispensables pour réussir ce poste.

vous nous remercions de nous faire parvenir votre dossier de candidature (CV - lettre manuscrite - photo) à : Monsieur le Maire DRH - 17 rue du Docteur Leloir - 93370 VINCENNES CEDEX



AULNAY-SOUS-BOIS

Banque Nord Paris **Transports et Services**  
recherche Homme 30-35 ans

### E.S.C. Paris ou Province et/ou maîtrise de gestion.

Expérience consulting souhaitée pour contrôler gestion, animer budget et sein d'une équipe dynamique. Remunération motivante. Développement carrière possible.

Adresser lettre motivation manuscrite, CV et photo en précisant sur l'enveloppe la ref. 85320 à : BLEU Publicité 17, rue du Docteur Leloir - 93370 VINCENNES CEDEX qui transmettra

**ENTREPRISE SIDÉRURGIQUE**  
de la région Rhône-Alpes (5000 personnes),  
leader européen sur son marché, recherche

### UN CHEF DE SERVICE MAINTENANCE

en maintenance : travail en œuvre la transfert des pièces de maintenance à la fabrication ; améliorer les coûts d'utilisation ; maîtriser les coûts.

Le poste requiert un Ingénieur expérimenté capable d'animer une équipe importante.

Adresser lettre + CV à ROUX DEVYLDER & ASSOCIÉS

Chargé du recrutement  
14, rue du Pré-Pallard, 70000 ANNECY-LE-VIEUX

**VILLE DE  
PUTEAUX**  
recherche

### CHEF DU SERVICE COMMUNICATION

Bonne qualité rédactionnelle, diplômé et expérience exigées.  
Salaire net 110 000 + 13ème mois.

Adresser CV + photo au :  
Bureau du Personnel  
Mairie de Puteaux  
131, rue de la République  
92100 PUTEAUX

### FORMATION PROFESSIONNELLE

Si vous êtes vraiment décidé à parler anglais,  
commencez par traverser la Manche.



Brittany Ferries vous propose un forfait traversées maritimes et stage de langue à l'Anglo-Continental. 30 formules de cours spécifiques, de l'anglais courant à l'anglais commercial ou technique.

Alors, gardez plus votre langue dans votre poche!

Anglo Continental Brittany Ferries

Ecole le British Council le British Council

Pour recevoir une documentation gratuite

Anglo-Continental et Brittany Ferries, retourner ce bon à : Anglo-Continental/Brittany Ferries - 29688 Roscoff Cedex.

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code Postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Dossier de formation professionnelle Oui ☐ Non ☐

Société \_\_\_\_\_

### URGENT

Région de Nice

recherchons

pour diriger PME/PMI dans le domaine de la mécanique de précision :

### INGÉNIEUR

et Métiers

Avec expérience équivalent.

Bonnes relations dans le milieu donneurs d'ordres.

Rémunération à discuter : fixe + résultats.

Ecrire : M. PREAU, 34, rue de Melun, B.P. 2,

77541 SAVIGNY-LE-TEMPLE Cedex.

Pour Centre de recherche en matériaux de construction

### INGÉNIEUR GÉNIE CIVIL

INSA, ESTP, DEA, Universitaire 3<sup>e</sup> cycle.

Options : matériaux, acoustique, mécanique

fluides, formation complémentaire en informatique.

Expérience : 5 à 10 ans laboratoire de recherche,

éventuellement chantiers bâtiment.

ANIM : animation d'une équipe commissions

normalisation européenne (anglais nécessaire).

Lieu travail : proche banlieue

CV et prétentions :

CTTB, 17, rue Letellier, 75015 Paris

ÉPURES, L'AGENCE D'ÉTUDES DE LA RÉGION STÉPHANOISE,

recrute un chargé d'études pour participer à la tenue d'observatoires locaux et à la réalisation de plans ponctuels.

Le poste requiert une formation supérieure (minimum 4<sup>e</sup>), une bonne maîtrise de l'analyse statistique et de l'outil informatique, une grande capacité de rédaction, un sens humain et qualité de l'appritude à s'intégrer à l'équipe en place.

Une première expérience professionnelle de 2 à 3 ans sera appréciée.

La rémunération annuelle brute estimée au poste sera fonction de l'expérience, sans être toutefois inférieure à 140 000 F. Le poste doit être pourvu rapidement.

Les candidatures, sous forme d'une lettre manuscrite, accompagnée d'un CV, doivent être adressées à :

LE Directeur 46, r. de la Technologie, Parc du Technopole 43953 CHAMPI-ÉTIENNE CEDEX 9

AVANT LE 20 JANVIER 1992

Société de Gestion, implantée à Paris, filiale d'une importante Société de Bourse, recherche un

### EXCELLENT COMMERCIAL

ayant une première expérience réussie dans la distribution des produits financiers et des produits de diversification du patrimoine. Salaire fixe + intéressement résultats, très motivant pour un élément de valeur.

Envoyez lettre manuscrite + CV et prétentions

à : 8482 au Monde Publicité

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis

75001 Paris Cedex

### LE PACT DE LA VENDÉE

(personnes)

RECRUTE

### SON DIRECTEUR (H/F)

Solide expérience en gestion et des relations avec les élus, capacité de propositions innovantes et de l'ingénierie

Bonnes connaissances financières du logement, PLH, LHM.

Dynamisme, bonne capacité d'analyse et synthèse.

POSTE DISPONIBLE.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions au

PACT DE VENDÉE - 85 100

ARTIST LA ROCHE-SUR-YON CHARENTA

1er en France

avec 24 implantations

1er sur la façade méditerranéenne

avec 4 implantations

Florian MANTIONE, Marie-France BAGATTA,

Marie-Christine BEZZINA, Arlette GARCIA,

Nadia POIRIER et Robert PUJAT

seront heureux de vous accueillir

dans leurs nouveaux bureaux :

Le Mercure C, BP 86000, Z.I. d'Aix-les-Milles

13793 Aix-en-Provence Cedex 3

Tél. : (06) 42 48 83 Fax : (06) 42 60 02 26

Florian Manton Institut

Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

### BURSON-MARSTELLER

leader mondial du conseil en communication

recherche

### UN DIRECTEUR CONSEIL EN COMMUNICATION SANTÉ

Homme ou Femme

ayant une formation médicale ou une expérience au sein d'un laboratoire pharmaceutique ou au sein d'une agence conseil de cinq ans minimum.

Capable de jouer un rôle de conseil auprès des clients de développer des stratégies et programmes de communication.

Compétence rédactionnelle de haut niveau, connaissance de l'anglais parlé et écrit, expérience internationale sont requises.

Faire parvenir CV détaillé, photo et prétentions à :

SYLVIE TROUSSON

Burson-Marsteller

11, rue Paul-Baudry, 75006 Paris

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN MANAGEMENT  
DE NOTORIÉTÉ MONDIALE

### CONSULTANTS SENIORS

Notre société, multinationale, se distingue depuis 30 ans par la gestion du changement au travers de résultats tangibles et mesurables.

Cette spécialité nous permet d'acquiescer à la compétitivité et la rentabilité des entreprises.

Notre développement en France nous amène à rechercher des consultants seniors ayant 7 à 10 ans d'expérience dans le conseil.

Esprit d'analyse, expertise opérationnelle dans divers domaines, aptitude à communiquer au plus haut niveau sont essentielles.

De formation supérieure, la pratique courante de l'anglais est requise, la maîtrise active d'autres langues européennes est un atout.

Veuillez adresser votre curriculum vitae, joint en anglais à :

MICHAEL J. CLOSE

15, avenue Victor-Hugo

75116 PARIS

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

### IMPRIMERIE

RÉGION PARISIENNE OUEST

recherche

### COMPTABLE

ANALYTIQUE QUALIFIÉ

Connaissances comptabilité générale et Tableurs

EXCEL ou MULTIPLAN exigées.

Adresser : CV manuscrite et prétentions à :

Société S.F.E.R.

1, Square J.P.-Timbaud - 93100 MONTREUIL-S-BOIS

AMAVI

Société de programmation et de montage de projets urbains

Recrutement prochain (poste à fort potentiel) d'un

PROFESSIONNEL EXPÉRIMENTÉ DE L'AMÉNAGEMENT

EXIGENCES : - Expérience réussie du montage et de la gestion d'opérations d'aménagement complexes.

QUALITÉS REQUISES : - Créativité, - Motivation pour la qualité de l'urbanisme.

Entrée avec CV et prétentions à : AMAVI, 14, passage Dubail 75010

RECH. vendeuse qualifiée. Bonne présentation. Se présenter au 8, rue Sévastre, 75011 Paris. Demander Lionel.

MEUNIER - MELUN Agence d'Architectes et d'Urbanisme de 40 personnes. Recherche UN INSPECTEUR DE TRAVAUX pour le suivi, la gestion et la coordination de chantiers (PCI) en neuf et en réhabilitation en région parisienne. Le poste est basé à Meaux et à Paris.

Adresser votre candidature CV détaillé, joint et prétentions à : B.N. Architectes Urbains BP 77102 Meaux

CHERCHE DOCTEUR-COMPTABLE avec doctorat en comptabilité, bonne maîtrise financière. Entrée avec CV + photo et prétentions à : Le Monde Publicité 82100 SOULOGNE

Agence de presse

UNIVERSITÉ US

CHERCHE PROFESSEUR Temps partiel, pour l'enseignement à Paris. Nationalité US. Entrée avec réf. Env. à : Le Monde Publicité 15, rue de Paris, 82100 SOULOGNE.

Jeune JOURNALISTE Economie, bourse, vie des sociétés. Entrée sous n° 8451 Le Monde Publicité 15-17, rue Colonel P.-Avis 75001 Paris Cedex 15.

OFFICE NOTARIAL PARIS-11<sup>e</sup> RECHERCHE UN STANDARDISTE (débutants acceptés) LIEN IMMÉDIATEMENT

présentation

Devoir envoyé

Tel. pour R.V. : 7145-64.

CENTRE CHIRURGICAL Pierre Chazet Neuilly-sur-Seine

recherche

UNE INFIRMIÈRE D.E.

Tél. : 47-38-11-55

LE GRAND BLEU Centre Dramatique National Jeunes Publics de Lille

Administrateur (trice) Envoyer CV + photo et prétentions à : Monsieur Le Directeur Le Grand Bleu 36, avenue Fidi-Dampy 59000 Lille.

Collège privé recherche

SURVEILLANT plein temps. Tél. : 42-27-44-05. Expérience souhaitée.

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin de transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15 L.M.

مركز التوظيف







# LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
7 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES m², rez-de-ch.	1/3, place du Palais National CIGIMO - location	+ 1 238	18 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					
3 PIÈCES 72 m², rez-de-ch. sur jard., park.	91, rue de la Harpe SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 000	4 PIÈCES 121 m², 5 <sup>e</sup> étage	110, rue de la Harpe AGF - 44-86-45-45	+ 2 190	NEUILLY-SUR-SEINE		
6 PIÈCES m², 2 <sup>e</sup> étage	91, rue de la Harpe SAGGEL - 47-42-44-44	+ 2 000	5 PIÈCES 121 m², 2 <sup>e</sup> étage	110, rue de la Harpe AGF - 44-86-45-45	+ 2 190	14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04	12 500	+ 1 813
8 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 59 m², 3 <sup>e</sup> étage	110, rue de la Harpe AGF - 44-86-45-45	+ 1 000	19 <sup>e</sup> ARRONDISSEMENT					
			4 PIÈCES 82 m², 1 <sup>e</sup> étage parking	48, rue de la Harpe SAGGEL - 42-66-61-05	+ 993	NEUILLY		
						43, bd Victor-Hugo AGIFRANCE - 49-03-43-04	17 500	+ 1 841
						Frais de commission		
						453		
						009		
						+ 3 208		
						19 111		
						7 701		
						+ 1 282		
						5 41		
						400		
						+ 1 270		
						8 111		
						6 980		
						+ 500		
						5 282		
						6 064		
						+ 600		
						4 315		
						8 115		
						+ 980		
						5 772		
						94 - VAL-DE-MARNE		
						2 PIÈCES		
						94 m²		
						rez-de-chaussée		
						parking		
						Frais de commission		
						4 986		
						+ 430		
						4 124		
						8 948		
						+ 1 080		
						8 780		
						100		
						+ 764		
						3 872		
						5 PIÈCES		
						95 m², 5 <sup>e</sup> étage		
						2 parkings		
						SAINT-MANDÉ		
						25, avenue Joffre		
						LOC INTER - 47-45-15-84		
						Frais de commission		
						8 948		
						+ 1 080		
						8 780		
						100		
						+ 764		
						3 872		
						2 PIÈCES		
						50 m², 4 <sup>e</sup> étage		
						parking, cave		
						VINCENNES		
						27, avenue du Parc		
						AGF - 44-86-45-45		
						Frais de commission		
						4 800		
						+ 500		
						95 - VAL-D'OISE		
						5 PIÈCES		
						82 m², 1 <sup>e</sup> étage		
						parking		
						ENGHIEN-LES-BAINS		
						101, rue de la Harpe		
						SAGGEL - 47-78-15-85		
						Frais de commission		
						4 371		

**Le Monde**

CHAQUE MERCREDI  
numéro jeudi

VOS  
RENDEZ-VOUS

**IMMOBILIER**

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE  
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS  
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national avec 1 000 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 844 000 lecteurs.  
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 800 000 lecteurs.  
(Source : IPSOS - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 117 6 exemplaires.  
(Source : NM 88 - année 90.)

Pour tous renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43  
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE  
AVEC LA PARTICIPATION DE

**ACIFRANCE**  
ZONES CAGEL 80-80-80



**SOLVEG**

**PHENIX  
GESTION**  
AGF GROUPE D'ASSURANCE  
FRANCO-AMÉRICAIN

**CIGIMO**  
GROUPE GTF

**GFC**  
GROUPE FINANCIER  
DE LA CONSTRUCTION

**SAGGEL  
VENDÔME**  
GROUPE UAP

Un entretien

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



## EDUCATION • CAMPUS

# Le Trafalgar des langues vivantes

L'opposition aux réformes entreprises par M. Lionel Jospin dans les collèges et les lycées s'est cristallisée sur la question de l'enseignement des langues

**C**IRCONVOYÉ d'une annonce pour qualifier les conséquences des projets ministériels sur l'avenir des langues vivantes, M. Méthivier, professeur d'italien et membre de l'Association des professeurs de langues vivantes (APLV), ne lésine pas. A l'en croire, les deux mille professeurs d'italien mais les enseignants de russe, chinois ou encore de portugais ou d'arabe n'auraient pas résisté au projet de réforme des lycées annoncé dans les grandes lignes par M. Lionel Jospin le 25 juin 1991 et dont les principaux textes ont été publiés le 23 janvier dernier.

Quant aux propositions de réforme des collèges du Conseil national des programmes (CNP) rendues publiques en novembre 1991, lesquelles le ministre devrait trancher d'ici l'été prochain, elles portent sur le fait que les langues dites « rares », déjà menacées par la toute-puissance de l'anglais dans l'enseignement français.

Les déclarations du ministre de l'éducation nationale (voir ci-dessous) vont lui mettre du baume au cœur. Lionel Jospin a en effet lâché du sur les deux points sensibles qui avaient provoqué le colère des linguistes. Tous les élèves de l'étude d'une langue vivante en classe de quatrième de collège, affirme le ministre, pourront, en outre, poursuivre leur apprentissage en première ou en terminale.

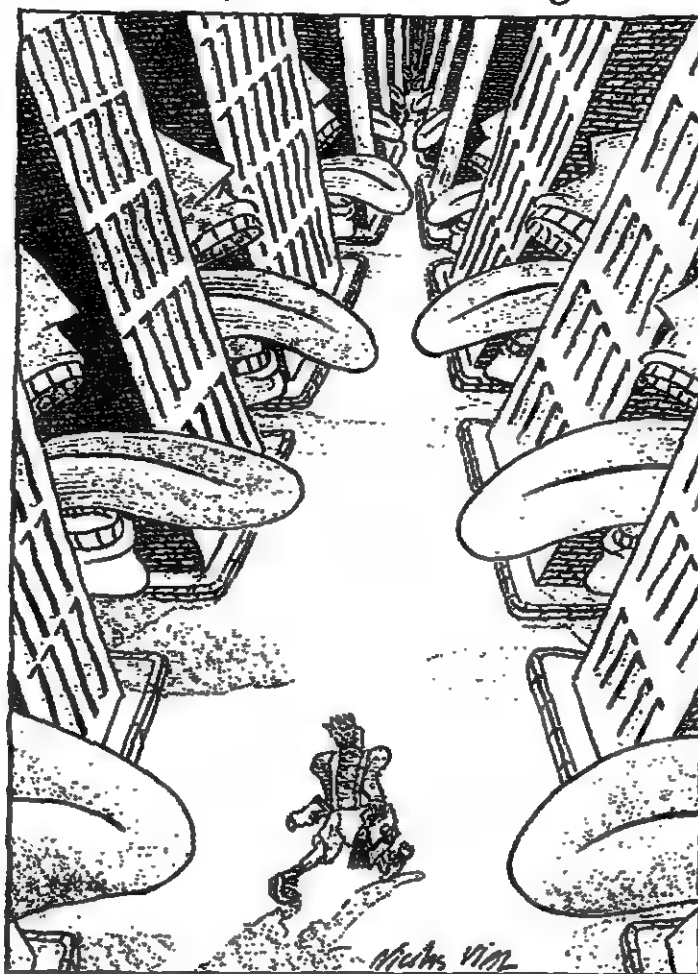
En proposant, fin novembre, que l'étude d'une seconde langue vivante soit en classe de quatrième, le ministre a en fait opté pour une « option obligatoire » à celui d'option facultative, le Conseil national des programmes avait jeté un véritable pavé dans la mare. On ne peut pas, indéfiniment, ajouter des matières au programme

sans jamais rien retrancher, plaident les experts du CNP qui réclamaient notamment l'introduction d'un enseignement de la technologie « obligatoire et renforcé » pour les élèves des classes de quatrième et troisième. D'où cette proposition : permettre aux élèves en difficulté, quelle que soit la filière à laquelle ils se destinent, de reporter l'étude d'une seconde langue vivante à l'entrée en seconde.

### Une spécialité bien française

Pour le Syndicat national des enseignants de second degré (SNE), majoritaire dans les lycées et collèges, dans le rang du SNALC (autonome), pour l'Association des professeurs de langues vivantes (APLV) comme chez les parents d'élèves, la PEEP, les propositions du CNP avaient provoqué un véritable mouvement de protestation. Le 17 novembre, l'APLV publiait un communiqué dans lequel elle s'inquiétait de voir « disparaître de l'enseignement secondaire certaines langues comme l'italien ou le russe ». Un comble, ajoutait l'association, « dans la construction d'un pays qui s'accroît ». Quant à l'UNEF, elle dénonçait, en janvier 1992, un « numéro spécial de l'Université syndicaliste consacré aux langues vivantes, la « logique de la recherche d'économies » terminée, du démantèlement du service public, de l'alignement sur les pratiques européennes les plus négatives ».

La diversification dans le choix des langues vivantes dont l'APLV et le SNE sont les ardents défenseurs est en fait une spécialité bien française. Pas un seul pays d'Europe où l'on puisse, théoriquement, faire son choix parmi quatorze langues vivantes au cours de sa scolarité secondaire, comme c'est le cas en France. Reste que cette liberté n'est



qu'une façade : l'immense majorité des élèves (85 %) choisissent l'anglais en sixième et 13 % l'allemand. Pour la seconde langue vivante, c'est d'abord l'espagnol qui est choisi (par la moitié des élèves), suivi par l'allemand (26 %) et l'anglais (17 %). Les onze autres langues proposées au

« choix » des élèves se partagent donc les restes (7 %) d'un gâteau bien entamé. Quasi exclusivement cantonnées dans le rôle de seconde langue, les langues dites « rares » portent bien leur nom : puisqu'il n'y a que 7 % d'élèves pour apprendre le russe au collège ou au lycée, 117 qui

s'adonnent au chinois et... 9 au japonais.

On comprend, dès lors, à l'analyse des propositions du CNP pour les collèges, l'attitude défensive de professeurs « qui ne vivent que grâce aux options deuxième et troisième langue », selon l'expression de M. Méthivier. Et loin d'écarter le feu M. Lionel Jospin avait accru leur inquiétude en décidant, dans le cadre de la réforme des lycées, de limiter à deux (au lieu de trois) le nombre des options à choisir à l'entrée en seconde. Une décision sur laquelle il semble prêt à revenir.

### L'anglais est-il incontournable ?

Au-delà de la défense des professeurs, cependant, les questions de fond demeurent. Posées par le CNP, dès la fin décembre, en réponse au tir de barrage provoqué par les propositions sur les collèges, elles ont le mérite de lancer publiquement le débat. « Quelle politique mener pour le choix de la première langue ? interrogent les experts. Quelle place réserver à l'espagnol et à l'allemand ? L'anglais est-il la langue incontournable dans les sections industrielles et scientifiques ? Si oui, cela doit être dit clairement ».

Et ils poursuivent : « Faut-il prendre des mesures pour éviter la disparition progressive de l'italien et du russe ? Faut-il enseigner les langues dites rares dans l'enseignement secondaire ? Ne doit-on pas développer en STS et en IUT des formations double compétence, associant par exemple langue rare (japonais, chinois...) et action commerciale ou touristique. Ce type d'investissement est-il justifié ? Enfin, quelle formation initiale et continue pour les enseignants, notamment pour les professeurs d'école ? Quels programmes pour les licences, les masters et les concours de recrutement ? » Le CNP appelle de ses

vœux une réflexion globale sur l'enseignement des langues vivantes, de l'école élémentaire à l'université. Qui ne fasse l'impasse ni sur la formation des maîtres, ni sur l'évaluation de l'efficacité, toujours soigneusement occultée, de cet apprentissage.

Pour M. Jean Janiva, membre du CNP et professeur d'allemand à l'université Paris-III, l'enseignement des langues est sans doute trop dilué dans le temps pour être vraiment efficace, trop éloigné aussi du projet professionnel de l'élève. Les langues vivantes n'ont pas, en outre, la place qui devrait être la leur dans l'université, où les options de langues vivantes grands débutants sont encore trop peu nombreuses.

Enfin, les contenus des concours du CAPES et de l'agrégation de langues, inchangés depuis leur création, ne sont plus adaptés aux exigences d'une profession enseignante qui, plus encore qu'avant, pour d'autres disciplines, a des implications sociales et de communication évidentes. « On continue, au CAPES, de sélectionner de futurs professeurs de langue sur une épreuve de dissertation qui est avant tout une épreuve littéraire, à laquelle les candidats obtiennent en moyenne 4/20, tempête M. Jean Janiva. Tout ou l'autre cela en l'état ».

Si la France veut combler son retard historique en matière de maîtrise des langues étrangères, selon l'expression de M. Jean Favard, inspecteur général de l'éducation nationale (1), il faudra bien, et rapidement, s'attaquer au problème par toutes ses faces. Le brio de fer auquel vient de se livrer le ministre et les professeurs le laisse finalement intact.

Ch. G.

(1) Le Français dans le monde, août-septembre 1991.

## Un entretien avec M. Lionel Jospin

Le ministre de l'éducation nationale veut généraliser l'enseignement des langues à l'école primaire et s'engage à maintenir la deuxième langue vivante au collège

« Un tel sondage est fait de la faible capacité des Français à parler une langue étrangère. Cela n'incite-t-il pas à rénover et à fonder l'enseignement des langues ? »

— Jusqu'à présent, dans l'acquisition des savoirs fondamentaux, qui est la mission première de l'école, les langues étrangères n'occupaient pas une place privilégiée. Désormais le pays tout entier doit considérer que la connaissance de langues étrangères fait partie des savoirs de base. Une étape décisive dans la construction de la communauté européenne a été franchie. Cela implique notre système éducatif des responsabilités nouvelles.

— Dans ce nouveau contexte, il faut préparer les jeunes Français à leur rôle de futurs citoyens européens. Cela entraîne pour eux une nécessaire mobilité, une obligation forte de communication. L'enseignement des langues n'est pas seulement dans le nouvel espace européen mais à l'échelon de la planète, aussi dans le domaine économique que culturel. La maîtrise d'une ou plusieurs langues étrangères, c'est-à-dire la capacité de vivre dans la vie internationale de la vie professionnelle de comprendre un non-françaisophone et de se faire comprendre, devient une priorité.

— Comment, concrètement, voyez-vous cette priorité ?

— Il faut enclencher une dynamique d'enseignement de qualité qui

soit efficace. C'est pourquoi, autour de trois objectifs définis, il est nécessaire de mettre en œuvre une stratégie qui vise à améliorer les insuffisances que vous évoquez. Ces trois objectifs sont : la langue comme moyen de communication dans la vie courante ; l'approfondissement de la langue dans les domaines littéraire, culturel, historique ; la spécialisation de la connaissance de la langue dans le secteur professionnel.

— Dans les prochains jours, je proposerai un plan de développement des langues vivantes qui s'appliquera à l'ensemble de l'enseignement scolaire. L'enseignement supérieur ayant ses propres objectifs qui sont de compléter et d'élargir les acquis. Ce plan devra être des moyens matériels. L'exigence qualitative est remplie par les enseignants qui sont les pivots du dispositif, les mieux à même d'intégrer les apprentissages dans les objectifs de l'école. Il sera fait appel de surcroît à la pratique de la langue (jeunes étrangers, étudiants français en langues étrangères, professionnels...) prolongera, en complément du rôle du maître, les échanges avec la langue étrangère. Seront développées également les méthodes matérielles, les moyens pédagogiques nouvelles permettant une pratique plus intensive des langues vivantes.

— Vous avez annoncé en 1989 une expérimentation

trois ans, d'enseignement précoce des langues à l'école primaire. Quel bilan en tirez-vous ? Allez-vous généraliser l'expérience ? Si oui, dans quelles conditions ?

— Dès 1989, à la demande du président de la République, j'ai mis en place au cours moyen une expérimentation d'enseignement précoce des langues vivantes. Cette expérimentation a été menée sur la base du volontariat pour ce qui concerne les enseignants et en partenariat avec les collectivités locales et les parents qui se sont engagés très fortement pour la réussite. Elle a concerné des classes de CM2 et de CM1 du même secteur de recrutement d'un collège afin de pouvoir donner lieu à une évaluation en 6<sup>e</sup>.

— A partir de cette expérimentation et de l'évaluation qu'en a faite l'inspection générale de l'éducation nationale, je propose d'étendre progressivement à tous les CM2 puis aux CM1 l'accès à une langue vivante. Les objectifs seront à la fois une sensibilisation et surtout le développement d'un goût pour les langues passant par l'éducation de l'oreille et la découverte du pays étranger concerné.

— Les propositions récentes du Conseil national des programmes sur la rénovation des collèges ont soulevé un tollé chez les associations d'enseignants spécialisés et dans les syndicats. Pour beaucoup, elles ont été interprétées comme une menace de suppression de la seconde langue vivante en classe de 4<sup>e</sup>. Est-ce votre intention ?

— La réponse est non. La réflexion en cours sur le collège apportera des réponses aux problèmes qui lui sont posés dans son ensemble. J'ai déjà eu l'occasion de préciser que les propositions du CNP ne préjugent en rien les décisions du ministre.

— Pour ma part, j'ai dès à présent, une certitude : le collège sera le lieu essentiel de l'apprentissage des langues vivantes. Tous les élèves, à la fin de leur scolarité obligatoire, devront être capables de maîtriser au moins une langue étrangère, c'est-à-dire de s'exprimer couramment dans des situations de communication diverses. Tous les élèves, exception faite, en l'apprentissage d'une

deuxième langue vivante. Ces deux dispositions constituent une amélioration par rapport à la situation existante : donc de mettre un peu plus d'élèves aux interrogations dont vous vous êtes écho.

— La rénovation pédagogique des lycées suscite de nombreuses réactions. La crainte que les langues vivantes n'occupent plus la place qui leur appartient aujourd'hui est souvent évoquée. Comment comptez-vous y répondre ?

— La rénovation pédagogique des lycées s'appliquera à la classe de 1<sup>re</sup> S à la rentrée 1992. Le dispositif sera une classe de seconde conduit par un professeur de langue vivante I ou II avec un renforcement de la langue vivante I ou II. L'augmentation de l'horaire dans la discipline, dont une partie sera gérée par un « module », dans des groupes de 15 élèves, le compte proposer des dispositions nouvelles en classe première et de terminale qui pour conséquence de rendre possible la poursuite de l'apprentissage de la deuxième langue vivante, commencé au collège, quelle que soit la voie choisie par le jeune lycéen.

— Ce plan de développement de l'enseignement des langues vivantes est fortement volonté que, depuis la primaire jusqu'à la fin de la scolarité au collège ou au lycée, le système éducatif réponde aux objectifs fixés aux besoins du pays. Cela se traduira par une œuvre progressive de représentation un peu importante de l'Etat. Ce plan est en partenariat avec l'éducation nationale, plus particulièrement les collectivités territoriales qui ont déjà compris tout l'intérêt de sa réussite en termes de dynamique de développement.

— Je suis également convaincu que nous ne pouvons pas nous contenter d'un soutien matériel, qui ne peut qu'être favorable à l'enseignement qui doit conforter, il me semble, sa politique en matière de communication et d'échanges entre les citoyens de l'Europe.

Propos recueillis par Gérard COURTOIS et Christine

### SEJOURS LINGUISTIQUES

**Améliorer son service et son accent. Travailler ses gammes et sa grammaire. Bosser ses maths et sa linguistique. Faut pas rêver... Si ! avec SILC**

Surf, tennis, golf, musique, maths, civilisation, intensifs... A mon fameux bain linguistique, SILC peut ajouter un parfum de sport, d'aventure ou de culture. A vous de choisir !

ANGLETERRE, ESPAGNE, IRLANDE, ETATS-UNIS, ECOSSE, MALTE.

ALLEMAGNE, AUSTRALIE, RUSSIE, POLOGNE, MEXIQUE, JAPON.

**Créateur du Bain Linguistique**

**Allo Info !**

SILC 16022 ANGOULÊME Cedex  
Tél. 16 / 45 95 33 56 - Fax : 16 / 45 95 41 10  
BUREAUX PERMANENTS  
Paris Tél. 1 45 48 58 63 • Centre : Tél. 55 32 91 91 • Sud-Est : Tél. 42 27 88 42 • Bretagne : Tél. 99 81 40 38 • Sud-Ouest : Tél. 56 75 00 43 • Rhône : Tél. 74 61 82 08 • Est : Tél. 83 33 20 70  
Ouest : Tél. 40 32 52 72 • Midi-Pyrénées : Tél. 62 21 27 62  
Champagne-Ardenne : Tél. 26 47 30 57

**GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ECRIT**

COFORMA et les Editions François-Robert  
Théodore-Deck, 73015 PARIS  
Tél. : 45 57 39 41 Fax : 45 57 39 41

### FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

**Pour réussir vite !**

Apprendre ou perfectionner une langue. Acquérir une compétence professionnelle. Décrocher un diplôme ALTE ou Communication.

Enseignements à distance toute l'année. Documentation et leçons gratuits.

Langues • Affaires, Service 5257. 35 Rue Collange  
Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.70.81.88 - 42.70.73.63

Tél. : (1) 47.31.80.96 Minitel : 15 LANGAF



## Le marché de

V

٥٥٥ من الاصل



Le secteur privé des formations linguistiques s'est développé de façon anarchique.  
Il est aujourd'hui en pleine phase de moralisation et de restructuration

**DIRECTION DES  ANS  
INTERNATIONALES DE LA  
DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT  
42, Rue du Louvre  
75001 Paris  
Tél. : (1) 45  37 34**







La querelle sur les données fournies par l'INSEE et le BIT

## Imprudence et tentation

Depuis que les statistiques du BIT (Bureau international du travail) et l'ANPE divergent, la tentation est forte, pour les gouvernements, de se laisser aller à l'approche d'échéances électorales, 2,4 millions de chômeurs, et une baisse, autorisent un meilleur bilan que 2,8 millions, et une augmentation.

Sur, un tel choix ne serait pas fondement. Sous couvert de critères internationaux, et au nom de la cohérence, il semble préférable de présenter des chiffres qui soient comparables entre eux. Il y a en outre un avantage certain à faire coïncider un bilan du chômage par rapport à la population active, actuellement de 9,8 %, avec le nombre de chômeurs selon la même méthode.

Le raisonnement est aussi limité : ne peut reconnaître un demandeur d'emploi quel qu'un ayant travaillé une heure dans la semaine peut sembler abusif, au regard de la conception qu'une heure de travail est une norme statistique internationale. Les chiffres d'inscrits à l'ANPE répondent à une logique de gestion. Ceux qui ont travaillé une heure la semaine précédente, mais disponibles immédiatement, sont comptés comme chômeurs. C'est ainsi qu'on acceptera des personnes âgées de 16 ans, qui ne peuvent travailler, ou de suite, pour cause de stage ou de maladie (123 000).

Pourquoi, dans ces conditions, s'entêter à l'annonce de la publication prochaine d'une enquête trimestrielle sur l'emploi sur la base du BIT, commandée par le gouvernement, n'est pas de mesure à prendre. Non seulement ce nouvel indice risque d'introduire davantage de confusion dans un dossier déjà confus, mais les résultats, même s'ils étaient meilleurs, seraient entachés d'une incertitude assez grande. Tous les syndicats de l'institut ont d'ailleurs réagi vigoureusement. Et, malice, on peut se demander si, au-delà des préoccupations politiques, justifiées de l'expérience hasardeuse, justement en 1991, d'autres imprécisions actuelles appellent pourtant à la prudence statistique. Pour 1991, les experts affirment que la population active aurait mystérieusement augmenté de 100 000 personnes, ce qui expliquerait ainsi la hausse des chômeurs. Or, en 1990, un chiffre presque identique (290 000) avait d'abord été avancé, qui, finalement, fut ramené à 130 000. Faut-il donc continuer l'imprudence statistique ?

ALAIN LEBEAUBE

## Les statisticiens mesurent mal les rapports entre le chômage et l'emploi

Dans un exercice qui n'avait pas été accompli depuis cinq ans, l'INSEE livre une analyse sur l'évolution récente de l'emploi en France. Loin de faire toutes les querelles de chiffres, le dernier numéro d'Economie (n° 143, décembre 1991) indique qu'il n'y a pas de « halo » autour du chômage et souligne l'existence d'un « halo ». Et, pour ajouter à la perplexité, constate que la situation française, avec une zone d'ombre, n'est pas unique.

Pour l'INSEE, chargé désormais de publier une enquête trimestrielle, il est entendu : il n'existe pas une « bonne mesure du chômage », valable en tous lieux et en tous temps. En témoigne l'écart qui sépare le grand recensement de 1986, qui comptait 2,4 millions de chômeurs, de celui, chez nous, de l'ANPE. Tandis que l'un baisse, avec le taux de chômage par rapport à la population active, actuellement de 9,8 %, avec le nombre de chômeurs selon la même méthode.

Techniquement, l'explication est simple. Les chiffres du BIT correspondent à une norme statistique internationale. Les chiffres d'inscrits à l'ANPE répondent à une logique de gestion. Ceux qui ont travaillé une heure la semaine précédente, mais disponibles immédiatement, sont comptés comme chômeurs. C'est ainsi qu'on acceptera des personnes âgées de 16 ans, qui ne peuvent travailler, ou de suite, pour cause de stage ou de maladie (123 000).

Sur, on y admet que chômeurs qui n'effectuent pas de recherche,

différentes raisons, dont le découragement s'agit et insistent depuis longtemps. Or cette catégorie sensible ne peut être prise en compte. Les 71 000 de chômeurs devenus 315 000 en mars 1991, l'INSEE ne s'accroît pas. L'écart dit « résiduel », 11 000 en 1991, 280 000 en 1991, qui proviendrait de la différence entre l'inscription effective et le silence fait sur sa situation lors de l'enquête sur l'emploi. Comme le phénomène touche massivement des hommes, on peut en déduire qu'ils méfient à gèle, notamment à travailler « noir ».

### Plusieurs mystères

Pour compliquer le tout, et toujours par rapport aux classifications statistiques du BIT, les chercheurs de l'INSEE estiment que, en 1991, le nombre de chômeurs, « gravement affectés », qui constituent le « halo » autour du chômage, est de 1,5 million. On retrouve dans les catégories déjà citées. Pour les motifs familiaux chez les femmes, en raison des stages ou d'études chez les hommes, 300 000 personnes sont disponibles immédiatement, qui pourtant ne déclarent pas avoir un emploi. D'autres (389 000) ne cherchent plus encore, dont les « chômeurs découragés », qui représentent la moitié des cinquante-cinq à soixante-quatre ans, inscrits à l'ANPE, 80 % d'entre eux. Mais il conviendrait aussi d'y ajouter, sans qu'on puisse toujours le chiffrer avec précision, ceux qui travaillent à temps partiel mais veulent une chose (230 000), les saisonniers qui forment la même catégorie (150 000), et enfin, les stagiaires en entreprise ou nombre de salariés à temps partiel (contrats à durée déterminée et intérim).

A ce point, plusieurs mystères demeurent encore, sur l'évolution respective de l'emploi et du chômage, cette fois, que les auteurs

numéro d'Economie statistique, dirigé par M. Olivier Marchand, analysent en détail pour la période 1988-1990. Ils répondent à cette lancinante question : comment a-t-il fait que, 700 000 emplois supplémentaires créés, il n'y ait que 300 000 chômeurs de moins, au du

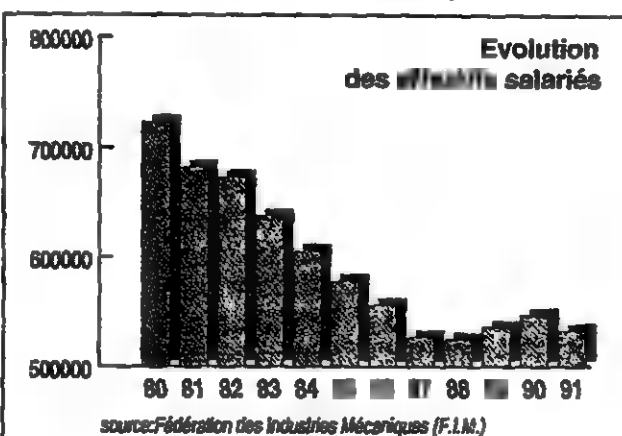
Sans pouvoir établir des indiscutables, une liste de mécanismes en jeu est dressée. Par exemple, il avait toujours affirmé que 2 % de croissance étaient nécessaires pour créer de l'emploi, que 3 % étaient indispensables pour faire baisser le chômage. Il apparaît que « cette contrainte n'est pas serrée dans d'autres pays » et que, en France, la croissance n'est pas riche en emplois qu'ailleurs. Notamment, la comparaison États-Unis, les gains de productivité seraient relativement forts.

L'évolution positive de la population active, qui amènerait de 150 000 à 200 000 personnes de plus par an sur le marché du travail, pourrait être l'une des origines de la « spécificité française ». On sait que la hausse de l'activité des femmes âgées de vingt-cinq à cinquante ans a traduit chaque année une augmentation de la prise en compte de 100 000 et 150 000. Mais, souligne l'INSEE, bornés les femmes, la situation n'est pas différente dans d'autres pays, dont le Japon. Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Allemagne, quelquefois à la suite d'un fort appel à la population immigrée (de travailleurs en provenance de l'ex-RDA pour l'Allemagne).

Alors ? Il reste à dire que les États de moins de dix salariés ont certainement moins embauché en 1991 qu'on ne l'avait pensé. Ou que l'industrie n'a connu qu'une année d'embellie, en 1989. Sinon, c'est la brouillard, et les premiers chiffres pour 1991, contradictoires, ne font que l'accroître.

A. L.

## L'industrie mécanique perd à nouveau des postes



Deuxième secteur manufacturier en France, l'industrie mécanique a vécu une année 1991 très difficile. Ce secteur de biens d'équipement a été hanté de plein fouet par la chute des programmes d'investissement des entreprises. Le chiffre d'affaires de la profession a diminué de 2,1 % en valeur, 1,1 % en volume, selon les données annuelles publiées mardi 11 février par la fédération professionnelle. Plus, le tiré redémarrage de l'emploi a été stoppé net. Gagné le bilan de début des années 80, l'industrie mécanique avait reconstruit à créer des emplois en 1989 et 1990. En 1991, 11 600 postes ont été perdus, alors que 20 000 créations étaient intervenues au cours des deux années précédentes. Lourde rechute.

Lors de leur réunion à Genève

## Les pays de l'OPEP devraient négocier une baisse de leur production de pétrole

Les pays de l'OPEP se suivent et ne se ressemblent guère pour l'OPEP. Il y a un tel, la guerre du Golfe permettrait à la plupart d'entre eux d'utiliser leurs capacités de production au maximum, afin de pallier les livraisons du Koweït et de l'Irak défaillantes. Aujourd'hui, la scène pétrolière mondiale se précise. Une nouvelle discipline s'impose. La réunion du comité de surveillance de l'organisation, qui débute mercredi 12 février à Genève, devrait donner lieu à une discussion décisive.

Activité économique languissante dans la plupart des pays industrialisés, mais à l'exception du marché mondial de deux grands pays, le Koweït et l'Irak, isolés par le conflit du Golfe, et (plus anecdotique) décrochage saisonnier de la demande attendue pour la fin de la période hivernale : les membres de l'OPEP, qui se réunissent mercredi 12 février à Genève, vont devoir s'accorder sur une baisse de leur production et sur une réduction des prix du pétrole. Au sein d'une organisation largement dominée par l'Arabie saoudite (35 % de la production de l'OPEP), la baisse de la production de l'OPEP (35 % de la production mondiale) avant la crise du Golfe, n'a pas, jusqu'à présent,

souffert de contestation. Dès leur arrivée dans la capitale helvétique, un certain nombre de participants se sont prononcés en faveur d'une réduction substantielle de la production de brut de l'organisation.

L'ampleur de la réduction, qui doit être d'environ 5 %, devrait donner lieu à de durs échanges. Le président de l'OPEP, le ministre nigérian du pétrole, M. Jibril Amisu, indiquait à son arrivée qu'une réduction de 5 % à 7 % semblait raisonnable. La deuxième et troisième tranches, par rapport à la production actuelle qu'il évaluait à un peu moins de 14 millions de barils par jour. Les discussions devraient

porter sur une prise de 1 million à 2 millions de barils/jour. L'Arabie saoudite estime à 1,5 million de barils l'effort de réduction nécessaire.

Le partage des sacrifices sera encore plus délicat à gérer. L'Arabie saoudite n'exclut pas d'être aux quotas nationaux. Ces derniers avaient été supprimés au début de la crise du Golfe au raison de l'embargo des Nations unies sur le brut saoudien. L'Arabie saoudite serait favorable à une réduction uniforme en pourcentage s'imposant à tous les pays. Les petits pays vraisemblablement opposés à une telle solution, qui les pénaliserait davantage.

Embauche de 250 nouveaux salariés et préretraite à mi-temps

## Renault lance un « plan jeunes »

La direction Renault a prévu mardi 11 février devant le comité central d'entreprise (CCE) un « plan jeunes » qui prévoit le départ en préretraite progressive à mi-temps de 300 jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui assureront la formation de 250 nouveaux embauchés. Le plan vise aussi à contribuer à l'insertion professionnelle de 300 jeunes de moins de vingt-cinq ans, qui assureront la formation de 250 nouveaux embauchés.

Embaucher du personnel ouvrier ? Renault en avait depuis longtemps perdu l'habitude : il faut remonter à 1976 et 1982 (par le biais des « contrats de solidarité ») pour trouver la dernière recrue recrutée significativement. Appréhensible, l'arrivée de « sang neuf » prévue cette année n'est toutefois modeste puisque le nombre de nouveaux venus sera limité à deux cents cinquante.

Dans les prochaines semaines, le constructeur proposera à cinq cents opérateurs de plus de cinquante-cinq ans (le Monde date 13-16 décembre 1991) d'adhérer à un système de préretraite à mi-temps. Percevant 80 % de leur dernier salaire (50 % par l'Etat), ceux-ci assureront une fonction de tuteur afin de favoriser l'insertion de deux cent cinquante jeunes. La direction, qui doit passer une convention avec les pouvoirs publics, espère vaincre les réticences des plus anciens, compte sur la tradition ouvrière de transmission du savoir.

### « Plan Optim'hommes »

Une des nouveautés de ce dispositif (approuvé par la CFDT et la CGT) est que les salariés, résidents dans un caractère dérogatoire, Renault a dû batailler ferme pour obtenir de l'administration - qui, trop souvent, « gère des textes » lieu de gérer des situations », regrette M. Michel Praderie, secrétaire général de Renault - qu'elle accorde des FNE à mi-temps alors que l'entreprise poursuit la diminution de ses effectifs (3 746 postes de travail seront supprimés cette année). Un précédent qui pourrait intéresser d'autres firmes.

Afin d'aider une relance de l'activité

## La Réserve fédérale américaine pourrait baisser les taux d'intérêt

La « Fed » (Réserve fédérale États-Unis) pourrait assouplir sa politique de crédit si cela était « nécessaire » pour aider à la relance de l'activité économique, a déclaré mardi 11 février M. Alan Greenspan, président de l'organisme, devant une association de banquiers à San Antonio, au Texas.

La déclaration de Greenspan survient quelques jours après la

Cette opération - qui concernera les usines de Flins, Clon, Douai, Le Mans, Choisy-le-Roi, Sandouville - s'adresse à des jeunes sans qualification reconnue ou titulaire d'un CAP ou d'un BEP. Elle doit permettre de réduire le personnel ouvrier, dont la moyenne d'âge atteint 44,5 ans (moyenne 47 ans à Flins), s'inscrit dans une démarche qui vise à « relever le défi japonais » en « sur les hommes qui, aujourd'hui, composent l'entreprise ». La mise en place de nouvelles formes d'organisation nécessite en effet que les opérateurs « sachent faire preuve d'autonomie », rappelle M. Praderie. En 1992, le plan « Optim'hommes », destiné à largir progressivement les capacités professionnelles de quelque 15 000 ouvriers à faible niveau de qualification, le plus souvent illettrés, s'adressera à 3 000 personnes.

### « La marque de l'échec scolaire »

Renault a présenté, d'autre part, devant le CCE un « dispositif d'aide à l'insertion » qui doit permettre d'inscrire trois cents jeunes en difficulté dans un parcours de formation en alternance d'une durée de six mois à un an. Pour y parvenir, le constructeur compte mobiliser les PME des bassins d'emploi de Flins, du Mans et de Douai. Les cinq « tuteurs » seront aussi appelés à « suivre le jeune » « souvent marqué par l'échec scolaire », qu'il s'agit de « remotiver » pour faciliter leur insertion sur le marché du travail. Le statut de ces jeunes, qui sont présentés par l'ANPE, sera celui de stagiaires de la formation professionnelle.

Dans le cadre des groupes de travail lancés après les conflits de Clon et du Mans, qui ont réduit de 1,5 milliard de francs les bénéfices de l'exercice 1991, la direction et les syndicats envisagent d'aborder le délicat dossier de l'annualisation du temps de travail. Ils comptent sur une méthode nouvelle mais qui a déjà permis d'élaborer l'accord d'entreprise de 1990 : discussions préparatoires informelles et ouverture de négociations en bonne et due forme lorsqu'un accord devient envisageable.

JEAN-MICHEL NORMAND

## INDICATEURS

**ESPAGNE**  
Chômage : + 0,3 % en janvier. - Le nombre a augmenté de 0,3 en Espagne au cours du mois de janvier par rapport à décembre. C'est la cinquième consécutive que les statistiques indiquent une augmentation mensuelle. Le chômage, qui touche 2,3 millions de personnes, représente 15,4 % de la population active.

**GRANDE-BRETAGNE**  
Prix de gros : + 0,7 % en janvier. - Les prix de gros ont augmenté de 0,7 % en janvier par rapport à décembre. En un an (janvier 1991 comparé à janvier 1990), la hausse est de 4,5 %. La hausse en janvier, plus forte qu'en décembre, s'explique en partie, l'office central des statistiques, par un changement dans les prix de gros pour les produits de base. Les pressions inflationnistes cependant être à l'origine de mauvais résultats de janvier, ce qui a conduit la Fed à la baisse.

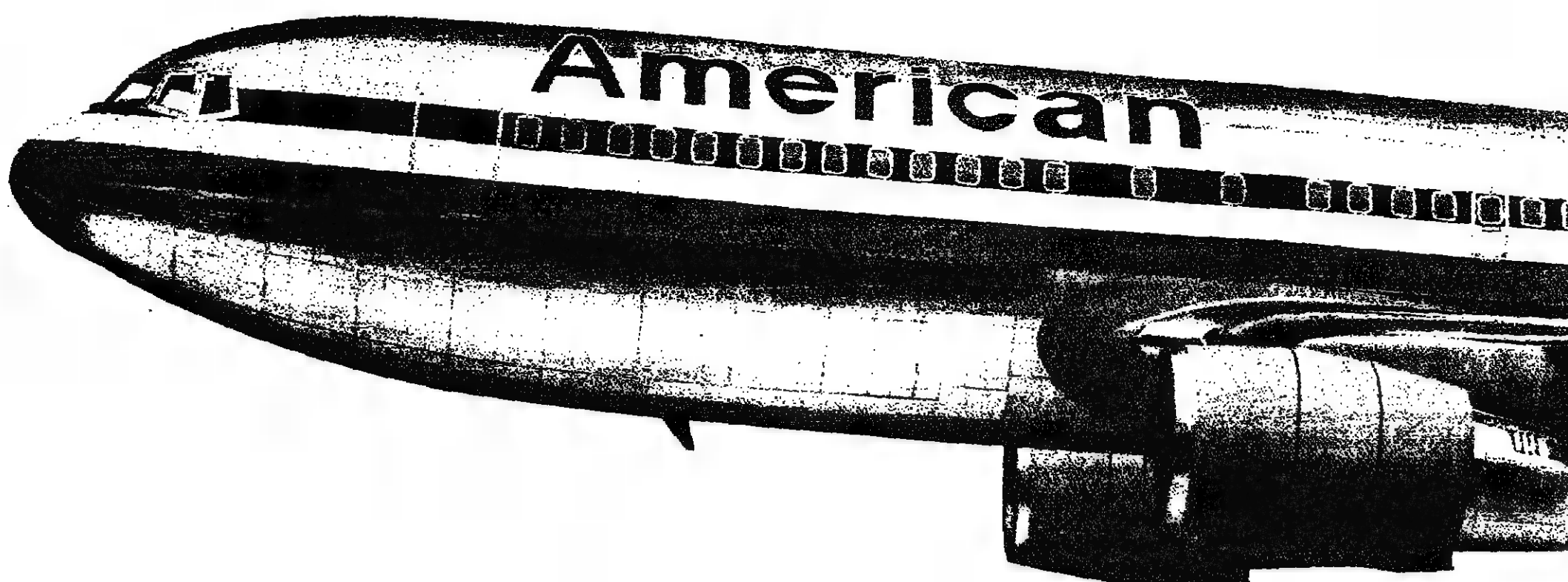
Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67









## Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris-Orly, American Airlines ajoute une nouvelle destination pour l'Amérique.

### Le 23 mars, American dessert Miami sans escale.

A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami à partir du 20 avril, ce vol deviendra quotidien.

### Miami : le soleil et la fête mais aussi les portes d'un autre monde.

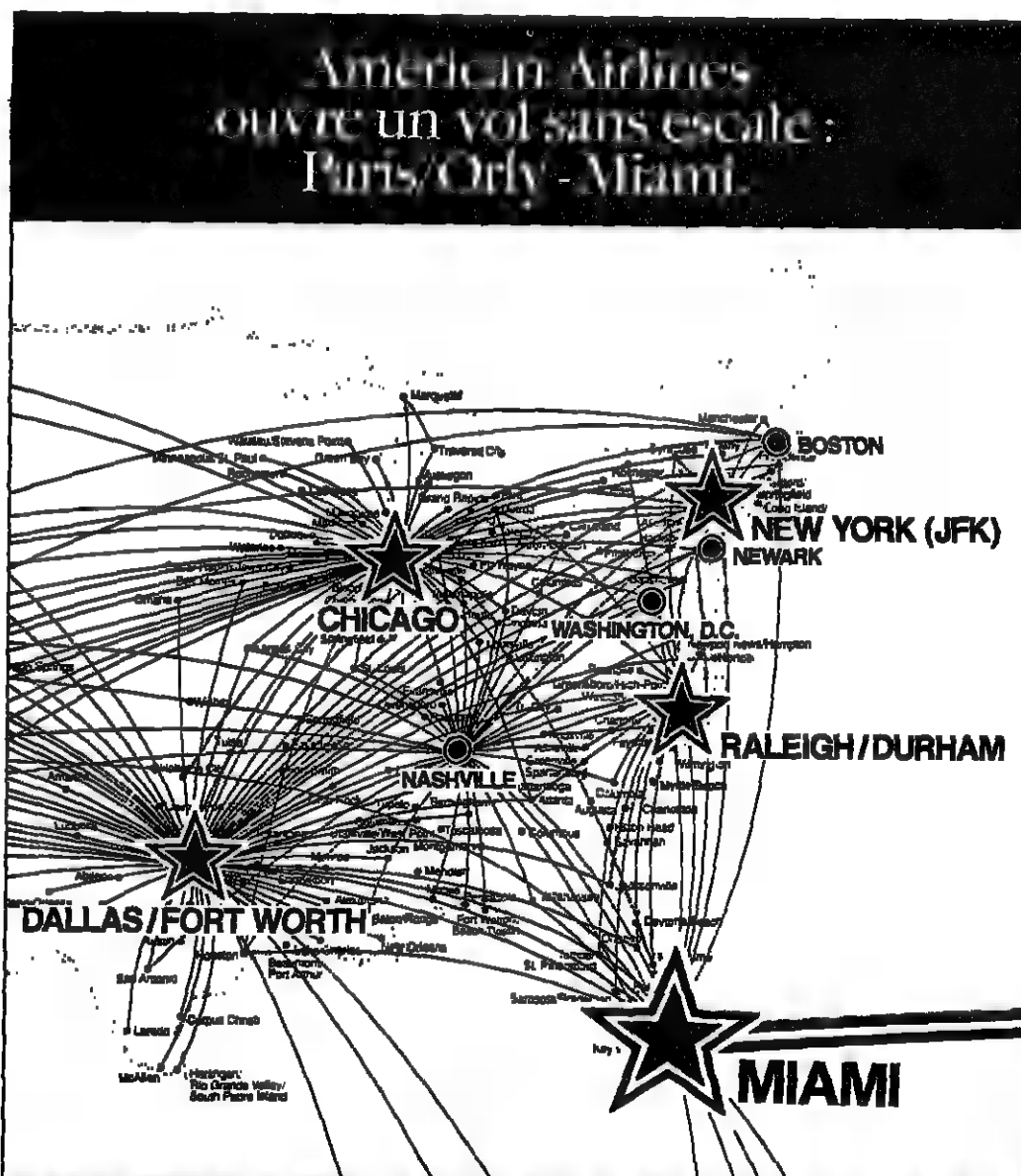
Envolez-vous vers Miami, soleil, ses plages, son surf, ses bateaux à voiles, ses gratte-ciel et profitez des correspondances d'American pour aller au Mexique, Caraïbes, en Amérique centrale et Amérique du Sud.

American en effet la seule compagnie à offrir de vols quotidiens au départ de Miami.

Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota et Cali ?

### American Airlines : le choix entre 11 plaques tournantes.

Non seulement American dessert New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami par un vol quotidien sans escale mais elle vous permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 autres destinations dans le monde entier sans jamais changer de compagnie.



Vol sans escale	Départ	Arrivée	Fréquence
DE : Paris-Orly			
A : Miami	10 h 10	15 h 55	1 fois par semaine
New York (JFK)	12 h 10	14 h 45	Quotidien
Raleigh-Durham	12 h 10	14 h 45	Quotidien
Chicago	12 h 10	16 h 10	Quotidien
Dallas-Fort Worth	10 h 05	14 h 20	Quotidien

### International Flagship Service®

American réserve à tous ses clients un service chaleureux et attentionné, des sièges confortables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau en Première Classe et en Classe Affaires, une cuisine raffinée accompagnée de grands crus.

En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

### Un programme de fidélisation gratuit.

Vous pouvez aussi bénéficier du programme de fidélisation AAdvantage® d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effet des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassés en Classe Affaires ou en Première Classe ou encore d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple, il suffit d'appeler American Airlines.

### Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines.

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Ile-de-France) ou au 05 23 00 35 (Province).

\* Horaires susceptibles de modifications sans préavis.  
\*\* Vol quotidien à partir du 20 avril.

**American Airlines®**







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 12 FÉVRIER

### Cours relevés à 10 h 13

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection)

11/2

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net			
<b>Obligations</b>						<b>Etrangères</b>																	
Emp. Etat 5.84/77	122 70	6 87	C.I.M.	1250	1220	Pahia Nouvont	...	...	Action	315 01	208 28	Francs Fiere	...	43	Fin. Associations	28832 35	...	...	...	...			
Emp. Etat 5.84/78	95 30	5 75	C.I.T.R.A.M. (B)	1950	...	Palat Marcon	...	...	Agapure	793 97	759 68	Finco-Regions	1233 51	1197 58	Profract	952 17	...	...	...	...			
10.50/4 79/84	101 55	1 94	Copif	620	...	Perfance	...	...	Amn-gan	8175 77	...	Finco-Associations	34 34	34 35	Quartz	132 28	120 03	...	...	...			
Emp. Etat 13.4/83	...	1 94	Copio	6600	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
Emp. Etat 12.25/84	101 30	4 23	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
Emp. Etat 11.4/85	100 03	10 70	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.24/86 ann 86	...	8 44	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.24/86 ann 86	...	8 44	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
DAT 5.9/8 12/1987	...	0 54	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
DAT 5.9/8 11/1986	...	0 54	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
PTT 11.2/85	105 95	0 17	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Frnc-Cap	49 45	40 37	Quartz	827 12	810 60	...	...	...			
10.10/86 ann 86	...	2 58	Copio	...	...	Pans France	260	...	Ampla	258651 97	258651 97	Fr											

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**

### Cote des Changes

### Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	12/2	989	vente		préc.	12/2
Euro-Urss (1 usd).....	5 417						
Can.....	8 958						
Allemagne (100 dm).....	340 780				Or fin (à la on barre).....	62200	
Belgique (100 fr).....	1 540				Or fin (en lingot).....	62280	
Pays-Bas (100 fl.).....	302 760				Napoléon (20fr).....	386	
taille (1000 francs).....	6 670				Pièce Fr 10 fr.....	318	
Danemark (100 kr).....	6 670				Pièce Suède 200 fr.....	468	
Grèce (1000 drachmes).....	9 773				Pièce Lufth 20 g.....	356	
Inde (1000 roupies).....	2 941				Souverain.....	448	
Italie (100 li.).....	380 160				Pièce 20 dollars.....	2095	
Jaune (100 yen).....	93 710				Pièce 10 dollars.....	1102 50	
Norvège (100 kr).....	86 840				Pièce 5 dollars.....	825	
Autriche (100 sch).....	48 427				Pièce 60 pesos.....	2320	
Espagne (100 pes).....	5 408				Pièce 10 forins.....	381	
Portugal (100 esc).....	3 955						
Canada (15 c).....	4 383						
Argentine (100 pesos).....	4 263						

[illegible]

c : coupon détaché - o : offer - \* : droit de jachse - d : demandé - e : par précédent - s : marché continue









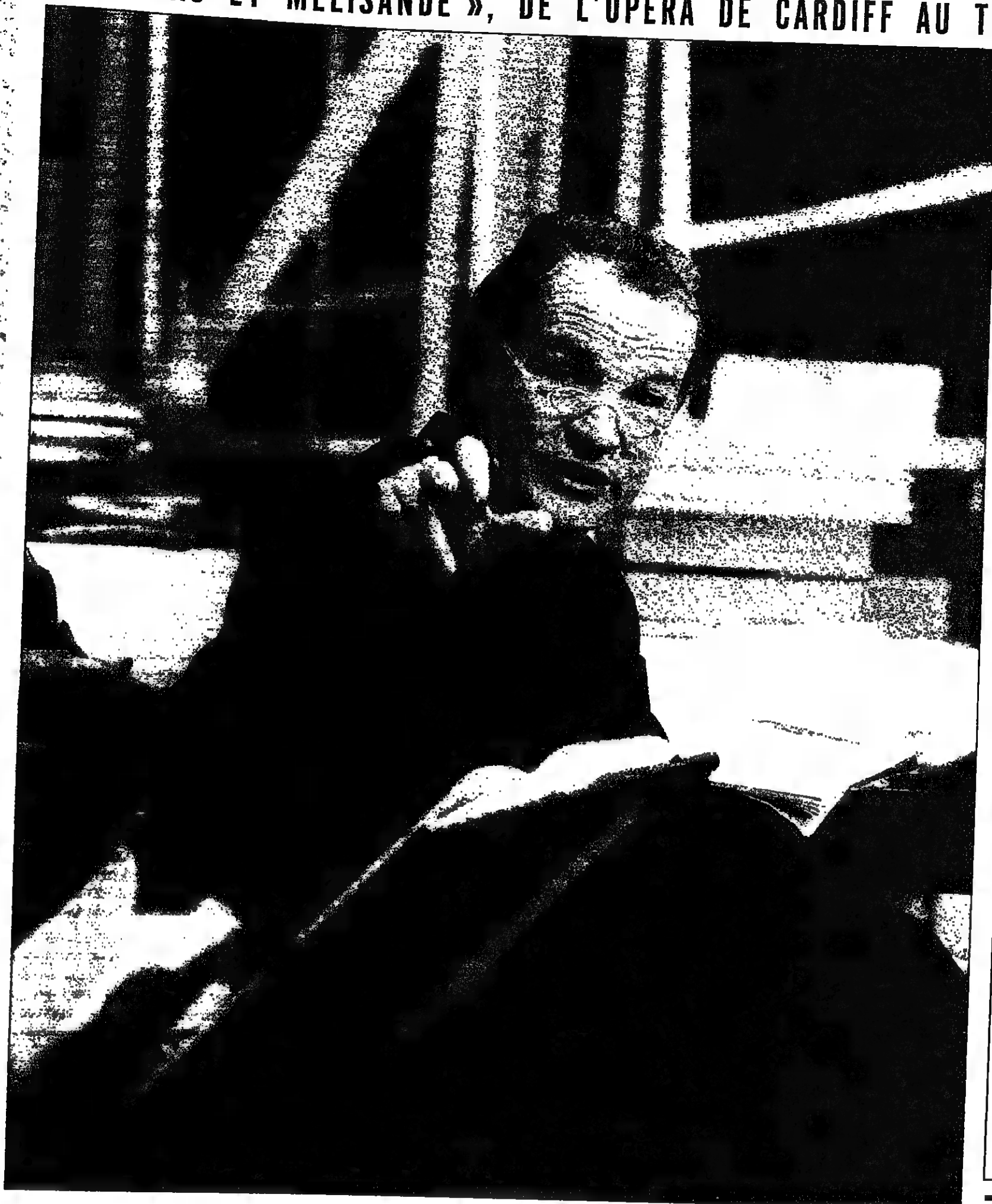






## ARTS • SPECTACLES

« PELLÉAS ET MÉLISANDE », DE L'OPÉRA DE CARDIFF AU THÉÂTRE DU CHATELET



BRAN TARR

Le *Pelléas et Mélisande* de Debussy qu'accueillera le Châtelet du 23 au 29 avril prochains n'est en aucune façon une production comme les autres. Et pas seulement parce qu'il aura au préalable dûment rodé, à partir du 21 février, sur son lieu de naissance, le Welsh National Opera, cet Opéra gallois, premier-né des établissements lyriques au Royaume-Uni et devenu, depuis, l'une des seules maisons d'Europe où théâtre et musique cohabitent à égalité. Ce *Pelléas*, voulu à l'origine par Daniel Barenboim pour la Bastille, repris en coproduction par le Châtelet après la rupture que l'on sait, marque le retour de Pierre Boulez dans la fosse après le *Ring*, et sa première collaboration avec Peter Stein après leur rendez-vous manqué à Bayreuth. Rencontre de géants, dans une œuvre en demi-teinte, mais aux interprétations brutales. Mais Boulez (qui l'a déjà dirigé à Covent Garden en 1969) et Stein sont avant tout des pointilleux artisans, soucieux de situer dans une tradition, quitte à bousculer sérieusement. Critique musical au *Guardian*, spécialiste londonien de l'opéra, Tom Sutcliffe a longuement interrogé le metteur en scène allemand sur les raisons qui l'amènent régulièrement à Cardiff, et seulement là, pour l'élaboration de mises en scène qui, ensuite, font le tour du monde. Sutcliffe brosse en parallèle (pages 30 et 31) un portrait détaillé du Welsh National Opera, parti de très bas et parvenu au pinacle, au sein d'un pays gallois qui n'en revient pas de l'aubaine.

## Peter Stein, l'irréductible

**V**OUS n'avez pas en face de vous un Allemand d'aujourd'hui. Je suis profondément influencé, formé et déformé par l'expérience de la guerre. Peter Stein a grandi dans une famille protestante stricte du nord de l'Allemagne. Son frère aîné, de dix ans plus âgé que lui, est pasteur luthérien. Son père, un ingénieur, n'a pas travaillé pour les nazis mais il les a armés. Vers la fin de la guerre, il fit transférer son fils à des pièces détachées de Berlin, où Stein était né en 1917, vers les Alpes bavaroises. Quelques jours après la reddition allemande, l'usine travaillait pour les Américains. Stein était assez vieux lors de la révélation des camps de concentration pour en éprouver sa part de culpabilité.

A ce jour, il demeure puritain et, c'est lui qui l'affirme, dépourvu de sens de l'humour. *Faust* qu'il a écrit pour le Welsh National Opera, il n'a pas vraiment manifesté de sympathie pour les excès comiques de l'ogre bouffon de Shakespeare. Il est preuve d'une répugnance toute protestante face au péché et d'un scepticisme tout aussi protestant face au pardon. Il ne croit pas en Dieu et

se dit rationaliste. Mais il est tout à fait romantique dès qu'il s'agit de valeurs humanistes qui le guident – la vérité, l'art, la vérité, la politique et le désir de s'inscrire dans la tradition, qui sous-tend chez lui un sens inflexible de l'apparat.

En 1951 – il avait quatorze ans – on emmena Stein écouter les *Maîtres chanteurs* à Bayreuth. C'était le premier depuis l'éviction de Frau Winifred, la première « fan » de Hitler. Stein adora ces *Maîtres chanteurs*, qui n'étaient pas dans la manière du nouveau Bayreuth : la mise en scène était de Rudolf Hartmann, les décors conventionnels de Hans Reisinger (Hartmann fut le dernier metteur en scène extérieur à travailler à Bayreuth jusqu'à la mort de Wieland Wagner).

A Francfort, Stein apprit à aimer l'Opéra, alors dirigé par Georg Solti. De huit à vingt-deux ans, il fit des études de violon sans jamais maîtriser correctement l'instrument. Après le baccalauréat, il partit pour l'université de Munich, où il étudia pendant huit ans la littérature allemande, l'histoire de l'art, la paléographie. Vers vingt-deux

ans, il décida qu'il était hors de question de se tourner vers l'opéra. « Ce que l'on voyait dans le lyrique était si ridicule. Ça n'avait rien à voir avec la musique ni avec le théâtre. De grosses filles, comme des baleines, se d'embrancher d'autres baleines. »

Jusqu'à ce que Wolfgang Wagner le lui demande et lui propose la scène le *Ring* du centenaire à Bayreuth. « On m'a invité parce que j'avais fondé la *Schaubühne*, qui était un modèle de gestion de troupe à Berlin-Ouest, l'opposé de la méthode de l'organisation du Théâtre d'Etat allemand. En 1969-1970, j'avais créé une compagnie coopérative autogérée et, cette compagnie, j'avais eu quelques réussites, comme un Peer Gynt en deux soirées, ce qui était inhabituel à l'époque. Donc Wolfgang Wagner s'est dit que je serais peut-être le jeune – enfin, pas si jeune ! – metteur en scène qu'il fallait pour aborder le *Ring* du centenaire et il me l'a proposé. »

Propos recueillis par  
TOM SUTCLIFFE

Lire la suite page 30

## CINÉMA 32 et 33

« Ombres et brouillard », le dernier film de Woody Allen

## ARTS 40

La collection Yvon Lambert présentée à Villeneuve-d'Ascq et à Tourcoing

Lire pages 34 et 35 la sélection des rendez-vous de la semaine.

Retrospective  
du Grand Palais  
20 février - 7 juin 1992

Toulouse-Lautrec

## Réservation

3615 Lautrec  
(1) 43 04 38 36

FRAC  
Musée & Compagnie  
49, rue Etienne Marcel 75001 Paris

Pour offrir aux visiteurs les meilleures conditions de visite, la Réunion des FRAC propose une possibilité de réservation. Pour en bénéficier, il faut réserver des a priori.

Exposition réalisée avec le concours de  
MUSEUM des Villes d'Art et d'Architecture  
Bechthold-Soy







## THÉÂTRE LYRIQUE

AU THÉÂTRE DU CHATELET

## l'irréductible

de plus, Stein a construit l'espace scénique avec une remarquable intelligence, en le structurant à la verticale et en superposant les personnages, au moins pendant deux scènes. D'autres tableaux ne sont que des promenades. Dans les fossés du château, les acteurs hument simplement l'eau stagnante.

Gérard a raison de confier à Peter Stein le poste nouvellement créé de directeur du Festival de Salzbourg. Stein était mûr : il s'était éloigné de Salzbourg, travaillant depuis 1985 à l'indépendant.

À Salzbourg, les limites des lieux disponibles. Plus de théâtre implique moins de musique et d'opéra. Et je n'imagine pas ne faire qu'une production par an. De plus, les gens de théâtre « sérieux » n'envoient pas de travailler pour ce festival, ils croient qu'il s'agit d'un boulot de quelques semaines de répétitions. Maintenant, dans les théâtres allemands, la durée moyenne des répétitions est de deux mois.

Est-ce bien mal ? J'ai toujours dit que, si vous voulez répéter deux mois, il faut avoir les trébuchets pour ça : avoir assez d'offres pour tenir pendant tout ce temps. Je ne répète pas toujours aussi longtemps. Si un projet est simple, je le fais très vite, le réaliser quatre ou six semaines.

À Salzbourg, je fais chaque année deux créations : deux reprises : spectacles plus traditionnels. Jeidermann, Hoffmannsthal. Et des lectures par des célébres. Et des récitals de poésie. Et j'invite des compagnies étrangères. Jeidermann, en l'état actuel jusqu'en 1994, moins. J'en ai parlé à Peter Handke, qui semble intéressé.

Donc je dispose d'un budget à Salzbourg. Que faut-il en faire ? J'ai une forte tendance à l'anticonformisme. J'aime préserver les traditions, mais je ne veux pas un besoin désespéré de m'opposer. Je ne le fais pas, j'obtiens des conditions de travail productives. Je n'ai fondé la Schaubühne pour rendre le système allemand plus efficace, pour introduire un système radicalement neuf.

J'ai examiné les lieux disponibles pour le théâtre à Salzbourg. Il m'a fallu exclure la musique et l'opéra de la

Felsenreitschule, qui fait 1500 places. C'est une salle chère, mélomane, même si elle n'est pas faite pour l'opéra. et c'est le premier point d'accrochage. Je n'avais rien contre l'opéra, mais il fallait un lieu. Ils ont donc accepté la proposition, un peu nichant. Mon idée pour la Felsenreitschule n'est pas très originale : un cycle des trois tragédies romaines de Shakespeare. L'espace est immense, 42 mètres de large avec des rochers, seulement 14 mètres de profondeur, mais avec la possibilité d'ouvrir le toit et de jouer à l'humidité du jour, en plein air. C'est ce que je veux faire, essayer Shakespeare à plein air, il est écrit pour ça. L'acoustique est difficile, il faut hurler un malade, et à Salzbourg il pleut le temps. Mais je vais essayer.

C'est donc un programme, une théorie. Mais ce n'est pas la garantie d'un succès énorme, parce que les metteurs en scène de théâtre qui travaillent pas dans leur langue maternelle valent que la moitié de ceux qui valent chez nous. Pourtant, je voulais organiser une confrontation entre les acteurs de langue allemande les plus intéressants et des metteurs en scène étrangers. J'ai commencé par un échec. J'ai proposé Antoine et Cléopâtre à Patrice Chéreau, qui ne veut désespérément travailler depuis vingt ans. Lui n'a pas l'air de le désirer. Alors je le courtise, il fait la diva et me rejette. C'est un échec, mais il fait unilatéral, même si j'ai de bons amis. Il m'a fait mariner six mois et il a fini par refuser.

Après le refus de Chéreau, je vais demander à Peter Zadek de faire Antoine et Cléopâtre. Je suis en discussion avec Deborah Warner pour Coriolan. Ça donne l'occasion de m'impliquer, il faudra que je surveille la distribution - les acteurs de scène étrangers pas qui sont capables de quoi chez les comédiens allemands. Je peux fournir le travail des textes, ce qui me plaît beaucoup.

Et puis j'ai découvert un endroit à 20 kilomètres de Salzbourg, une ancienne usine de sel sur une île de la Salzach, j'aimerais convertir plusieurs salles en espaces alternatifs. J'espère que cette année en invitant la trilogie antique d'André Serban, que j'avez vue cet été à Paris.

La Felsenreitschule a été restaurée dans l'état où



« Boulez connaît cette musique si bien, il l'a utilisée avec Messiaen. Il essaie toujours de parler aux chanteurs en termes d'interprétation plutôt qu'en termes musicaux abstraits. Dans le but de mettre au jour les aspects formels de la pièce et de la partition, les significations cachées de sa philosophie, dans l'histoire de l'art. »  
Ci-dessus : Pierre Boulez et Peter Stein.

Max Reinhardt (2) l'a trouvée - sauf les escaliers qui relient les différents niveaux de la scène. Nous ferons Jules César comme si nous le montions dans une gare. C'est le défi. Les acteurs sont obligés de se donner à fond, ce qui est très inhabituel pour des Allemands, alors même que c'est ce qu'ils admirent chez les Anglais, de même qu'ils envient la liberté physique des Italiens. Le cycle Shakespeare occupera la Felsenreitschule pendant trois ans. J'espère que j'aurai la possibilité de faire faire le Götter des montages, de Pirandello, à Ronconi, dans le nouvel espace que je vais ouvrir. Il se peut que le budget pour les compagnies invitées - un nouveau marché sur lequel j'ai beaucoup de doutes - soit insuffisant. Je n'ai pas le temps de voyager beaucoup ni de voir ce qui se fait à l'étranger. Pourtant, je voudrais inviter que ce qui m'intéresse. Le théâtre d'Europe de l'Est sera présent à Salzbourg : il existe un lien traditionnel entre l'Autriche et l'Europe orientale.

T. Su.

(1) Dirigeant de la CSU bavaroise, leader de la droite allemande jusqu'à sa mort en 1988.

(2) Célèbre metteur en scène autrichien qui joua un rôle déterminant dans la création du Festival de Salzbourg avant la guerre.

## Coup d'en des Gallois

Bien sûr, de nombreux noms de marque sont passés par le pays de Galles. James Levine y fait ses débuts à l'opéra dans *Alto*. L'orchestre, tout d'abord scandalisé à l'idée qu'on ait engagé un Américain inconnu, lui a fait dans la main à la fin de la première répétition. Margaret Price a vingt ans lorsqu'elle chante le premier Chérubin, à Swansea, en 1962. Quelques semaines plus tard, elle est invitée à remplacer Teresa Berganza à Covent Garden. En 1963, Gwyneth Jones est la Lady Macbeth du WNO. Jani Strasser, le légendaire répétiteur de Glyndebourne est dans la salle d'appréhension : « Une performance d'étudiante, mais quelle étudiante ! » En 1964, Gwyneth Jones est Fidelio. Stuart Burrows, né dans la même ville du même village gallois que Geraint Evans, fait ses débuts au WNO dans le rôle d'Ismaël dans le *Nabucco* en 1963. En 1969, Thomas Allen incarne le Figaro des Noce.

En 1966, l'Arts Council (organisme national responsable de la répartition des subventions) fait pression pour que la compagnie adopte un statut professionnel et réussit finalement à convaincre le conseil d'administration (notables gallois, conseillers municipaux, hommes d'affaires, comptables, universitaires) d'accepter un administrateur général venu de l'extérieur. L'idée d'un froidement accueillie par l'équipe, mais Smith, malade, le conseil rend à la raison. Après des débuts cahotiques et une longue période de vacances, une nouvelle équipe s'installe à l'été de Brian McMaster.

On peut le nier : McMaster est devenu à Cardiff le premier impresario d'opéra britannique du siècle. L'année où il est nommé, Patrice Chéreau monte son *Ring* révolutionnaire à Bayreuth. McMaster décide d'inviter nombre de metteurs en scène étrangers dont le travail n'avait jamais été vu au Royaume-Uni. Joachim Herz vient en premier, sa version, désormais classique, de *Madame Butterfly*. Un Suédois alors inconnu, Göran Jarvafelt, lui succède pour une *Flûte charmante*, influence bergmanienne. La volonté de McMaster de mettre le pays de Galles à niveau international provoque une vive controverse. Le public local lui reproche d'avoir détourné la troupe de sa vocation locale pour satisfaire à des objectifs établis à l'étranger. Tous finiront par s'incliner.

McMaster est à la fois électricité et empirisme dans ses choix et ses jugements : typiquement britannique. Parmi ses mises en scène marquantes qu'il

produit : *Don Giovanni*, par Ruth Berghaus, *Otello*, par Peter Stein, *Elektra*, par Harry Kupfer, *Eugène Onéguine*, par Andrei Serban, *Carmen*, *Rigoletto*, par Lucien Pintilie, *Salomé*, par André Engel. Le *Pelléas et Mélisande* du duo Stein-Boulez, enfin, est un legs superbe.

En août dernier, McMaster a été nommé directeur artistique du Festival d'Edimbourg. Matthew Epstein lui a succédé à la tête du WNO. Epstein est l'un des découvreurs de talents les plus influents de l'agence new-yorkaise de Ronald Wilford, Columbia Artists' Management Inc. (CAMI). Selon les critères britanniques, la compagnie dont il vient de prendre la tête est plutôt bien dotée. Elle reçoit 3 470 000 livres sterling de l'Arts Council de Grande-Bretagne, 2 129 760 livres de l'Arts Council gallois, 221 000 livres des collectivités locales et diverses subventions qui donnent un total de plus de 6 millions de livres (environ 10 millions de francs). Elle emploie 250 personnes et donnera cette saison 108 représentations au pays de Galles (dont la moitié lors d'une tournée de *Don Pasquale* qui ira de petite ville en petite ville. Les 108 représentations, 108 au total, la plupart de grande ampleur, seront accueillies en Angleterre et à Paris. La saison prochaine, le WNO aura trois débutants : le soprano Rebecca Evans et Alwyn Mellor, le baryton David Burrell. Aujourd'hui, le gros des distributions repose sur les invités, politique qui garantit à l'Opéra liberté artistique et souplesse budgétaire.

Epstein affirme qu'il a toujours voulu diriger un Opéra. Son contrat l'autorise à garder des liens avec la CAMI et il ne voit aucune incompatibilité entre les deux fonctions. Il n'a pas révélé la manière dont il entend gérer la troupe. Il passera certainement le plus clair de son temps loin de Cardiff. McMaster lui-même n'avait-il pas à diriger le WNO tout en étant le directeur artistique de l'Opéra de Vancouver, au Canada ?

Les distributions de McMaster ont toujours été prioritaires : l'essentiel d'un budget était consacré aux mises en scène d'invités étrangers. Epstein, lui, est un découvreur de voix nouvelles, capable d'offrir une vitrine incomparable à de jeunes chanteurs. Et puisque les Gallois savent chanter, aiment les ouvrages qui leur valent, ils finiront bien par envahir les scènes d'opéra.

TIM SUTCLIFFE

## MUSIQUES DU MONDE



INDE

Trois maîtres

LUN. 17 FEV. 20H30

CHAUASIA

rôle

DIM. 23 FEV. 20H30

RAM NARAYAN

sarangi

pour la 1<sup>re</sup>

LUN. 24 FEV. 20H30

GIRIJA DEVI

chant de Bénarès

78<sup>e</sup> - LOC. 42 74 22 772 PL. DU CHATELET PARIS 4<sup>e</sup>

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde  
DES LIVRES

DU 20 FÉVRIER AU 30 AVRIL 1992

Le Fantôme  
de l'OpéraCOMÉDIE MUSICALE  
D'APRÈS LE ROMAN DE  
GASTON LEROUX  
SUR DES AIRS DE  
OFFENBACH GOUNOD  
VERDI BOITO WEBER  
DONIZETTI MOZART  
OPÉRA COMIQUE  
LOCATION 42 86 88 83



«OMBRES ET BROUILLARD», UN FILM

## Sortilèges



Mia Farrow.

Il fait nuit. Les images sont en noir et gris : des rues de brouillard dissimulant, en partie, leurs contours, un décor de rue pauvre, des escaliers. Un homme qui a l'air d'avoir peur se précipite dans la nuit, lourdement. Un autre homme, surgi de la brume, lui tend la main. L'étrange. La musique qui accompagne les séquences d'ouverture est celle de Kurt Weill. Elle évoque l'Opéra de quat'sous et, donc, les années 1930, au temps de la Victoria et de la musique de film. Etrange, n'est-ce pas ? C'est tout. Mais où est-ce que ça va ?

Le brouillard s'est infiltré dans la chambre où surgissent des gens du quartier, membres d'une famille déclinante. On capture l'étrange pour le rendre hors d'état de nuire. Alors, debout, habillez-vous Kleinman (il s'appelle Kleinman, il est employé de bureau) et rejoignez dans la rue... Kleinman, qui n'est pas un fou, se dirige vers la rue, dans le plan conçu par les bourgeois de la milice.

Le cauchemar rejoint la réalité, le moins que le film, c'est-à-dire la vie, est un cauchemar. L'incantation, la musique de Kurt Weill continue d'imposer ses sortilèges et les personnages se meuvent dans une ombre ou une lumière de ville, où le brouillard semble être une créature fantastique, immatérielle, changeant de forme pour mieux tromper les humains.

Chaque nouveau film de Woody Allen est un événement. Celui-ci, après Crimes et Délits et Alice, particulièrement. Situé dans une sorte de no man's land des années 1930 d'entre-deux-guerres, il lève l'ancien lien amarré avec les États-Unis, avec New-York, avec l'uni-

vers familial et social que l'on reconnaît à l'instant dans ses films même lorsqu'il n'y tient pas de rôle, et à partir duquel toutes les variations entre le comique, le dramatique et même le tragique sont possibles.

De quoi être déconcerté ? Excité plutôt, par une curiosité qui ne se passe pas de grandir. Car Woody Allen est un véritable artiste criminel (1) balisé par une série de signes de la culture européenne et américaine, la culture européenne au porteur de l'élan d'une ville un peu apparemment énigmatique.

Cette même nuit où Kleinman, tiré de son lit, se demande quel rôle il a joué par le passé, un drame se joue dans un ténier vague, aux portes de la ville. Il s'agit d'un cirque ambulatoire. Le clown, triste de ne pas connaître la gloire (John Malkovich), se console de ses frustrations dans la roulotte du contorsionniste (Madonna, une silhouette seulement dans quelle silhouette ?). Immy, la fiancée, qui aime l'enfant de la rue (Mia Farrow), le surprend et, bouleversée, finit par se suicider.

Un personnage acharné à relever des débris — et le critique peut en tirer lieu — Woody Allen, mais avec une bonne dose de bonheur, une citation de Bergman, l'une des citations favorites de Woody Allen. Pour traverser la ville, Immy traverse le pont et, comme on dit dans Nosferatu de Murnau, « les morts viennent à sa rencontre ». Le brouillard pousse Immy vers une prostituée tapie au long d'un mur (Lily Tomlin). Autour pour la protéger de l'étrange pour lui proposer le gîte et le couvert, elle l'invite à passer la nuit au bordel où elle travaille. Le salon chaud et enfumé, avec ses filles en tenue légère parmi lesquelles se reconnaît John Foster, pourrait appartenir au lupanar de l'Opéra de quat'sous, dans la version de G. W. Pabst. Il y manque Jenny des Pirates, mais la musique de Kurt Weill est au rendez-vous.

UN ENTRETIEN

## Toutes les couleurs

Carlo Di Palma a plus de souvenirs que s'il avait mille ans. Quand on a commencé sa carrière à quinze ans avec Luchino Visconti, qu'on l'a poursuivi aux côtés de Vittorio De Sica et Roberto Rossellini, qu'on est devenu ensuite le chef opérateur de Michelangelo Antonioni, et que, depuis cinq films, on est responsable de l'image des films de Woody Allen, on peut légitimement être fier. Carlo Di Palma est fier. Comme un artisan qui sait au fond de lui qu'il est un artiste.

ROME

en envoyée spéciale

« Quand et comment avez-vous rencontré Woody Allen ?

— La première fois qu'il m'a appelé pour que je travaille avec lui, c'était il y a vingt ans. Il m'a envoyé un télégramme, j'étais très flatté. Avec Michelangelo Antonioni, nous étions allés voir ses premiers films. Bana... Prends l'osille et tire-toi, on avait ri... des malades. Mais l'image ! L'image de ces films-là était horrible, sale, le choix des couleurs ignoble ! Ce n'est évidemment pas pour ça que j'ai refusé sa proposition, mais j'allais commencer le tournage de Blow up... Quelques années ont passé. Woody a renouvelé son appel. Et moi, une fois de plus, je n'étais pas libre. Puis, on m'a dit : Woody Allen a téléphoné. J'ai dit que c'était blague, ça n'en était pas une. Quelques jours plus tard, une de ses assistantes est arrivée à Rome, elle repartait le scénario. Je savais pas... quel point Woody déteste séparer de ses scripts.

— La semaine suivante, je suis parti pour New-York. Woody m'avait donné rendez-vous chez lui à 10 heures du matin, en tête à tête. Lui, pas un mot d'italien, moi, à peine deux mots d'anglais. Aussi timides l'un que l'autre. « Installez-vous », « Non, vous », « Là », « Non, ici », un peu plus nous allions nous asseoir sur le genou l'un de l'autre. Puis, je ne sais même plus comment, on s'est mis à se parler. Une heure, deux heures, trois heures. La production téléphonique à la secrétaire qui était là place. « Ils sont toujours là ? Vous êtes sûrs ? Vous n'entendez rien ? » Elle n'entendait rien parce que Woody a une voix très douce, et que moi, je parlais surtout avec les mains. On s'est formidablement bien compris.

— Sur le tournage aussi ?

— Oui. Dans Hannah et ses sœurs, il y a une scène

dont tout le monde a parlé après, mais qui au départ me paraissait si longue, celle des trois sœurs au restaurant. Woody, gentiment, m'explique : « Elles disent des choses importantes, ça te paraît long parce que tu ne comprends pas. » Je n'insiste pas. Le jour J, je mets au point la lumière, une lumière normale de tournage, on répète. Mon anglais a un peu progressé, mais la scène semble toujours aussi longue. Comment la filmer ? En prenant chaque fois qu'elle parle, un contrechamp sur les sœurs qui écoutent ? Quelle barbe !

— Alors, je commence à discuter avec le cameraman, les machinistes. Pourrait-on installer un travelling circulaire qui ferait le tour de la table, qui nous permettrait de former une espèce de rond autour des sœurs ? « Zoomant » sur l'une ou l'autre quand nécessaire. Oui, on pouvait, avec des acrobates diversifiées, consistant à retirer les tables voisines quand le travelling arrivait et à les replacer aussitôt qu'elles étaient à nouveau dans le champ. C'était si hasardeux que, pour la première fois de ma vie, j'ai demandé à vérifier un écran vidéo le résultat de la scène. Woody a horreur de la vidéo, moi aussi.

— Après Hannah, vous avez continué à travailler avec Woody Allen, dans des styles très divers, la volubilité nostalgique de Days, la rigueur claustrophobe de September, l'effervescence affective d'Alice, avant l'expressionnisme flamboyant d'Ombres et brouillard.

— Le style, oui, c'est la première chose à trouver, la seule chose vraiment importante. Le style vient avant tout. La lumière. Quand je lis un scénario, j'ai le vois. Je le vois physiquement. Et je dis à Woody, je le vois. Je le vois à l'Antoni. Le film-là je le tournerais bien la caméra à l'épaule. Je le vois la scène-là deux caméras, dont une très libre, très rapide, qui permettrait d'insérer des petites choses furtives, inattendues. Le style, n'est pas seulement le choix de la prise de vue. Cela peut être aussi l'utilisation du décor. Quand je suis arrivé sur le plateau de September, par exemple, la maison où se déroulait toute l'action était déjà construite. Elle m'a paru très exiguë. J'ai compris que Woody voulait ainsi indiquer l'étouffement des personnages : je l'ai souligné en occultant toutes les fenêtres avec des stores vénitiens baissés. On voit jamais l'extérieur, tout se passe à l'intérieur. A l'intérieur des gens.

— Pourquoi avez-vous « sauté » un film de Woody Allen, Crimes et Délits ?

— Parce que j'ai dû subir une opération. Ne le dites pas, je ne voudrais pas que cela ait l'air d'une excuse... Vous savez, c'est extraordinaire qu'il s'est passé entre moi et Woody, j'ai l'impression de l'avoir toujours connu, nous avons une identité de vue permanente, une façon de sentir, de penser, d'identifier. Probablement parce qu'il est très proche de notre culture européenne... Quand nous avons terminé un film, que

l'océan nous sépare, nous nous téléphonons. Il me dit : « I miss you Carlo », je lui réponds que lui aussi, il me manque. Je crois que nous aimons beaucoup.

— On a l'impression qu'Allen travaille très vite et presque sans interruption.

— Il est exact qu'il commence à parler de son prochain film pendant qu'on termine le précédent. Ainsi, au moment d'attaquer Alice, il m'avait dit, lui qui n'aime rien tant que les beiges, les sables, les crèmes : « Carlo, Alice, c'est « couleur ». Je m'étais empressé de demander un chapeau rouge pour Mia Farrow ! Mais la fin du tournage d'Alice, il m'a déclaré : « Cher Carlo, le prochain film, c'est « couleur ». J'avais cru qu'il plaisantait. Eh bien non ! Ce serait Ombres et brouillard et ce serait en noir et blanc. Une histoire des années 20...

— Expressionnisme ?

— Non ! Un hommage à l'expressionnisme. Où Woody révèle des cauchemars les plus intimes, de façon comique, mais le fond de l'affaire est terrible, bouleversant. Pour moi, Ombres et brouillard est le plus beau film de Woody, en tout un des plus beaux films que j'aie fait de ma vie. C'était un peu dangereux, j'aurais pu se tromper, rajouter, faire des bêtises solennelles au nom du respect du genre.

— Nous avons revu énormément de films expressionnistes, avant, pour s'assurer de ce qu'on ne devait pas faire, la citation, l'imitation superficielle, le pastiche indigne. Il fallait l'ironie, tout ça, la suite, l'évocation de M. le Maudit, le tribut à Fritz Lang, la distance, en plus.

— Le noir et blanc est dans les mémoires. L'inconscient collectif, comme la marque d'une époque reine du cinéma. Je pense qu'il était important de revenir à la vie, lui qui a été écarté par la couleur devenue si laide, si laide à la télévision. L'œil ainsi s'est habitué à la laideur, mais garde cependant la faculté de distinguer le beau du laid, le bon goût du mauvais goût. L'effort de Woody, le mien, a d'abord été celui-ci : retrouver la volonté de voir mieux, de voir plus beau. Et, film noir et blanc, rappeler une époque passée, un regard d'aujourd'hui. Ce paradoxe volontaire de l'image est une chose dont je me nourris, c'est une chose qui m'appartient, dont je pense qu'elle est sensible, perceptible, qu'elle provoque l'émotion. Au début, la lune, l'horloge, le fiacre... Ce sont des symboles qui disent alors-y, le film est là, qui attend, ce sera un voyage.

— Jusqu'à la fin. Pourquoi alors ce personnage que joue Woody choisit-il le cirque ? Parce que là, au moins, il y a de l'invention, de la créativité, de la lumière. Tandis que la vie, la vie réelle, est sombre, pleine d'ennemis et de violence. Le film, sur un tempo de comédie nocturne, contient une critique impitoyable des horribles de l'humanité, le racisme, le

lucra, la délation, la trahison. La fin du film, Woody dans le miroir qui s'échappe, les lumières qui s'éteignent, la profondeur de champ, cette impression soudaine tridimensionnelle, un jeu pour les spectateurs du film dramatique. Pour moi, c'est l'utilisation précise, personnelle, particulière, de certains objectifs, j'insiste, tout est là, il n'y a pas de secret, il y a le style. L'important que la lumière. Le cadre est bon, si on a su ce qu'on veut mettre dedans, il est facile de prendre un projecteur. Ou trois projecteurs.

— Le tournage d'Ombres et brouillard a été facile ?

— Particulièrement fatigant. Chaque jour, chaque heure, chaque minute, il fallait adapter l'intensité de la lumière à la densité du brouillard ambiant. Un brouillard dispensé en continu par les machines et qui empêchait de respirer... Woody était dans le brouillard, le brouillard était épais... Sauf qu'on voit tout très distinctement ! (rire) C'est une illusion du brouillard, une disposition mentale du personnage qui est « dans le brouillard » mais l'on voit agir et réagir.

— C'est le contraire du brouillard d'identification d'une femme qui avait, diluait, dissolvait les héros, les empêchant de se rejoindre.

— Oui, le film d'Antonioni, j'ai le sentiment de pouvoir donner cette impression d'impalpabilité d'humidité, qui là, qu'on ne peut pas toucher, qui s'échappe... Toujours une question d'objectifs. Nous n'avons utilisé le zoom, mais des lentilles simples, successives, qui rapprochent, tac, tac, mais ne s'arrêtent rien.

— Ombres et brouillard a-t-il tourné entièrement en studio ?

— Oui, sauf la maison de Woody qui est un décor naturel. On a construit en studio tout le reste, la rue, le pont, le bordel, le cirque.

— Il a tout de même fallu beaucoup de lumière pour percer ce nuit.

— Non. Peu. Je n'aime pas beaucoup la lumière ou, plutôt, je n'aime beaucoup de lumière. La lumière, si elle s'approche trop, elle redouble de force, elle écrase tout. Si on s'en éloigne, elle s'apaise. On revient au choix des objectifs, à la distance que l'on crée. On peut être très près d'un objet, mais on l'approche, on domine la situation. Un grand problème, lorsqu'on tourne en studio dans un décor de ville, de rue, de plein air : le plafond, c'est-à-dire le ciel qui n'existe pas, qui est remplacé par une jungle de projecteurs, de poutres, de câbles. Les projecteurs ne veulent pas le voir, sinon je ne peux pas m'imaginer que mon décor est réel, que ma rue, que ma ville existent. Je veux bien que tout soit inventé, mais inventé par moi.

— Alors, que faites-vous ?

— Je masque entièrement le plafond du plateau avec des tentures noires. Un ciel de nuit, ne laissant que

DE WOODY ALLEN

et magie

AVEC LE CHEF OPÉRATEUR

du noir et



DE WOODY ALLEN

## et magie

Trois personnages se déplacent, désormais, dans le même espace : l'imprévisible étranger cherchant qui détruire, Kleinman dont on est en train de se rendre compte qu'il est le « chœur » destiné à l'attirer, et l'irmy qui cherche à le consoler d'une rude déception amoureuse. Cet espace - un extraordinaire décor de studio - auquel le brouillard dérobent, est cosmopolite. Bas-fonds de Londres chez Pabst, bas-fonds de la ville allemande où Fritz Lang suivait M. le méchant, ruelles du ghetto de Prague où courent les légendes juives... Le cinéma allemand post-expressionniste rejoint la littérature de Gustav Meyrink, l'Autrichien, et de Franz Kafka, le Tchèque.

Woody Allen, puisant dans ce vivier d'une magistrale légèreté, sans jamais tomber ni dans l'illustration ni dans le pastiche, nous parle en fait, comme d'habitude, l'individu face à une société hostile, de l'amour et du sexe, de la vie et de la mort, de la fuite du temps. Mais il l'écrit avec une telle maîtrise, il l'européenne, fapon, nous doute, de montrer à quel point, en Amérique, le boudoir lui reprochant d'être un « étranger » indépendant, totalement étranger, quel point il est cette Europe où il est né et compris (2). Façon, également, de relancer, par le recours à l'irrational, sa philosophie de l'existence.

Car Kleinman, le petit employé avarié, au biefard, qui se logeuse cherche à dominer le monde bourgeois, la milice fort en appât puis un bouc émissaire, c'est, dans ce labyrinthe d'ombres et de brouillard, un processus d'événements absurdes, le Joseph K. du Procès, innocent dont on ne peut rien dire qu'il est coupable. Rien d'intimidant à cela, le film n'est pas un pesant objet culturel mais un magnifique spectacle de magie cinématographique.

L'état d'esprit juif new-yorkais, Woody Allen-Kleinman passe à celui de juif errant. On le voit donc aux prises avec un monde qui le culpabilise qu'on lui « colle » sur le dos. Kleinman finit par rencontrer l'irmy dans

un commissariat. Au bordel, elle a consenti à coucher avec un étranger (John Cusack) fasciné par sa beauté. Il lui a offert 700 dollars. Mais, pour sa part, elle a découvert le plaisir. Alors elle remet l'argent à Kleinman, pour qu'il le donne aux pauvres. Il refuse dans une église où un curé et un fils établissent une liste de juifs suspects (tiens donc). L'argent est le seul moyen de la faire fuir. Mais une prometteuse traîne la rue avec son nouveau-né, l'étranger s'est attaqué à un policier qui se livre à ses expériences sur des animaux (Donald Pleasance), le clown, repentant, cherchant l'irmy dans le brouillard, a rencontré l'étudiant : bref, c'est un enchevêtrement d'événements dans lequel les limites de l'écran s'effacent. Comme dans *Rose pourpre du Caire*, le chaos dans sa force incroyable permet à des personnages de dépasser leur mission, de devenir des archétypes universels.

Qu'en dit-il ? L'irmy n'est pas destinée à se perdre dans ce chaos « absurde » est bien dans la logique du cinéaste. l'irmy aura un rôle à Kleinman découvrira sa vocation grâce à l'illusionniste du cirque, après quelques années de passe-passe dans l'étranger a fait ses frais. Enfin, ce n'est pas si sûr... Croire ou ne pas croire, telle est la question. Et si la pirouette comique finale fait penser à la dernière séquence d'un autre film de Bergman, *Le Visage*, celui de Woody Allen a une fantastique et la gravité, la construction mystérieuse et les burlesques d'une œuvre shakespearienne.

JACQUES SICLIER

(1) *Ombres et brouillard* est inspiré d'une pièce de Woody Allen, intitulée *Death*.

(2) Le cinéaste a d'ailleurs déclaré que le film sortirait en France, puis aux États-Unis.



John Malkovich et Madonna.

AVEC LE CHEF OPÉRATEUR CARLO DI PALMA

## les couleurs du noir et blanc

Les fentes se glissent la lumière dont j'ai besoin. Celle qui doit porter le spectateur à entrer dans cette fausse vérité plus vraie que nature. *Ombres et brouillard*, les couleurs de ce film étaient normales, bleu, rose, jaune, comme dans la vie. Le décor du bordel suggérant la douceur, la féminité, était aussi très coloré, dans des tons suaves. La grande différence que je vois entre *Ombres et brouillard* et les films expressionnistes des années 30 et 40, c'est que le film de Woody Allen, malgré les apparences, est un film en couleurs. Le noir et blanc constitue un personnage supplémentaire, un *deus ex machina* en quelque sorte.

- Comment est Woody Allen sur son plateau ?  
- Normal ! Il parle peu. Le matin, lorsqu'il arrive, il sort du monde. Le soir, avec lui, nous discutons de la séquence de la journée. Il a apporté les pages détachées du scénario, il les connaît par cœur.

- Pourquoi retourne-t-il souvent des scènes lorsque le film est terminé ?

- Ce n'est pas forcément parce qu'il n'est mécontent, bien que cela arrive. C'est plutôt un réflexe, une réaction de l'écrivain qu'il est et qu'il s'autorise à conserver l'écriture cinématographique. Il s'agit bien de ratures, de réécriture. Parfois, il est vrai, cela va loin, jusqu'à changer un comédien, comme un romancier qui change d'un trait de plume un personnage ou une scène.

- Vous avez dit qu'il est jeune ?

- Depuis que je suis petit garçon, j'ai eu cette volonté de soumettre mon regard à la lumière. Cela vient sans doute de ma mère qui était fleuriste. Et moi avant d'être fleuriste, avant ma naissance même, j'étais un modèle pour les peintres. Elle était très belle... Et je me souviens qu'elle m'a légué, comme un héritage inconscient, ce goût de la peinture, des couleurs, des cadrages, de la lumière... Pour moi, il n'a jamais été question de choisir un métier, je n'ai jamais imaginé autre chose que le cinéma, peut-être parce que je suis né dedans. J'ai commencé très tôt, parce qu'il fallait gagner sa vie, sans violence, naturellement. J'avais appris en regardant tourner, parce que mon père réparait les appareils de prise de vue.

- Dès que je sortais de l'école, oui, à Rome, dans le quartier du Colisée, je me précipitais au studio. Pour mon douzième anniversaire, mon père m'a offert un petit appareil photo. Mon sujet préféré, mon sujet, c'était le studio, les plateaux de cinéma. Les lumières en particulier, les permis de la lumière, de prendre des photos que je développais et tirais moi-même. Je ne photographiais pas les acteurs mais plutôt le décor, un couloir illuminé, un escalier dans l'ombre, les jeux de lumière transportaient. Et puis j'allais présenter mes œuvres à tout le monde. De mes amis, j'en recevais : « Fiche le cinéma, c'est moche, affreux, mal cadré, mal contrasté. » Vexé, je filais, recommençais. Plus rarement, il me disait : « Ah ! celle-là, très belle, je l'achète. » Et il me donnait 100 lires...

Puisque que j'allais déjà au studio tous les jours en sortant de l'école, par choix, par attirance, un jour je suis allé au studio pour aller à l'école, c'est tout.

- Vos vrais amis sont-ils chez Luchino Visconti ?

- Oui, j'avais quinze ans, je remplaçais un assistant qui était parti faire son service militaire. Quand je suis arrivé sur le plateau d'Ossessione, en 1942, on m'a demandé d'aller vérifier l'objectif d'une caméra qui ne fonctionnait pas. J'ai eu le plaisir de détecter l'immédiatement. On m'a gardé comme gamin, j'étais le gamin de l'équipe. Luchino Visconti m'a fait la cour. C'était délicieux. Et Luchino Visconti, c'est mon premier maître.

- Ce qu'il m'a enseigné ? L'importance du détail : « Rappelle-toi, dit-il, que dans la vie, il y a toujours dans notre métier le détail essentiel. Tout est important à l'image. Même ce qu'on ne voit pas. Les cuillères d'argent dans le tiroir de la table. Le spectateur ne voit rien des cuillères, mais l'actrice qui s'appuiera sur la table, qu'elle y soit. »

- La technique a-t-elle beaucoup changé depuis vos débuts ?

- La technique du son, oui, celle de l'image. La qualité de la pellicule a augmenté considérablement,

mais le reste ne s'est pas tellement modifié. C'est notre regard qui a changé, plus que nos outils.

- Après Luchino Visconti, vous avez eu d'autres maîtres prestigieux, Roberto Rossellini qui vous a assisté pour *La vie ouverte* à Paisa, et Vittorio Gassman dont vous avez été le « metteur en point » pour *Sciuscià* et *Le voleur à bicyclette*. C'était quoi, le maître du néoréalisme ?

- Très peu de moyens et un immense respect pour les sujets qu'on traitait. Avec un état d'esprit totalement différent, méticuleusement « documentaliste » chez Rossellini, plus spontané chez De Sica, on parvenait au même résultat : une prise directe des temps que nous vivions, et la fascination pour les visages des humbles, des pauvres. Des visages toujours inoubliables.

- Puis vous avez réalisé de nombreux documentaires...

- C'était une autre façon de collecter la réalité. Ce fut pour moi une expérience irrefutable, une irremplaçable initiation à la fiction. C'est d'ailleurs après avoir vu des documentaires en couleurs que Michelangelo Antonioni m'a appelé pour le *Désert rouge*, en 1964.

- Vous avez eu tout de suite conscience que ce serait un film important, un film culte ?

- Non, je ne pouvais imaginer que ce film consti-

tuerait un tournant capital dans le traitement de la couleur, dans la définition même du film en couleurs. Michelangelo, pour m'expliquer ce qu'il voulait, m'a raconté des scènes, des moments, des états...

- Vous avez vu la pellicule après le tournage, utilisé des truccages ?

- Non, non, jamais ça ! Voilà technique que je n'aime pas... Mes années d'apprentissage m'ont entraîné dans les laboratoires, où j'avais pour mission de contrôler les négatifs. J'ai ainsi appris à lire les photographies, à déchiffrer leur temps d'exposition. J'ai digéré la technique pour m'en libérer, comme un musicien fait ses gammes. Aujourd'hui, mon laboratoire ne peut me dire que ce que je lui demande : impossible ! Je connais la technique, mais je ne m'en sers pas, c'est elle qui me sert. Elle m'a servi dans le *Désert rouge*. Mais elle nous a tout de même fait vivre un moment douloureux, le film devait aller à Venise. Les deux semaines qui ont précédé Mostra, nous étions enfermés, Michelangelo et moi, dans le laboratoire, mangeant là, dormant pratiquement là, pour vérifier le tirage. Et nous n'arrivions pas à trouver la couleur juste.

- Vous comprenez bien que le rouge devait être rouge, pas rose... Arrivés au Lido à minuit, on se projette la bobine au milieu de la nuit et Michelangelo : « Carlo, là, je trouve que c'est très bleu. » Moi : « Non, c'est bien, c'est la partie froide, glacée, c'est bien la couleur que nous voulions. » Et Michelangelo : « Bon, espérons que la presse dira que nous l'avons fait exprès. » Et moi : « Mais Michelangelo, nous l'avons fait exprès ! »

- Le lendemain, c'était un triomphe. Le Lion d'or. Et le producteur, Rizzoli, qui disait : « Carlo, le lion, que veux-tu en revient. » De ma carrière, le *Désert rouge* est le film qui m'a le plus ému. Avec *Ombres et brouillard*. Dans le sens que mission m'a été donnée, dans les deux de réinventer quelque chose.

- Comment Antonioni aujourd'hui ?

- Mieux, vraiment mieux, il a assumé sa maladie, songe à faire un film bientôt. Moi, je pars pour New York, retourner certaines scènes du film Woody, celui qui suit *Ombres et brouillard*, il est presque terminé, il porte pas de titre, c'est l'usage. C'est une comédie douce-amère à quatre personnages. Deux couples qui se défont et se retrouvent à la fin de la nuit. Optimiste ? On peut le dire.

- Que se passerait-il si demain Antonioni me disait qu'il a besoin de moi, Woody aussi ? La question se pose le jour même je serais aux côtés de Michelangelo. Mais je crois que, dans ces circonstances, Woody serait prêt à reculer propre tournage. Du moins il plaît de l'espérer. Au cours d'une rare conférence de presse qu'a eue Woody Allen, les journalistes lui ont demandé : « Pourquoi cette fidélité à Carlo Di Palma, d'où vient cette affection que lui portez-vous ? » Et il a répondu : « Vous avez vu le *Désert rouge* ? »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN



Woody Allen et Carlo Di Palma.















# DE LA SEMAINE

## Murall

Treize contours du soleil couchant pour flûte, clarinette, violon, violoncelle et piano

## Levinas

Froissements d'ailes pour flûte, clarinette, violon, violoncelle et piano

## Grisey

Charme pour clarinette, flûte, clarinette, violon, violoncelle et piano

Ensemble Musikprojekt Gegenwart Zurich, Daniel Glaus (direction)

Voyage à l'intérieur du souffle et du son en compagnie d'interprètes suisses, ici au service d'une école française contemporaine qui s'est mise à l'écoute, et nous avec des mystères de l'acoustique spectrale.

Centre culturel suisse, 20 h 30. Tél. : 42-71-38-38.

## Jazz

### Philip Catherine

Guitariste exceptionnel à la longue carrière, d'origine belge, comme René Thomas. Sensibilité mouvante, comme ses contemporains. Une technique et un sens du récit (l'interprétation est un sens du récit) à découvrir. Urgent.

Du 12 au 15. La Villa, 22 heures. Tél. : 42-28-80-00.

### Duke Jordan Trio

Planiste né à Brooklyn le 1<sup>er</sup> avril 1922. Duke Jordan est l'homme en noir et blanc de Coleman Hawkins, des Savoy Sultans, de Charlie Parker (46-48), Roy Eldridge, Stan Getz, de Vadim (les Lias sous dangereuses, 1959). Ce qui devrait éviter toute discussion.

Du 12 au 15. Allégories, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

### Joey Lee Wilson

Que Joey Lee Wilson (qui ouvrit son loft avant-gardiste dans le Village des années 70) se produise au Bilboquet, boîte ancienne, aimable et sans autre prétention de programme qu'un solide goût de la vie du jazz, c'est toute une histoire - de cette musique, des préjugés qu'elle suscite, de sa mobilité.

Du 12 au 15. Le Bilboquet, 22 h 45. Tél. : 45-48-81-84.

### Les Freeman

#### Buster Williams Quintet

Les père et fils Freeman (Van, la légende du Southside de Chicago et Chico, le fils bien élevé et très dévoué, tous deux saxophonistes), c'est tout un programme. La veille au même endroit, à la même heure, au même prix, le Buster Williams Quintet, celui d'un des bassistes les plus talentueux.

Le 17. Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

## Rock

### John Martyn

Auteur compositeur chanteur guitariste de Glasgow, John Martyn est de ces musiciens qui accumulent plus facilement les superlatifs que les disques d'or. Et si, pour une fois, tout le monde allait entendre cette musique dont on parle en termes si élogieux ?

Le 12. Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

### Soirée du label angevin

#### Black et Noel

Un peu de géographie et de littérature : la douceur angevine a été rayée de la carte avec l'émergence des Thugs.



« Artfact », chorégraphie de William Forsythe, au Châtelet.

## Chanson

### Jacques Higelin

Higelin, les cinq Zap Mama (le Zaïre de Bruxelles), un harmoniste japonais, une saxophoniste brésilienne et une bande de musiciens polyglottes et excellents lancent des défis sous le ciel étoilé du Rex. Il est bavard ? Tant pis. Il est cabotin ? Tant mieux. Higelin mène son monde sans ennui pendant trois heures et demie. Qu'importe les défauts, puisqu'il ose.

Les 12, 13, 14, 15 et 16, 20 h 30 : le 16, 17 h 30. Au Grand Rex. Tél. : 40-35-03-00. Location Fnac, Virgin, Billeul. De 140 F à 170 F.

### Claude Nougaro

Dix doigts pour le piano, une voix pour le solo. Nougaro se pose à l'Olympia après une tournée d'un an dans les quatre coins de la France. Puis repartira, toujours avec Maurice Vander pour compagnon de ring.

Les 12, 13, 14, 15 et 16, 20 h 30 : le 16, 17 heures. Olympia. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 180 F.

### Richard Desjardins

Superbe découverte des Francophiles de Montréal et de La Rochelle. Cet auteur-compositeur, interprète sans indulgence, qui a roulé sa bosse à travers tout le continent américain, est enfin sorti du placard des chansons à textes. Les siens sont superbes, et les mélodies tranchantes qui les accompagnent font de cet homme solitaire devant son piano la grande révélation de la chanson francophone des années 90.

Les 14 et 15. Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

### Jill Caplan

Petite reine nouvellement couronnée par une Victoire de la musique, Jill Caplan passe l'épreuve du feu. Sur scène, on entend d'une oreille neuve et curieuse la révélation féminine 1991 pour mesurer tout ce qui la sépare encore du succès mérité.

Les 17 et 18. La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00.

### Tournées

#### Bernard Lavilliers

Passage en revue d'une carrière déjà bien remplie, de Caracara (Brésil) à Manille. Baroudeur toujours, finement classé international, chanteur parvenu à maturité, Lavilliers domine les salles (perpète) avec l'âme d'un fils prodige. Mais le retour n'a pas toujours la fraîcheur et le punch prévus.

Le 14 février, Moulhouse. Le 15, Thionville. Le 16, Lille.

### Chanson Plus Bifluorée

Les quatre compères visitent la chanson française avec talent et humour, parodient mais toujours avec classe, passent en revue notre plus cher répertoire sans une fausse note, et avec des voix formidables (ne comparons pas avec les Frères Jacques, mais le principe est le même).

Le 14 février, Blanquefort. Centre culturel des Colonnades, 20 h 30, de 40 F à 70 F. Le 15, Créon, Centre culturel, 21 heures, 80 F et 100 F.

## Musiques du monde

### La Squadra

#### et le Trillo Italien

Ils sont neuf hommes qui entremêlent leurs voix dans les méandres d'un art polyphonique enraciné dans la Gènes cosmopolite de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, entre traditions paysannes, effervescence portuaire et culture ouvrière. Chants gourmands, spontanés, enthousiastes, qui vont comme un gant aux tavernes et au bon vin. En première partie, le Trillo Italien : Lucilla Galeazzi au chant, ex-compagne de Giovanna Marini, Carlo Rizzo, virtuose du tambourin, et Ambrogio Sparagna, accordéoniste succulent. Une soirée italienne comme on en voit trop peu.

Le 14 février, Blanquefort. Centre culturel des Colonnades, 20 h 30, de 40 F à 70 F. Le 15, Créon, Centre culturel, 21 heures, 80 F et 100 F.

## DANSE

### Ballet Frankfurt/William Forsythe

#### Artfact (1)

The Loss of Small Detail (2)

Le plus excitant de nos rendez-vous annuels. Si vous n'avez pas vu *Artfact*, qui n'a été donné que trois fois à Paris, en juin 1988, précipitez-vous : c'est sans doute le ballet emblématique de Forsythe, celui où s'exposent avec la plus éblouissante maîtrise ses théories sur les illusions de la perception (« Bienvenue à ce que vous croyez voir... »), l'utilisation de la parole, la déconstruction et la reconstruction, les ruptures, et bien sûr la danse, poussée bien au-delà de ce qu'on croyait ses derniers retranchements. Tout cela dans des jeux de lumières qui coupent le souffle cent fois dans la soirée (ils sont également signés Forsythe). Nous avons aussi été secoués par *The Loss of Small Detail*, vu en deux parties, à Francfort et à Paris, mais Forsythe l'a considérablement remanié et le considère comme un spectacle nouveau.

Théâtre du Châtelet, (1) les 14, 15, 16, 27, 28 et 29 février à 20 h 30, le 1<sup>er</sup> mars à 15 heures. (2) les 21, 22, 23 et 24 à 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à 190 F.

### Compagnie Fattoumi/Lamoureux

#### Si loin que l'on aille...

Récemment créée à l'Hippodrome de Douai, la nouvelle pièce du jeune couple coqueluche de la DCF (danse contemporaine française). Deux garçons et trois filles se cherchent, se fuient, s'ignorent ou s'enlacent, air connu. Une construction générale un peu lâche, quelques temps morts, mais un superbe travail sur les possibilités toujours surprenantes du corps.

Théâtre de la Bastille, du 18 au 23 février, 21 heures, sauf dimanche à 17 heures. 90 F.

### Ballet de Stuttgart

#### Un Tramway nommé Dais

Après le terrassant (d'ennui) *Eugène Oneguine* de Cranko, va-t-on se réveiller avec ce *Tramway* signé John Neumeier d'après la pièce de Tennessee Williams ? Le chorégraphe signe également mise en scène, décors, costumes et lumières. Musiques de Serge Prokofiev et Alfred Schnittke. A l'indestructible Marcia Haydée la rude tâche de nous faire oublier Vivien Leigh...

Opéra de Paris-Garnier, les 18, 19, 20, 21

et 22 février, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 350 F.

### Evry

#### Compagnie Hervé Jourdet

Portraits de maîtresses ou la rive d'un curieux

De chastes femmes nues dans les airs, un couple qui s'aime au ralenti, un autre qui ne s'aime pas... De belles images, une réussite de Jourdet.

Théâtre de l'Agora, le 15 février, 22 heures. Tél. : 64-97-22-88, 82 F.

### Strasbourg

#### Ballet du Rhin

##### Jason et Médée

Une curiosité : aucun des quelque cent cinquante ballets de l'illustre Noverre, grand théoricien et chorégraphe du XVIII<sup>e</sup> siècle, n'était parvenu jusqu'à nous. En nous proposant cette « tragédie pantomime » qui fut l'une de ses œuvres les plus célèbres, l'érudit Ivo Cramer, qui signe chorégraphie et mise en scène, parle prudemment d'« interprétation » et non de « reconstruction ». Dominique Delouche s'est inspiré des costumes de Boquet, la musique originale de Jean-Joseph Rodolphe a été « arrangée » par Charles Farncombe.

Opéra municipal, les 12, 13, 14 et 15 février à 20 heures, le 16 à 15 heures et 20 heures. Tél. : 88-75-48-00. De 51 F à 210 F.

### Le Havre

#### Compagnie l'Esquise

Une femme chaque nuit voyage en grand secret

La dernière création de Joëlle Bouvier et Régis Obadia, où abondent comme toujours des images puissantes et belles pour dire la fatalité tragique de la passion qui enchaîne les âmes : ici, trois garçons et trois filles qui s'affrontent sans répit pendant une heure.

Grand Volcan, le 13 février à 19 h 30, les 14 et 15 à 20 h 30. Tél. : 38-21-21-11. 80 F.

### Maubeuge

#### Compagnie Wim Vandekeybus

##### Immer das selbe Gelingen

Des danseurs d'une énergie et d'une adresse absolument renversantes, dans un spectacle qui fait autant rire que frémir. Ça ne se manque sous aucun prétexte.

Théâtre du Manège, le 9 février à 18 heures. Tél. : 27-68-65-40. 80 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac

## VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS		
RIVE DROITE		
LE RELAIS D'EGUISHEIM 6, place de la République, 1 <sup>er</sup>	Reservez maintenant 47-00-44-10	T.J., service const. de 11 h à 2 heures du mat. Hôtellerie et Restauration. Poissons du marché. Chateaubriand. Menu-carte 100 F (jus, plat, dessert, café, vin compl.). Repas d'aff.
LE CORSAIRE 1, bd Exelmans, 16 <sup>e</sup>	45-20-87-85 et 45-25-53-25	Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités poissons, viandes, plats français. Cuisine faite par le patron. Menus à 85 F et 150 F en carte. Fermé samedi.
RIVE GAUCHE		
NOS ANCIENS LES GAULOIS 46-33-46-87 et 66-12	46-33-46-87 et 66-12	Unique au monde. Cadre fin 17 <sup>e</sup> . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 180 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.
RESTAURANT THOUILLER 79, rue Saint-Dominique, 7 <sup>e</sup>	47-03-49-75	Spécialité de coq au vin et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. Tous les jours. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.
SOUPERS APRÈS MINUIT		
LES GRANDES MARCHES		
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE		
La bonne adresse du quartier.		
HUITRES tous l'année.		
POISSONS DU MARCHÉ		
Plats traditionnels. Vins à découvrir.		
JARDIN D'HIVER		
T.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.		
6, place de la Bastille. 43-43-90-32.		

**PETITE SALLE**

**LE VOYAGE**

**GRANDE SALLE** **DERNIÈRES**

**Chambres**

**Minyana**

**Hans**

**Peter Cloos**

**Catherine Jacob**

**Mona Heffre**

**Natalia Domitcheva**

RESERVATION 42.02.02.68

**théâtre de la bastille**

**18 au 22 Fév à 19h30**

**MEDITATION I LA GOURMANDISE**

un spectacle de

**Agnès LAURENT**

**Georges PELTIER**

**Francesca CONGIU**

**Xavier LEGASA**

**18 au 23 Fév à 21h**

**sauf Dim à 17h**

**Héla FATTOUTMI**

**Eric LAMOUREUX**

**Si loin que l'on aille**

43 57 42 14

76, rue de la Roquette 75011 PARIS



## ARTS

## Nouvelles expositions

## Découvertes 92

Un salon créé en 1991 en vue de présenter des artistes contemporains mal connus ou inconnus, dont pas mal de photographes. Pour cette seconde édition cent quinze galeries représentant quinze pays sont au rendez-vous, sous la verrière du Grand Palais.

Grand Palais, nef, avenue W.-Churchill, place Clemenceau, avenue Gal-Eisenhower, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-25-89-00. Tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi, dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nourriture jeudi 20 février jusqu'à 23 heures. Du 15 février au 23 février, 50 F.

## Paris

## Ateliers 92

Quoi de neuf, si ce n'est le côté de la jeune génération opérant en France? Avec ses vingt et un artistes (très sur le vif) (des écoles d'art), «Ateliers 92» peut en partie répondre à la question. En réservant deux ou trois bonnes surprises.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 mars, 15 F.

## Marcel Broodthaers

À l'occasion de son œuvre était un manifeste surréaliste, contre Breton, avec Magritte, en 1947. Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critiquant le musée d'art. Une rétrospective.

Galerie nationale du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 42-80-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Films de J.-F. Cornille, Broodthaers et Lawrence Weiner. Jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, 30 F.

## Larry Clark

C'est la première exposition en France de ce photographe que New-York a élevé au rang de mythe. Qui, dans les années 60, a tenu une chronique de la jeunesse à travers la drogue, l'alcool, la délinquance, les hippies, le rock'n'roll, la vie communautaire et la prostitution ; et partagé la vie de ceux qu'il photographiait au point de hâsarder dans la délinquance et faire de la prison.

Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carreau - 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi,

dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars, 10 F.  
Galerie Urbil et Orbi, 48, rue de Turenne (2<sup>e</sup> étage, escalier B), Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mars.

## Alberto Giacometti

Revoir, ou découvrir le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Samedi et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 15 mars, 40 F.

## René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier, René Lalique, cette figure majeure de l'art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a puisés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! À signaler, en prime, une réunion de cent vases de sa période art déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006), à partir du 4 novembre.

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 12 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 6 avril, 30 F.

## Les Dubuffet de Dubuffet

C'est au Musée des arts décoratifs qu'il faut aller, grâce à François Mathy, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en reconnaissance et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs, palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 16 février, 20 F.

## Paris des fortifs au péril

Une exposition-clé pour comprendre les enjeux actuels de la capitale. Où commence et où finit Paris? Le périmètre a-t-il définitivement enfoncé la ville, ou y aura-t-il un jour un vingtième arrondissement? La porte Maillot, héritière des arceaux de Ledoux, eux-mêmes successeurs de la porte Saint-Martin, etc., aura-t-elle l'architecture qu'elle mérite, ou faut-il chercher dans l'Arche de la Défense, voire au-delà, le nouveau seuil de Paris? Voilà quelques-unes des nombreuses questions que nous rencontrerons au Pavillon de l'Arsenal.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 avril.

## François Morellet

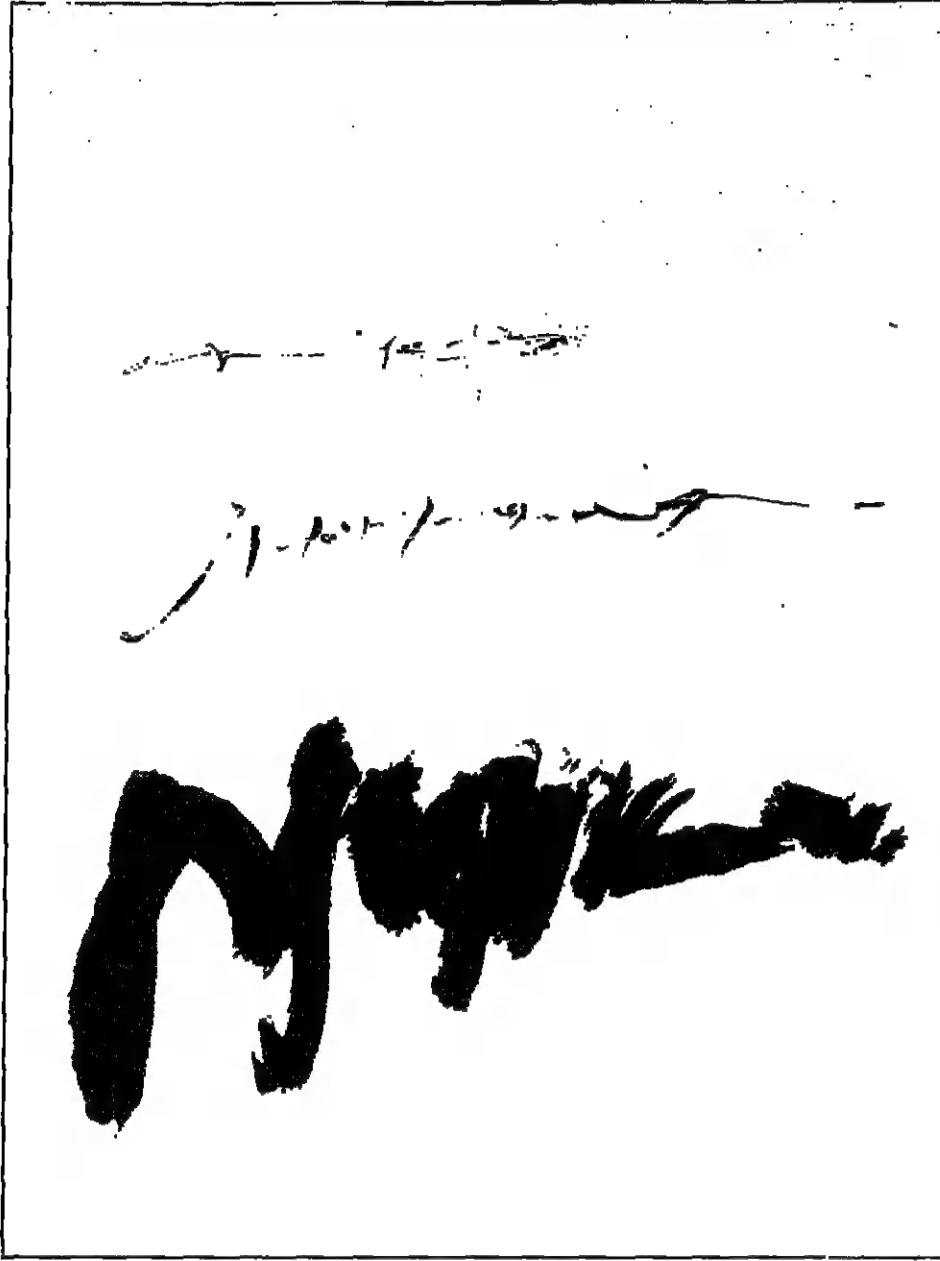
François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser en y laissant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondant en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ses travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroirs. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mars.

## Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agit d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril, 25 F (entrée du musée).



Jean Degottex, encres de Chine, 1962, exposée à Nîmes.

## Claude Rutault

Depuis 1973 et sa première toile tendue sur châssis, peinte de la même couleur que le mur sur lequel elle est accrochée, le parcours d'un artiste qui pose encore et toujours la question du non-peint. Pour compléter le tableau, le Musée de Grenoble l'expose aussi.

Centre Georges-Pompidou, galerie contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril, 16 F.

## Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la pictorialité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berlioz est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

## Galleries

## John Armleder, Sylvie Fleury, Olivier Mosset

Olivier Mosset peint des monochromes. John Armleder réalise des sculptures-moules. Sylvie Fleury a jeté son dévolu sur les sacs d'emballages des boutiques de luxe. Ils sont suisses et amis.

Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9 et 15, rue Saint-Gilles, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-43-21. Tous les jours sauf dimanche

et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mars.

## John Batho

Batho ne photographie pas en couleurs, il photographie la couleur. Récurrentes des bûches et paravents de Deauville, les *Paravents* et *Nagesse* l'incitent à approfondir ses recherches entreprises il y a sept ans. Plus abstraite, la série *Papiers* est l'objet d'un apurement des formes qui convie à prendre et à toucher.

Galerie Zabritskis, 37, rue Quincampoix, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 février.

## Henri Cuoco

Presque un revenant. Après être passé de la ville au champ pour regarder de près les hautes herbes de Corèze, le peintre-décorateur s'est allé mettre les pieds sur les sols d'Afrique. Il en a ramené une suite de tableaux, où justement on voit des pieds d'hommes.

Galerie Louis Carré, 10, av. de Ménilmontant, Paris 19<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-57-07. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 29 février.

## Nicola De Maria

De l'Italien Nicola De Maria, on connaît souvent mieux les grandes peintures lyriques aux couleurs lumineuses que les petits travaux sur papier aujourd'hui présentés. On l'on découvre un monde intérieur un peu fou peuplé d'anges et de créatures mythiques.

Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-65-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 14 mars.

## La lumière et la ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Devos. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y brûler. Évidemment l'exposition prête plutôt aux richesses.

Espace art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

## John Murphy

Cette fois il n'y a plus aucune trace d'image dans le champ des tableaux, rien que de la couleur, un beau violet de ciel couchant, le même pour les quatorze tableaux exposés, qui sont aussi de même format : John Murphy, peintre anglais mal connu en France, repose.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 25 février.

## Nunzio, Pizzi Cannella, Tirelli

Nunzio propose des reliefs muraux associant le bois et le plomb. Pizzi Cannella peint des apparitions. Tirelli, d'origine sicilienne, a travaillé à Rome, et n'est pratiquement jamais exposé en France.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 43-54-10-88. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

## Ulrich Rückriem

Les dernières stèles, les derniers blocs en granite ou en dolomite d'un sculpteur à qui la pierre suffit. Et il le dit, et il le montre avec force tout en faisant simple, opérant dans ses ateliers à ciel ouvert : deux ou trois carrières d'Allemagne, de Bretagne, d'Irlande, arrosant le travail à où généralement un artiste l'entreprend.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11<sup>e</sup>. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

## Jan Sandek

Longtemps dénommé comme photographe dans son pays, Jan Sandek, le plus grand photographe tchécoslovaque, est aujourd'hui exposé, publié, célébré dans le monde entier. Ses travaux récents ont toujours un goût de souffre, au service d'une vision baroque et lyrique du monde.

Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Delcassé, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 45-62-36-59. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 27 mars.

«Rétrospective», Musée d'art moderne de Troyes, place Saint-Pierre, 10000 Troyes. Tél. : 25-50-57-30. Tous les

jours, sauf mardi et jours fériés, de 11 à 18 heures. Jusqu'au 23 mars.

## Rencontre Hans Hartung et Julio Gonzalez

Des dessins en quantité, des peintures et des sculptures de tout format y sont réunis, qui illustrent les rencontres et les échanges amusés, pendant vingt ans, entre le sculpteur espagnol et le peintre allemand, qui furent liés familialement. Un musée n'aurait pas mieux fait.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars.

## Régions

## Calais

## Hannah Höch

En 1912, Hannah Höch est à Berlin : en 1915, elle y rencontre Raoul Hausmann ; et dès 1917-1918, elle réalise, dans la mouvance de Dada, des collages abstraits à base de dentelles et de feuilles de patrons de mode, puis ses premiers photomontages, ironiques à souhait en regard de la société et du sort réservé en particulier à la femme artiste.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 février.

## Grenoble

## Sarkis

«Scènes de nuit, scènes de jour», en douze pièces ou «chambres» réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projections.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Serret, 38000. Tél. : 78-21-85-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

## Nîmes

## Jean Degottex

Comment un milieu géographique se fait-il un lieu d'habitat? Jean Degottex, d'origine sicilienne, a travaillé à Rome, et n'est pratiquement jamais exposé en France. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins. (Lire notre article page 40.)

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-78-73-47. Tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 mars.

## Villeneuve-d'Ascq

## Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Rymon notamment ; et à exposer le Land Art, et Burck, et Toroni, et Deuzeu, et bien d'autres, dont Combes et Barcelo ; et à signer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galerie.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection «Arts» a été réalisée par Geneviève Brezette «Architecture» : Frédéric Edelmann «Photo» : Michel Guerin

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES ARTS

LE MEAUX  
QUESNIAUX  
REVAY

SALLE ST-JEAN - HOTEL DE VILLE - 14 FÉVRIER - 29 MARS 1992

Le légitime propriétaire de la marque  
**DÉCOUVERTES,**  
la société PROVINCIALES,  
accepte de la céder à la société O.i.P.,  
afin de ne pas porter préjudice  
aux jeunes galeries  
d'Art contemporain.

ARSENÉ BONAFOS-MURAT

Estampes anciennes et modernes

## SÉCHERET

Paravent - Monotypes

7 février - 7 mars 1992

15 rue de l'Ecluse

75006 Paris Tél : 46 35 42 31

## EXPOSITION D'ART CONTEMPORAIN

Arles  
La Barade  
Cebu  
Carago  
La Doune  
Rip  
Dondakaba

Jusqu'au 31 mars 1992. Du lundi au samedi, de 14 h à 19 h. Entrée libre.  
ESPACE CARPEAUX, 15, bd Artaud-Briland, 92400 COURBEVOIE.  
Rens. : 46-67-71-23.

50 ans d'hiver  
avril swing/futurs musiques  
festival 46 86 87 37

## JAZZ - «Chantages», Jacques Mahieux

14 fév. 21h - CHAMPIGNY

## CONTEMPORAINE - «Vengeance», Bernard Parmegiani

12 ou 15 fév. 20h30 - Th. du Lièvre/PARIS

«Le Système du Monde», M. Rostain

13 et 14 fév. 21h - SARCELLES

«Scénario imaginaire»

15 fév. 20h30 - FONTENAY-SOUS-BOIS

«Concert de Lumière», Espace Musical

15 fév. 21h - STAINS

«Mariann Mathews»

15 fév. 21h - BOISSY-SAINT-LEGER

«Le Moine», Anne Yoren

15 fév. 20h30 - AUBERGENVILLE

«Castaflore Quintet»

15 fév. 15h30 - VILLIERS-SUR-MARNE

«La Trahison Orale», Trio Le Cercle

16 fév. 17h - ALFORTVILLE

«Canova», Groupe Erik Satie

18 fév. 20h30 - ARCUEIL

LA SEMAINE

## DISQUES

Casse

Discographie de la semaine. Liste d'albums et de singles avec des commentaires courts et des notes de critique musicale. Les titres sont présentés par genre (Jazz, Contemporain, etc.) et par artiste ou groupe. Les notes sont généralement de 1 à 5 étoiles.



# DE LA SEMAINE

## DISQUES

### Classique

#### Mozart

**Don Giovanni**  
Ferruccio Furlanetto (Don Giovanni), Mari Salmela (Le Comendatore), Lella Cubelli (Donna Anna), Uwe Hellmann (Don Ottavio), Waltraud Meier (Donna Elvira), John Tomlinson (Leporello), Michele Pertusi (Masetto), Jean Rodriguez (Zerlina), Nicholas Carthy (Il Des Grieux), Orchestre philharmonique de Berlin, RIAS Kammerchor, Daniel Barenboim (direction) (1).

Après l'audition intégrale des deux heures cinquante minutes de cet enregistrement, après de nombreuses allées et venues à travers ses cinquante-sept pages, la mauvaise surprise initiale prend la forme d'un regret total pour une lecture qui, outre une prise de son inadéquante, accumule les contre-performances. Les chanteurs semblent fatigués (John Tomlinson, Lella Cubelli), sont mal distribués vocalement (Waltraud Meier), et dramatiquement conventionnels lorsque leurs voix sont *ad hoc* (Ferruccio Furlanetto, Uwe Hellmann). Berlin sonne comme une formation de série C; Daniel Barenboim le dirige avec un manque de tenue rythmique, de nuances dynamiques excusables au soir de guigne à l'Opéra, inexcusables en studio. Ce ne sont pas les quelques belles atmosphères qu'il sait créer autour de certaines interventions de Donna Elvira qui peuvent sauver cette production.

Dès les premières secondes de l'ouverture de *Don Giovanni* version Muti, l'auditeur est rassuré. L'Orchestre philharmonique de Vienne est dirigé par un chef déterminé à aller au bout de son option. Violent, funèbre, parfois raidi par l'autorité qu'il exerce sur ses musiciens, Muti a réuni une équipe qui associe des stars à des jeunes. Ces derniers ne tiennent pas toujours leur place face à des «monstres», eux-mêmes en retrait de ce dont ils sont capables (Carol Vaness eût été mieux distribuée en Donna Anna qu'en Elvira). Au moins chantent-ils tous bien.

Au moment où Carlo Maria Giulini fête le cent millième exemplaire vendu en France de son enregistrement du même opéra chez EMI, il est à craindre que ceux de Barenboim et de Muti ne se vendent comme des confettis à la sortie d'un cimetière. Ce serait malheureusement logique.

(1) 1 coffret de 3 CD Erato 2292-45588-2.  
(2) 1 coffret de 3 CD EMI CDS 7 54255 2.

A. Lo.

#### Ginseppe Martucci

Deux concertos pour piano  
Jeffrey Swann (piano), Orchestre philharmonique de Montpellier, Massimo de Bernini (direction).

Né dans la ville des délices (Capoue) en plein milieu du dix-neuvième siècle, mort à Naples au début du vingtième, Martucci, fils d'un tromboniste et chef de fanfare, n'a pas les honneurs des dictionnaires courants. Il fut pourtant le créateur de *Tristan*

et *Isolde* à Bologne en 1888. Chef, pianiste et pédagogue, il termina sa carrière à la tête du Conservatoire de Naples. L'obscurité dans laquelle le maintient la postérité explique sans doute que René Koering, spécialiste des auteurs perdus sans collier, s'y soit intéressé et que, en tant que directeur général de l'Orchestre de Montpellier, il ait réussi à convaincre pas moins de dix mécènes pour produire ce disque à Milan.

Martucci connaît sur le bout des doigts ses grands concertos romantiques. Le lyrisme puissant de son premier, en *ré mineur*, évoque irrésistiblement Brahms (le *si bémol majeur*), l'ample beauté équilibrée du lyrisme de ces trois mouvements fait aussi penser parfois à Rachmaninov; tous les pupitres chantent docilement des contrechants toujours charmants. La fin cite Chopin, pourquoi pas? Voilà une œuvre reposante: on sait mesure après mesure à quoi elle ressemble.

Le second, en *si bémol mineur*, dont l'introduction heurtée doit beaucoup à la dégélée d'accords qui ouvre le *la mineur* de Schumann, n'a pas la grâce, l'évidence, la simplicité toute latine du premier (même si les références du musicien sont essentiellement germaniques). L'impossibilité du dernier mouvement à trouver une fin en devient, au dixième méandre successif non résolu, presque comique. Voilà pourtant deux concertos, joués avec beaucoup de conviction et de volubilité, qu'on aurait plaisir à croiser sur une scène.

1 CD Arkadia/Akademia, distr. Hunt Productions, CDK 111.

A. R.

### Jazz

#### Sarah Vaughan and Her Trio

At Mister Kelly's

C'est l'été 1957, les 6, 7 et 8 août. La voix de Sarah Vaughan est lumineuse, offerte (ouverte?) au-delà du sens et de toute perfection. Sarah Vaughan a alors trente-trois ans. Le trio réuni au Mister Kelly's, le club chicaguan, est le pur modèle du genre: Jimmy Jones au piano, Richard Davis à la basse et l'impensable Roy Haynes à la batterie. Le public, très présent, joue une musique faite de rires, de silences et de sentiments. Le disque a tous les airs d'une pièce de théâtre. On entend le présentateur, les bruits de micro, l'ingénieur du son, les dialogues de Sarah Vaughan avec ses musiciens, ses inventions accidentelles, la façon dont elle indique un changement de ton à Jimmy Jones, et tout ce qu'on n'entend généralement pas sur un disque: le hors-champ. Cet enregistrement est un sommet ethnologique, musical et poétique. Jamais femme n'a été si peu tragiquement femme en chantant. Le surnom de Sarah Vaughan était «Divine». De ces séances Mercury, les neuf premières pièces ont été publiées dans un album «en direct», les onze autres ont croupi dans les tiroirs de la compagnie avant d'être reprises dans *The Complete Sarah Vaughan on Mercury*, volume 3.

1 CD Emarcy 832 791.

#### Jean Schwarz Blue Ensemble

Soloos Tans

Jean Schwarz a fondé sa propre marque de disque, Celia Record. Il travaille dans son propre studio. C'est là que se retrouvent les meilleurs improvisateurs, dont il transforme, à la console, les inventions. Compositeur, manipulateur de sons, de traitements et d'effets, ingénieur de la poésie musicale, Jean Schwarz cherche à se faire oublier derrière le Blue Ensemble (Mino Cinelu, J.-F. Jenny-Clark, Tomas Gubitsch, Alexandre Ouzounoff). Cet excès de discrétion est mal accordé à ses rôles divers avec d'autres musiciens, et encore plus mal à la tournure que prend le monde des arts, toutes catégories confondues. Mais Jean Schwarz a une conception sévère de la création, de la pratique et du travail. Son monde est celui d'une recherche précise, claire, indépendante. Il touche à une vérité très neuve de la musique, l'un de ses possibles à travers la diffraction des climats sonores et de jeux singuliers. Très remarquable.

1 CD Celia CL 8212 Distribution Adma.

F. M.



Fania All Stars: l'épopée de la salsa new-yorkaise des années 70.

### Rock

#### Cowboy Junkies

Black Eyed Man

Black Eyed Man marque l'incarnation des Cowboy Junkies. Ce groupe éminemment conceptuel décide de se frotter à la réalité de la musique, de ses sources, de ses sentiments. Jusqu'ici la voix de Margo Timmins séduisait par son étrange, par son absence. Ici, elle s'aventure sur le terrain déjà exploré par les nouvelles chanteuses de country. Et Michael Timmins, son frère, a écrit de vraies chansons, immédiatement familières, mais qui tiennent debout toutes seules, sans le secours des fantômes qu'elles évoquent.

Le spiritisme collégien, qui était la spécialité du groupe de Toronto depuis ses débuts, n'est plus qu'un souvenir, qui revient à peine au détour d'une chanson. Accompagnés d'invités choisis sur le marché de la scène de Toronto, les Cowboy Junkies, toujours mélancoliques, se font rigoureux, incisifs presque, ils grandissent avec grâce.

BMG/RCA PD 90620.

#### The Young Gods

T. V. Sky

Depuis le milieu des années 80, ce trio suisse plie les nouvelles techniques aux exigences de la sauvagerie rock. Alors que l'intelligence et la mémoire des échantillonneurs et autres séquenceurs ont surtout fait le bonheur des maîtres à danser, les Young Gods s'en servent pour faire du défilé, précis, coupant, sauvage. Entre Franz Reize, le chanteur, et Uwe Druks, le batteur, il n'y a que les souvenirs de guitares et de claviers trafiqués par Al Mono, qui joue des claviers (faute d'un meilleur terme).

Après un album de reprises de Weill/Brecht paru il y a presque un an, *T.V. Sky* ramène donc les Young Gods au centre du débat. Déception relative: une seule décision nouvelle ressort du disque: assumons l'héritage des Doors. Tout poussait déjà les Young Gods dans cette direction, la voix incantatoire (pour de vrai, magique, à ne pas confondre avec les effets de maniques d'un pasteur écossais) de Reize, une propension au lyrisme. *T.V. Sky* est structuré comme un album des Doors: final grandiose (et ennuyeux, *Summer Eyes*), moments de délicatesse (*She Rains*), blues modernisés (*Gasoline Man*). La référence est un peu trop envahissante pour ne pas gêner la perception de la vraie nature des Young Gods: européenne et ouverte sur le monde, violente et pure. Mais, sous l'hommage, le groupe est toujours là.

Play It Again Sam BIAS 201 CD.

#### Wet Wet Wet

High on the Happy Side

Wet Wet Wet est affligé de cette douce malédiction: un chanteur trop joli, qui attire les adolescentes et qui confine souvent le groupe dans la presse pour teenagers. Voilà déjà un moment que ces Écossais de Glasgow ont entamé une procédure en recon-

naissance de valeur musicale, suivant les étapes rituelles: démonstration de virtuosité, interviews réfléchies. *High on the Happy Side* poursuit dans la même direction. Voici donc un double album: tome 1, onze compositions originales sur lesquelles on revient dans un instant; tome 2, intitulé *Clock and Dagger*, neuf reprises jouées sous le pseudonyme sans doute humoristique de *Maggie Pie and the Importers*. Ce qui donne une espèce de copie d'examen dans laquelle le jury retiendra trois critères: l'originalité (moyenne: Elvis Costello, les Temptations, mais aussi John Martyn, folkéux écossais et une ballade gospel non identifiée); le son (impeccable); et l'âme, car Wet Wet Wet a choisi la filière soul music (elle est là, l'âme, dans ces reprises, toute gaie à l'idée de se frotter à de grands textes, mais vite fatiguée quand il s'agit de souffrir un peu).

Du coup, le disque de compositions originales s'explique tout seul. Suave, (carrément sachant par moments), sans risque ni surprise. Un peu trop de chœurs languoureux, pas tout à fait assez de funk. Wet Wet Wet et Matty Fellow (le joli cœur déjà mentionné) ne font pas toujours le partage entre séduction et minauderies, pas plus qu'ils n'arrivent toujours à réussir la chanson qu'ils voudraient faire.

Phonogram 510 998-2.

T. S.

### Chanson

#### Juliette

Que tait?

La chanson française, ses textes remplis de mots, ses cabarets «rive gauche», ses voix réalistes. En trois essais, le distributeur toulousain et indépendant Scalen disc laisse croire que rien n'est perdu pour ses partisans. Juliette, jeune toulousaine myope et rondelette, fut découverte au Printemps de Bourges en 1986. Depuis, elle franchit les étapes à bonne allure, sans bénéficier pourtant des fulgurances réservées à d'autres, qui ont cherché à installer leur image dans le jazz ou le rock. Pianiste accomplie, chanteuse à la voix inflexible, Juliette fait bien bel effet. Elle a de l'humour, de la dérision, des chansons un peu passées avant d'être nées (*Lames*, de Pierre Philippe sur une musique de Piazzola), et d'autres beaucoup plus inattendues (*Sur l'oreiller*, signée par elle-même, Juliette Noureddine: *Que tait?*, écrite avec Katryn Lingua). Elle sait aussi interpréter délicieusement Yvette Guilbert (*Quand on vous aime comme ça*) ou Bobby Lapointe (*Sentimental bourgeois*). L'album a été enregistré en public, au Théâtre d'Ivry et au TLP Déjazz. Il a ses excès de comédie improvisée, mais on y gagne, en plus de l'intimité, rires, exclamations et commentaires.

1 CD Scalen disc MT101.

#### Morice Benin

Essentiels

Morice Benin, plus ancien dans la profession, est lui aussi passé par Bourges (en 1979), puis par un prix de l'Académie Charles-Cros (1985). Le temps, l'amour, la mort, l'errance solitaire, les mouvances de la planète: la facture des chansons de Benin est totalement classique, à la française, comme on l'envisage à l'étranger quand on est mal informé sur les nouveautés du temps. Morice Benin chante tout cela avec des accents sincères, sans en exagérer la tristesse ni le pathétique, grâce à une voix posée légèrement sur des arrangements sobres, des mélodies sans sophistication outrancière au déroulement aussi délié qu'une route de campagne française. *Essentiels* est son seizième album, il ne faudrait pas l'oublier, et il y a dedans des éclairs novateurs (*Sève qui peut*, *Simon l'errant*, *Religieux*, vivifiants).

1 CD Scalen disc CDS04.

#### Jean Vasca

1967-1974 et 1981-1987

Comme les deux précédents, Jean Vasca aime les mots et la poésie. Comme Morice Benin, il écrit des livres, et des chansons pour les

autres. Le Printemps de Bourges est un peu trop jeune pour lui, mais pas la Fondation de la vocation (un prix en 1970), ni l'Académie Charles-Cros (Grand prix en 1980), ni Ferré, ni Ferrat, tout proches, mais devant. Les trois CD de cette compilation assez exhaustive réunissent cinq des onze albums réalisés par Jean Vasca, et y ajoutent l'enregistrement inédit de quinze poèmes de son cru.

2 CD Scalen disc JVC005-1 et 05-3.

### Musique du monde

#### Johnny Pacheco/Hector Casanova (1)

Los Amigos

#### Tito Puente (2)

Homenaje a Beny

En 1971, alors que la salsa, «la sauce», «la saveur», prenait à New-York des allures de phénomène culturel – l'année suivante s'ouvrira l'East Harlem Music School avec bientôt mille deux cents élèves rassemblés sous l'égide de Johnny Colon –, le manager juif américain Jerry Masucci fondait le premier label de musique latino, Fania. Un concert inaugural au Cheetah, entre Harlem et le Bronx, un film, *Nuestra Cosa*, où l'on retrouvait toutes les stars du genre, de Ray Barreto à Johnny Pacheco ou Tito Puente, et la salsa entraînait dans la légende.

Fania, c'est donc toute l'histoire de la salsa, son anthologie, l'esquisse vivante d'une analyse sociologique de la musique du *Spanish Harlem*, venue des îles et de l'Amérique tropicale et qui repartira à son tour vers le sud, enrichie du jazz et de l'esprit de la grande métropole américaine. De cette époque pionnière, nous restent les albums réalisés ensemble par les leaders de sept des plus célèbres formations de salsa, les Fania All Stars, et ceux qu'ils ont produit tout au long des années 70. Sonodisc, qui vient de renouveler ses contrats de distribution du catalogue Fania Records, propose une réédition en compact de quelques albums prestigieux. Johnny Pacheco et Hector Casanova se livrent à un exercice de salsa gaie et libre, plus fraîche qu'insolente mais qui produit un effet libérateur. *L'Hommage à Beny* (More) de Tito Puente permet d'entendre des voix célèbres (Celia Cruz), des membres éminents du «club des sept» de la salsa (Chea Feliciano, Hector Lavoe). Quel swing!

(1) 1 CD Fania CDF540 distribué par Sonodisc.  
(2) 1 CD Fania CDT1436 distribué par Sonodisc.

V.M.O.

### RÉÉDITION DE « LOVE CRY »

## Les bonheurs et la fureur d'Albert Ayler

LEUR d'amour: c'est le cri d'Albert Ayler. Ce sont les séances des studios Capitol saisies à New-York City pour Impulse et produites par Bob Thiele, le 31 août 1967 et le 13 février suivant. La tranche des CD est bicolore, orange et noire, comme celle du disque d'origine.

Don Ayler est à la trompette, Alan Silva à la basse et l'impensable et bondissant Milford Graves aux percussions; Albert Ayler est au ténor. Parfois, il surruse, il chante aussi. Sur cinq prises, Call Cobbs ajoute une délicate pointe de clavier, très inattendue. Il y a là des éclats solitaires, du pur bonheur, des sons égarés, de la violence à l'état sauvage (*Universal Indians*). Des enchantements comiques, des fantômes qui nous auront fait beaucoup pâlir (*Ghost*), des sonailles de toujours (*Bells*), des échos de *Marseillaise* (*Love Cry*), des airs que l'on continue de chanter aujourd'hui dans la rue, des fleurs de danse et des fleurs d'amour.

Quand il venait en trouffion faire le bœuf à Paris – il servait alors dans les troupes de l'OTAN basées à Orléans –, Albert Ayler se faisait virer par les musiciens sérieux. Lors de son concert en 1966, à Pleyel, il fut copieusement sifflé. Ceux qui font son éloge éploré aujourd'hui l'entendraient bien avant l'heure et se souciaient de lui comme d'une guigne. Les esprits chagrins de «Radio Cornichon» (la plus belle émission de jazz du monde) ne pourront jamais se résoudre à en passer gaiement, vraiment gaiement, un des airs légers

graves, drôles, ces airs faits de bruits, de fureur et d'amour.

On a pris Albert Ayler pour un imposteur. On l'a pris pour un imbécile. On l'a pris pour un bébé-cool avant l'heure. Le Nègre, c'est plus fort que lui, cherche toujours à être pris, à se faire prendre, et parfois à se faire pandre. Quelques semaines avant cet enregistrement, Ayler et son frère, avec Ornette Coleman, ont joué aux obsèques de Coltrane. C'était le 21 juillet 1967. Ce simple souvenir de juillet 1967 est probablement incompréhensible aujourd'hui.

Ayler était beau lorsqu'il jouait, et tout ce qu'il jouait, c'était plus fort que lui, était immédiatement dans la beauté. On ne peut rien dire d'autre de cette musique sinon qu'elle annonce un monde qui n'est jamais venu. Pour peu qu'il ait traîné son cordon de saxophone en ce bas monde encore quelques années, Albert Ayler eût dû endurer l'intégration marquoise de ses pleurs, l'avilissement de son cri, l'assèchement de son geste et la ridiculisation prétentieuse du jazz.

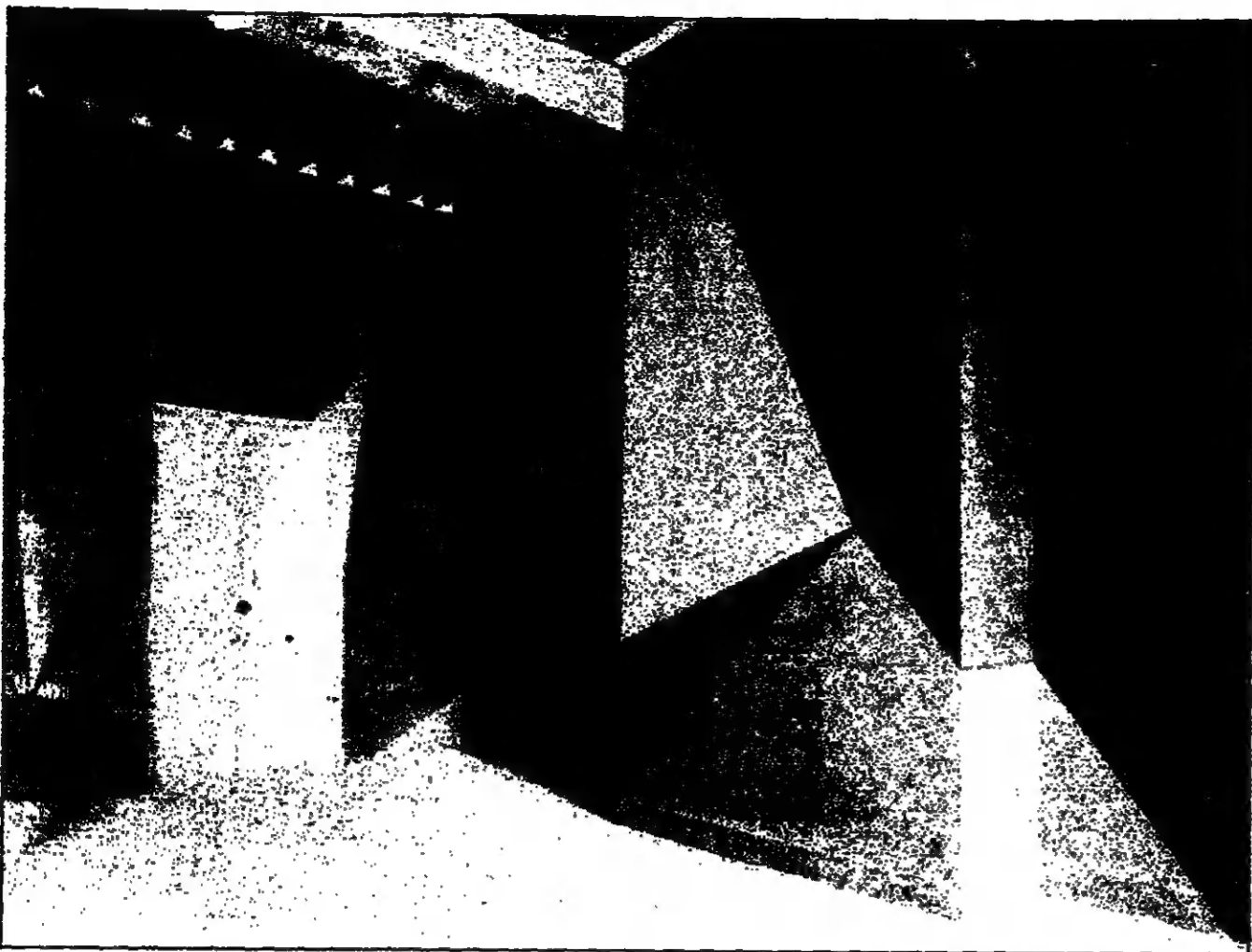
Il a préféré être retrouvé noyé dans l'East River, le 25 novembre 1970. C'est un choix, disons-le comme on le pense, particulièrement élégant. La police a conclu à une mort par noyade. Albert Ayler, qui n'avait jamais eu l'idée de se suicider, avait trente-quatre ans. On l'aimait vraiment.

FRANCIS MARMANDE

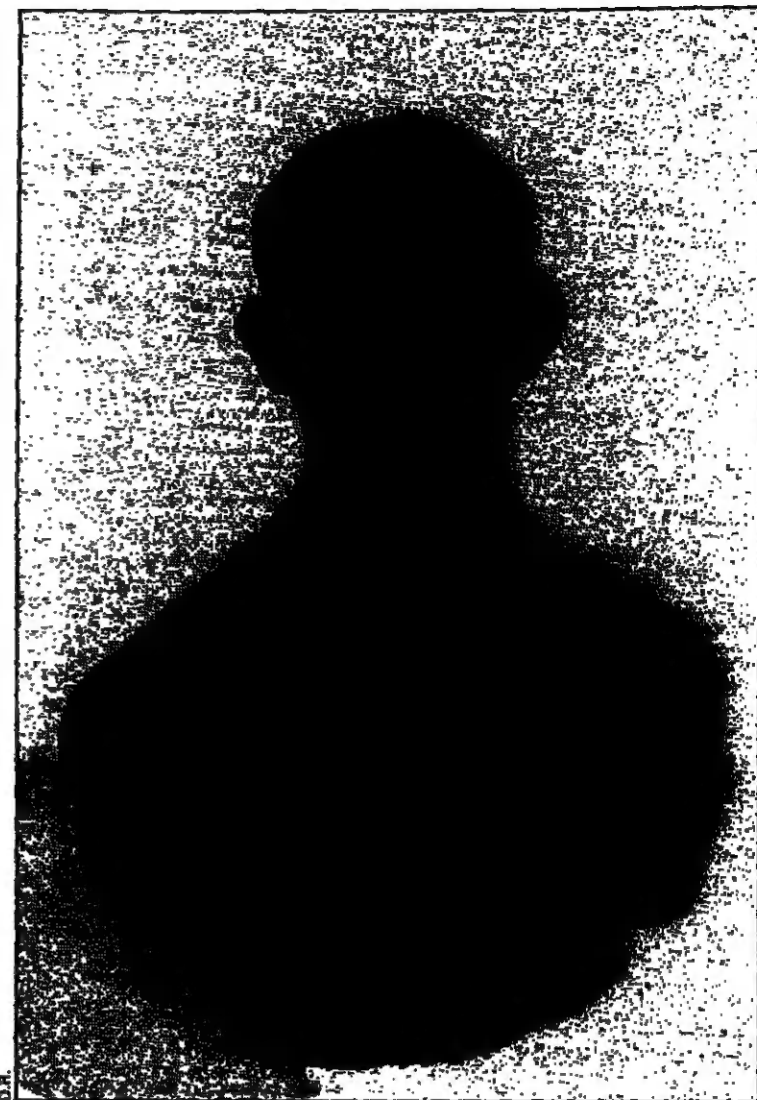
\* Albert Ayler: *Love Cry*, 1 CD Impulse GRP 110-32.



## ARTS



De gauche à droite :  
Sol Le Witt,  
*Wall Drawing n° 538*,  
1984-1988 ;  
Jean-Charles Blais,  
*Sans titre*, 1988.  
Ci-dessous :  
Giulio Paolini,  
*Hierapolis*, 1982.



LA COLLECTION YVON LAMBERT A VILLENEUVE-D'ASCQ ET A TOURCOING

## Autoportrait d'un connaisseur

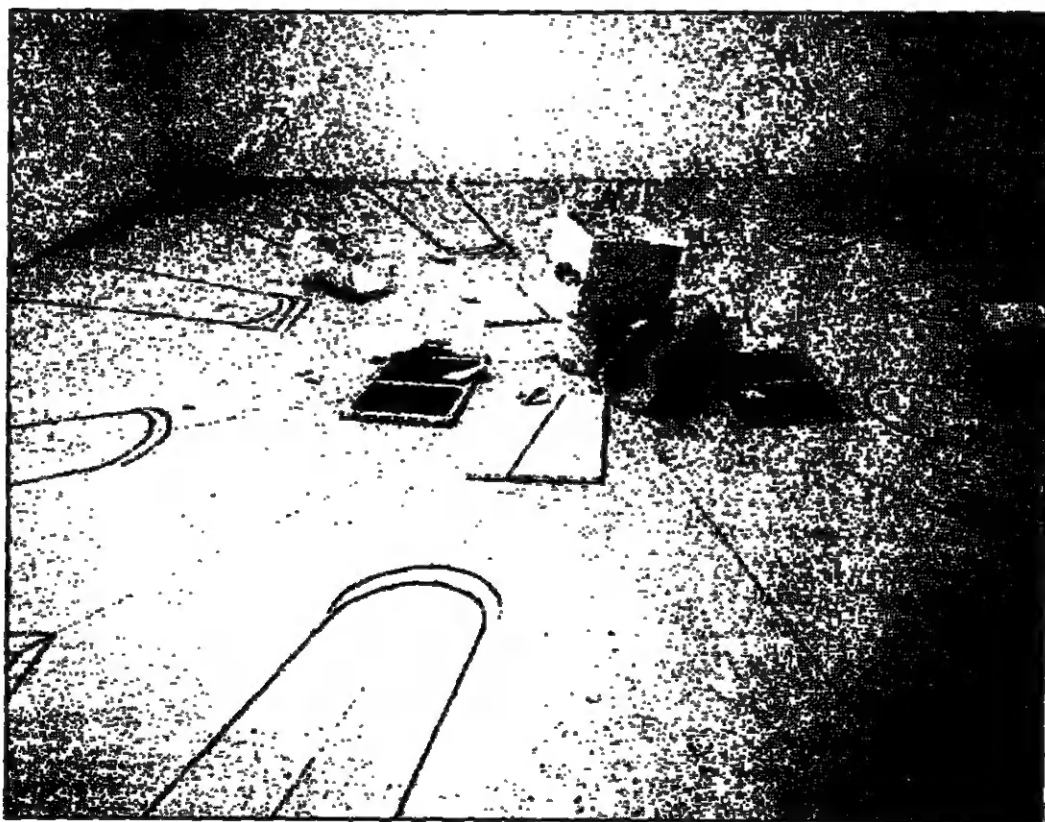
Yvon Lambert collectionne... quoi ? Ce que le galeriste a défendu et défend toujours : les minimalistes, les conceptuels, des jeunes, comme Combas, mais aussi des artistes qui n'exposent pas chez lui. A Tourcoing et à Villeneuve-d'Ascq surtout, on découvre la hauteur de cette collection qui n'est pas à vendre, mais à prendre, pour en faire un musée.

L'ART contemporain, on le sait bien, pour l'exposer, il faut de la place. Mis à part quelques artistes donnant, *a contrario*, dans le minuscule - comme Favier, peintre et graveur de la génération des années 80 qu'apprécie assez Yvon Lambert pour le faire figurer dans sa collection bien qu'il ne soit pas son marchand attitré - la peinture prend le mur, et la sculpture le sol. Un Sol Le Witt projette volontiers sa peinture à l'échelle de toute une salle et un Richard Long ses chemins de pierre sur douze ou quinze mètres. Aussi le collectionneur d'aujourd'hui n'a-t-il pas forcément l'occasion de revoir ses acquisitions, qui peuvent rester des années en caisses, ou à l'état de projets réalisables selon les données fournies par l'artiste.

Yvon Lambert, qui s'est longtemps contenté de l'idée qu'il détenait des morceaux de ce calibre quelque part, pourrait bien s'être pris du désir de les revoir, puisqu'on lui demandait de les montrer. L'homme est secret, subtil et compliqué. C'est un tendre et un malin (sinon il ne serait pas devenu le grand galeriste qu'il est, le flair ne suffisant pas), et il s'est probablement fait violence, mais une douce violence, en acceptant d'exposer un choix d'œuvres achetées depuis vingt ans et plus, et gardées, hors commerce, hors de vue, hors même de sa vue, à quelques exceptions près, les prêtant volontiers, si on le lui demandait. Et puis avoir enfin une vue d'ensemble de ses engagements dans l'art contemporain, mesurer l'ampleur des risques pris du côté d'artistes d'avant-garde qui, aujourd'hui, sont confirmés, finalement, ne devait pas être si déplaisant.

Et Yvon Lambert, à la demande de Joëlle Pijaudier, de débiter sa collection personnelle au musée de Villeneuve-d'Ascq. Lequel s'est révélé tout d'un coup trop petit pour tout contenir. On n'allait tout de même pas vider aussi les salles où sont exposés en permanence les Picasso, les Braque, les Laurens, les Léger et les Miro de la donation Mazurel. L'exposition a donc lieu également au musée voisin et ami, de Tourcoing, où sont présentés les artistes des années 80.

Car Yvon Lambert, qui est avant tout l'introduit d'œuvres d'excellents conceptuels et minimalistes (il les



exposait rue de l'Echaudé à partir de 1968), et le premier défenseur de Buren et Toroni, a pris, au tournant des années 80, le risque de décevoir, de se faire traiter d'opportuniste et pour le coup de marchand de soupe, en soutenant plusieurs peintres de la nouvelle génération : Robert Combas, Jean-Charles Blais, Miquel Barcelo, ou Loïc Le Groumellec. Et Jean-Michel Basquiat et Julian Schnabel et Anselm Kiefer, qui étaient déjà des vedettes.

Des Combas, il en a acheté (dès 1979) beaucoup et des meilleurs, presque aussitôt que sortis du pot, par exemple *L'Hommage à Matisse* et *à Matisse* de 1987, avec odalisque en cartouche et enchevêtrement intensif de couleurs, de textes et de figures. Ses Blais, qui sont aussi nombreux, témoignent de l'évolution hasardeuse de l'artiste, pour quoi pas ? Ses Barcelo, dont *Ahab*, 1984, un tableau sombre d'homme en barque dérivant en eaux troubles, sont de la meilleure veine du jeune peintre espagnol. Le Basquiat, avec graffiti et couleurs dégoulinantes sur panneaux de bois finissant en palissades est un beau morceau. Et puis il y a cet énorme Schnabel avec sphinx, pyramides et lumière blanche sur fond d'assiettes cassées, un tableau de 1983 dédié à Flaubert, acheté en 1991, comme le grand Kiefer, très impressionnant, en feuilles

de plomb déchirées qui, lui, est exposé à Villeneuve-d'Ascq.

On peut s'étonner de ces acquisitions récentes, qui ne correspondent pas à un suivi de l'artiste par son marchand et ressemblent à des choix de conservateur plus que de collectionneur. Yvon Lambert ne cache pas que c'est seulement une fois prise la décision d'exposer publiquement sa « collection » qu'il a commencé à penser en termes de collection - c'est-à-dire d'ensembles - et entrepris de combler des lacunes. Il a donc acheté le Schnabel et le Kiefer, et d'autres pièces encore, projetant l'exposition comme un tout témoignage de ses activités de galeriste, de ses choix de collectionneur, de ses goûts d'amateur éclairé, qui aurait revisité la création de ces vingt dernières années, en donnant sa lecture *hic et nunc*, renforcerait les options estimées justes, corrigerait quelques erreurs, peaufinerait la chose, comme un livre avant publication, comme une œuvre qui ne saurait être démontée. Comme une collection qu'Yvon Lambert envisage très sérieusement de donner à condition qu'elle ne soit pas démantelée.

Yvon Lambert vous dit qu'il n'a jamais eu à l'esprit l'idée qu'il était un véritable collectionneur, mais bien

plutôt le gardien provisoire d'un ensemble d'œuvres. On le croit volontiers en regard des pièces engravées et redéployées dans les salles du musée de Villeneuve-d'Ascq. L'une est pleine des premiers *Tissus rayés* (« avec bandes extrêmes blanches recouvertes de peinture blanche ») de Buren (1969-1971), une autre est occupée par une installation au sol de l'italien Giulio Paolini, *Hierapolis* (1982), qui y traite, avec beaucoup de subtilité, de ses sujets favoris : la perspective et le fragment. Plus loin, *One and three boxes* (une caisse de bois, sa photo et sa définition tirée d'un dictionnaire) de Joseph Kosuth (1965) nous reporte aux premières et grandes heures de l'art conceptuel, représenté dans sa ligne dure et pure par des *Date Paintings* d'On Kawara et plusieurs pièces de Robert Barry ; et dans sa ligne plus sentimentale par une suite de neuf tableaux de mots de Marcel Broodthaers. Du côté des minimalistes, avec Don Judd, Carl Andre, Lewitt surtout, dont Yvon Lambert possède des travaux de toutes échelles, du *Wall Drawing* à la feuille de projets, c'est encore le top niveau, un niveau à faire pâlir d'envie les patrons de musées d'art contemporain.

Yvon Lambert ne peut que se distinguer du collectionneur classique pour la bonne raison que son commerce avec l'art est constant au travers de sa galerie et qu'il peut très bien vivre sans remplir son appartement. D'ailleurs, ce qu'il défend, souvent n'a pas été fait pour être accroché dans un salon, mais plutôt pensé dans une optique cassant le rapport traditionnel, exclusif, privé, de possession. Hors de toute intimité.

Ce qui ne veut pas dire que la collection Lambert jette un froid comme une collection de musée. L'affectif qui porte la décision de l'achat, l'achat résultant de relations secrètes, compliquées, très simples, ou amusées, allez savoir, est là aussi. Et ça, on peut le mesurer face à l'immense triptyque (trois monochromes hyper-sensibles) que Brice Marden a peint à l'huile et à la cire tout spécialement pour « chez Yvon Lambert », un mur qui est aussi une plaque sensible. On peut le mesurer aussi en découvrant les trois blancs de Robert Ryman, les tableaux d'Agnes Martin et de Robert Mangold et beaucoup d'œuvres sur papier, dessins géométriques et systématiques, mais souvent tremblés, qui cimentent les pavés presque historiques. On peut le mesurer enfin en parcourant les deux salles pleines de délicieux griffonnages de l'Américain d'Italie, Cy Twombly, le plus hédoniste des artistes d'aujourd'hui, et probablement le plus cher à Yvon Lambert.

Cet amateur de subtilités, dont la collection ainsi exposée est un autoportrait, fait la preuve que l'esprit de géométrie et l'esprit de finesse ne sont pas incompatibles.

GENEVIÈVE BREERETTE

\* « Yvon Lambert collectionne », Musée d'art moderne de la communauté urbaine de Lille, Villeneuve-d'Ascq et Musée des beaux-arts de Tourcoing. Jusqu'au 20 avril. Tél. : 20-05-42-46.